

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

USAGE DES MÉDIAS SOCIAUX ET PRATIQUES INFORMATIONNELLES :  
IMPACT DE LA RADIO FRANCE INTERNATIONALE RFI-AFRIQUE/FACEBOOK  
SUR LA PARTICIPATION CITOYENNE; LE CAS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 30  
DÉCEMBRE 2018 EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR  
CLAUDE LUBATSHI KAZADI

FÉVRIER 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je voudrais, d'abord, exprimer ma profonde gratitude à l'endroit d'Alexandre Coutant, directeur de ce travail et source intarissable des connaissances sur la communication numérique : son accompagnement a débordé les limites de la recherche scientifique pour se transformer, au fil des années, en un vecteur consolidateur d'humanisme, de solidarité et de fraternité largement conjuguée. Ensuite, il serait quasiment blasphématoire de rester muet ou indifférent au regard de la spontanéité, de la disponibilité et du sens d'ouverture de professeurs STEWART Michelle et TCHEHOUALI Destiny, lecteurs avisés, éclaireurs et fertilisants de ce travail. Merci spécialement à ces deux grands esprits d'avoir accepté de siéger fièrement à mon jury.

Dans le même registre, je prolonge mon sens de reconnaissance pour l'étendre à l'ensemble des membres de l'Université du Québec à Montréal, jardin des rencontres inoubliables et des partages ordonnés des connaissances et des savoirs en perpétuel renouvellement : Merci particulièrement aux collègues membres de l'association des étudiants de maîtrise et de doctorat en communication (AEMDC) dont son conseil d'administration sous ma présidence, de septembre 2017 à septembre 2018.

Par ailleurs, le principe des vases communiquant connecte constamment mes actes, mes idées, mes créations et, globalement, toute ma vie à de nombreuses personnes dont mes membres de famille et mes amis : Kayembe Kapinga Dieudonné, Nzeba Kapinga Nicole, Lubanda Kembe Alain, Lokonda Badibanga Baby, Tshiabu Nadine, Kapinga Sandra, Owandju Gisèle, Mwanga Badibanga Henriette, Ndaya Ginette et Kabongo Badibanga Billy, d'une part, Tsala Dimbuene Zacharie, Kakanda Marie, Henry Brawn, Bongo Pasi Willy, Houssou Serge, Renier Nijskens, Marceline Kalonji Tshiala, Valérie Dagenais Kim, Rose Déoliveira, Nono Lokela Moombo, d'autre part. De loin ou de près, par leurs oreilles attentives et leurs voix interpellatrices, ces précieuses personnes m'ont, selon le cas, encouragé, permis de réajuster positivement ma vision du monde et d'accomplir brillamment cet ouvrage.

Enfin, l'aboutissement heureux de ce travail scientifique laisse entrevoir les traces indélébiles de la main, du cœur, de l'esprit de ma bien-aimée Assa Dugu que je remercie vivement.  
Grand Merci à vous tous !

## DÉDICACE

À mon défunt père, Kapinga Mulume Donatien, toujours debout dans l'au-delà et valablement incarné par sa progéniture dont je fais partie

À ma mère Mwanga Badibanga Henriette pour sa foi incommensurable aux changements miraculeux par le travail bien fait et les pensées positives en faveur de l'humanité tout entière

À mes enfants, Roméo et Offraél Kazadi, pour lesquels ce travail trace largement et durablement le sentier de l'honneur, de la grandeur et de la hauteur pour de grands défis d'aujourd'hui et de demain

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	ii
DÉDICACE .....	iii
LISTE DES FIGURES .....	vi
LISTE DES TABLEAUX .....	vii
LISTES DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	viii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE .....	4
1.1 Le rôle traditionnellement dévolu aux médias dans les démocraties .....	4
1.1.1 Liens historiques entre médias et démocratie en RD Congo .....	6
1.1.2 Radio et démocratie en RD Congo .....	9
1.1.3 Institution et organisations indépendantes d'appui à la démocratie en RD Congo .....	10
1.1.4 Problématique de l'autonomie des médias de la RD Congo .....	12
1.1.5 Situation socio-économique des professionnels de médias .....	14
1.2 Le tournant numérique : rôles des réseaux sociaux et radios en ligne en RD Congo.....	16
1.2.1 Pénétration du numérique en RD Congo .....	18
1.2.2 Les changements technologiques et les espaces publics.....	20
1.2.3 Rôle des médias en ligne et participation citoyenne en RD Congo.....	31
1.2.4 Évolution et place de RFI à travers le monde.....	41
1.3 Le rôle de RFI en RD Congo .....	46
1.3.1 RFI, radio internationale de proximité .....	46
1.3.2 RFI en RD Congo : entre liberté d'expression et domination idéologique.....	49

1.3.3	Impact citoyen de RFI et Top Congo FM lors des élections du 30 décembre 2018 en RD Congo .....	59
1.4	Question de recherche .....	61
1.4.1	Question de recherche principale et questions spécifiques .....	61
1.5	Hypothèse de la recherche.....	62
1.6	Pertinence de la recherche.....	62
CHAPITRE II		
CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL.....		
2.1	Approches théoriques .....	65
2.1.1	La participation en ligne .....	66
2.1.2	L'ordre de l'interaction.....	74
2.2	Cadre conceptuel.....	75
CHAPITRE III		
STRATÉGIE DE RECHERCHE .....		
3.1	Sommaire méthodologique.....	80
3.2	Détermination du corpus principal .....	82
3.3	Grille d'analyse des interventions sur RFI-Afrique /Facebook et interprétation des résultats .....	88
3.3.1	Grille d'analyse des interventions sur la publication RFI-Afrique /Facebook du 20 décembre 2018 et interprétation des résultats .....	91
3.3.2	Grille d'analyse des interventions sur la publication RFI-Afrique /Facebook du 30 décembre 2018 et interprétation des résultats .....	97
3.3.3	Grille d'analyse des interventions sur la publications de RFI-Afrique /Facebook du 15 janvier 2019 et interprétation des résultats .....	102
CONCLUSION, LIMITE ET DIFFICULTÉS DE LA RECHERCHE.....		111
RÉFÉRENCES .....		115
ANNEXE		
PUBLICATIONS SECONDAIRES SÉLECTIONNÉES		
SUR RFI-AFRIQUE/FACEBOOK .....		130

## LISTE DES FIGURES

Figures	Pages
1.1 – Consommation Internet Africascope 2023 .....	19
1.2 – La carte mondiale des réseaux sociaux.....	28
1.3 – Consommation radiophonique .....	40
1.4 – Consommation radiophonique, Africascope 2021-2022 .....	40
1.5 – Consommation radiophonique, Africascope 2021.....	44
2.1 – Formes de la participation sur les réseaux sociaux.....	67
2.2 – Activités observées au sein d'un espace de la participation politique sur les réseaux sociaux .....	71
3.1 – Évolution des interactions (1) .....	86
3.2 – Évolution des interactions (2) .....	88

## LISTE DES TABLEAUX

Tableaux	Pages
2.1 – Grille d’analyse du potentiel de participation politique/citoyenne de la conversation .....	78
3.1 – Publications RFI-Afrique/Facebook.....	85
3.2 – Publications Top-Congo FM/Facebook .....	87

## LISTES DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

A2F	Authentification à deux facteurs
BBC	<i>Broadcasting Corporation</i>
CENI	Commission électorale nationale indépendante
CRISIS	Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société
CADHP	Charte africaine des droits de l'homme et des peuples
CSAC	Conseil supérieur de l'audiovisuel congolais
CD	Domaine pays ( <i>Country Domain</i> )
DUDH	Déclaration universelle des droits de l'homme
DW	<i>Deutsche Welle</i>
HAM	Haute autorité des médias
JED	Journaliste en danger
MSN	Médias socionumériques
MONUC	Mission de l'organisation des Nations unies au Congo
ODD	Objectifs pour le développement durable
OMEC	Observatoire des médias congolais
ONU	Organisation des Nations unies
PIDCP	Pacte international relatif aux droits civils et politiques
RFI	Radio France Internationale
RTNC	Radiotélévision nationale congolaise
RD CONGO	République démocratique du Congo
RSN	Réseaux socionumériques
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
UA	Union africaine
UE	Union européenne
VOA	Voix de l'Amérique ( <i>Voice of America</i> )

## RÉSUMÉ

Cette étude porte sur les pratiques informationnelles en ligne et l'impact de la Radio France Internationale (RFI) dans la participation citoyenne des Congolais à la présidentielle du 30 décembre 2018. Elle est accomplie en déployant une revue de la littérature renfermant des publications centrées sur les mutations numériques, les grands concepts et théories liés aux réseaux ou médias socionumériques et leurs usages dont Facebook, et sur le rôle de la radio traditionnelle ou numérique, précisément RFI en Afrique, ainsi que la participation citoyenne dans le contexte démocratique et électoral en République démocratique du Congo (RD Congo). En effet, trois concepts-clés ont été au centre de cette étude : participation politique ou citoyenne, médias et médias socionumériques, ces derniers ayant « bouleversé les pratiques communicationnelles des organisations ». La participation en ligne et l'ordre de l'interaction constituant le fondement théorique.

Comparées quantitativement et qualitativement au contenu des fils de discussions sur Facebook en lien avec les publications de Top Congo FM, les éléments d'information de trois sur une quarantaine de publications de RFI-Afrique/Facebook autour de l'élection présidentielle du 30 décembre 2018 en RD Congo ont fait l'objet d'une analyse du contenu : inspirés des éléments de la grille d'analyse proposée par De Bonville, les termes d'interprétation des résultats indiquent que les discussions autour des publications de RFI-Afrique Facebook contribuent d'une manière ou d'une autre à l'information, à la formation et à la participation citoyenne des lecteurs de la RD Congo. À travers les différents fils de discussions des publications analysées, les traits ou éléments de participation citoyenne sont à la fois présents et récurrents.

Somme toute, cette recherche a simplement tenté de repérer ou de recueillir un potentiel de participation citoyenne à prendre en compte, à travers les publications de RFI, d'une part, et les interactions afférentes sur Facebook, d'autre part.

Mots clés : Analyse du contenu, médias socionumériques, participation citoyenne, pratiques informationnelles, usage numérique.

## INTRODUCTION

Cette étude porte sur les pratiques informationnelles en ligne et l'impact de la Radio France Internationale (RFI) dans la participation citoyenne des Congolais pendant les élections générales du 30 décembre 2018. Elle est accomplie en déployant une revue de la littérature renfermant des publications centrées sur les mutations numériques, les grands concepts et théories liés aux réseaux ou médias socionumériques et leurs usages dont Facebook, et sur le rôle de la radio traditionnelle ou numérique, précisément RFI en Afrique, ainsi que la participation citoyenne dans le contexte démocratique et électoral en République démocratique du Congo (RD Congo). Mais il est de bon aloi de définir préalablement les trois concepts-clés de cette étude : participation politique ou participation citoyenne, médias et médias socionumériques.

D'abord, la participation politique désigne « l'ensemble des activités d'ordre politique que peuvent avoir les individus au sein d'une société » (Braud, 2016 : 395). Philippe Braud ajoute que la participation politique est l'« ensemble des activités individuelles, susceptibles de donner aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du système politique » (*id.*). Les actions du système politique ou des gouvernants font l'objet de nouvelles formes de contrôle qui renouvellent la participation politique au-delà de ses formes institutionnalisées. Celle-ci n'est plus envisagée selon une conception restreinte, car elle s'enrichit de nouvelles dimensions, notamment par le truchement des médias socionumériques. « La politique étant l'art de diriger la cité », selon le dialogue *La République*, le travail le plus connu de Platon, écrit en 315 avant JC, il y a lieu d'assimiler participation politique à participation citoyenne. Cette dernière faisant référence à l'organisation et au fonctionnement de la cité.

Ensuite, le terme « média » désigne tout moyen de distribution, de diffusion ou de communication, d'œuvres, de documents, ou de messages écrits, visuels, sonores ou audiovisuels (par exemple la radio, la télévision, le cinéma, Internet, la presse, les télécommunications, etc.)<sup>1</sup>. Autrement dit, les médias sont des techniques, comme la presse à imprimer de Gutenberg, le cinématographe des frères Lumière, la télégraphie sans fil tsf de Marconi, les logiciels qui permettent de naviguer d'un site Web à l'autre. En s'imposant, au tournant des années 1980, le mot « média » a pourtant rejoint son étymologie. En effet, un média est d'abord et avant tout un moyen – un outil, une technique, un intermédiaire qui permet aux hommes de s'exprimer et de communiquer à autrui cette expression, quel qu'en soit l'objet ou la forme. Mais il se définit également par son usage, lequel désigne à la fois un rôle déterminé qui a fini par prévaloir et la meilleure façon de remplir ce rôle. Il échappe difficilement à la tâche qui lui a été assignée : organe d'information ; moyen de divertissement, d'évasion ou de connaissance ; support ou vecteur d'œuvres ou de chefs-d'œuvre artistiques (Bale, F., 2010).

De façon plus technique, l'expression médias sociaux recouvre un ensemble hétéroclite de dispositifs de communication « de pair à pair » – où l'échange peut se faire de façon symétrique – souvent présenté comme une nouvelle génération de médias qui entreraient en concurrence avec les médias dits traditionnels, lesquels sont associés à un modèle de communication asymétrique dit « de masse » (Castells, 2006). Les dispositifs concernés reposent sur un principe fondamental, la participation massive des usagers, dont les contributions alimentent et structurent le contenu disponible (Stenger et Coutant, 2013 ; Proulx, Millette et Heaton, 2012). Comme le souligne Dupin : « On peut envisager les réseaux sociaux comme des sites reposant sur un lien social, et les médias sociaux comme l'ensemble des sites proposant une interaction sociale » (Dupin, 2010, p. 90). Même si l'expression « médias sociaux » est désormais largement utilisée afin de faire référence aux plateformes sociales développées sur le Web, mentionnons d'entrée de jeu que nous y préférons

---

<sup>1</sup> Éditions Larousse, « Définitions : média, médias - Dictionnaire de français Larousse » [archive], sur [www.larousse.fr](http://www.larousse.fr) (consulté le 8 Octobre 2021).

l'expression « médias socionumériques », laquelle permet de mettre l'accent sur les dimensions numérique et sociale de ces médias. En effet, les médias socionumériques « fondent leur attractivité essentiellement sur l'opportunité de retrouver ses "amis" et d'interagir avec eux par le biais de profils, listes de contacts et applications à travers une grande variété d'activités » (Stenger, Coutant, 2011a, pp. 11-13).

Sous le terme de médias socionumériques sont rassemblés différents sites et fonctionnalités sociales du Web. Ceux-ci permettent entre autres de publier du contenu, comme des articles, des brèves, des photographies, des vidéos, des fichiers PDF, de donner son opinion ou de dialoguer avec d'autres utilisateurs, de contribuer à des projets participatifs, ou encore d'agréger une information pour la restituer ensuite. Les médias sociaux rassemblent donc une nébuleuse de sites, d'applications ou de fonctionnalités liés au développement d'interactions conversationnelles et sociales entre les internautes, avec une réciprocité plus ou moins forte.

Un média socionumérique désigne un site dont la vocation première est la mise en relation des utilisateurs entre eux. Selon le média socionumérique, les notions de partage ou de réseautage peuvent être mises en avant. Les médias socionumériques ne constituent qu'une partie (certes non négligeable) des médias sociaux, sans pour autant les résumer : par exemple, les blogs, les forums de discussions ou les wikis, appartiennent aux médias sociaux mais diffèrent des médias socionumériques réseaux sociaux. À la lumière de ce qui précède, les médias sociaux ont des usages plus larges que les réseaux sociaux.

Enfin, les médias socionumériques ont bouleversé les pratiques communicationnelles des organisations (Millerand et coll., 2010), lesquelles font désormais face à des publics à la fois éclatés, actifs et exigeants. Bien que ce mouvement vers une "exposition de soi élargie" ait précédé les réseaux socionumériques (Perriault, 2009), force est de constater qu'ils constituent des supports appréciés, particulièrement par les jeunes (Boyd, 2007 ; Ito & alii, 2008).

## CHAPITRE I

### PROBLÉMATIQUE

À la lumière d'une revue de la littérature, la problématique relève le rôle des médias dans la démocratie en RD Congo, les bouleversements provoqués par la numérisation des médias dans ce pays, dont l'impact du niveau de pénétration du numérique sur les rôles des médias. Il convient également d'évoquer internet et la sphère publique de discussions qu'il permettrait ainsi que le rapport entre la radio numérique et la participation politique/citoyenne en RD Congo lors de l'élection présidentielle de 2018. Pour mieux cerner la question, une approche comparative sur les contenus de deux radios diffusant en français est justifiée à la fin de cette problématisation. Il s'agit de la radio locale, Top Congo FM, émettant à partir de Kinshasa/RD Congo, d'une part, et RFI/Afrique, chaîne radiophonique internationale, répandant ses ondes à partir de Paris/France, d'autre part. Ceci permet de préciser la question de recherche, de poser les hypothèses et de dégager la pertinence de l'étude. En effet, il est question de présenter une problématique de recherche centrée substantiellement sur l'appropriation et l'usage des médias socionumériques par les auditeurs de la RFI/Afrique dont des Congolais. Ces derniers étant placés dans un contexte politique, socioculturel et économique contraignant.

#### 1.1 Le rôle traditionnellement dévolu aux médias dans les démocraties

Universellement, la presse constitue le quatrième pouvoir. « C'est très tôt que la presse s'est imposée comme un nouveau pouvoir remettant en cause le modèle arrêté par Montesquieu... C'est dès 1787 que Burke parle d'un « quatrième pouvoir ». Ainsi, dans *De la démocratie en Amérique* (1833), Alexis de Tocqueville retrace une nouvelle classification du pouvoir : le

pouvoir central (exécutif, législatif et judiciaire), le pouvoir local (les pouvoirs fédérés), le pouvoir associatif (les lobbies) et enfin la presse écrite. La presse semble être le contre-pouvoir par excellence dans la mesure où « il n'a d'autre pouvoir que celui d'arrêter les pouvoirs » (Gauchet, 2006).

À propos de cette position sociopolitique de 4ème pouvoir, Jérôme Clément va plus loin en affirmant que « la question se pose avec plus d'acuité dans l'espace médiatique national où les médias peuvent clairement avoir une influence sur les agendas politiques. On peut trouver dans l'histoire des exemples où une action médiatique a une conséquence politique directe. Citons le scandale du Watergate en 1972 qui débouche sur la démission du président Richard Nixon ou, en France, le « Manifeste des 343 », signé en 1971 par des personnalités telles qu'Ariane Mnouchkine, Catherine Deneuve ou Simone de Beauvoir, qui voit aboutir peu de temps après la loi Veil sur la légalisation de l'avortement. Cette influence aussi directe des médias sur les prises de positions politiques reste pourtant exceptionnelle » (Clément, 2010) Le Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS) souligne que les « Industries de l'information reposent sur l'idée selon laquelle les nouvelles produites en leur sein contribuent à former un citoyen éclairé susceptible de prendre part aux décisions politiques. [...]. Ce principe de service de l'intérêt public guide chacune des actions et décisions du journaliste. » (Francoeur et al., 2014). Par ailleurs, toutes les théories de la démocratie considèrent que l'information est un ingrédient essentiel au fonctionnement des systèmes politiques. L'information participe à ce que les Anglo-Saxons appellent l'empowerment des citoyens (Baker, 2002 ; Milner, 2002). Pour participer pleinement à la vie de la cité, choisir les gouvernants ou évaluer l'action publique, les citoyens doivent être « bien informés ».

Somme toute, le mérite de la presse est essentiellement d'aider, au quotidien, par une abondante collecte, un meilleur traitement et de meilleures conditions de diffusion des informations, tout citoyen à participer activement à l'organisation et au fonctionnement de la société, à s'approprier aussi les richesses du pays et à pouvoir améliorer ses conditions de

vie. Dans leur triple rôle traditionnel d'informer, de former et de divertir les populations, les médias locaux et internationaux sont présents en RD Congo. En effet, dans des contextes instables et de tension politique, les médias sont vus autant comme des menaces potentielles pour la paix et la stabilité que comme des acteurs engagés de la société civile, capables de garantir le caractère libre et équitable d'un scrutin et de donner la voix aux « sans voix » (Frère, 2015).

#### 1.1.1 Liens historiques entre médias et démocratie en RD Congo

Conformément aux principes démocratiques soutenus par Montesquieu (L'Esprit des Lois, 1748), la constitution en vigueur en RD Congo assure la séparation des pouvoirs : le président, le parlement, le gouvernement ainsi que les cours et tribunaux sont les institutions fonctionnant dans ce pays. En dehors de ces trois pouvoirs traditionnels s'ajoute la presse, quatrième pouvoir.

Visiblement, « au cours des deux dernières décennies, les mutations politiques du continent africain ont fait émerger des acteurs incontournables du paysage socio-politique : les médias. Leur rôle en tant qu'instruments de démocratisation, de contrôle et de contre-pouvoir, leur implication dans les processus électoraux, leur travail d'animation de la démocratie par l'ouverture d'espaces de débats ont fait d'eux des acteurs clés, y compris à cause de leur potentiel de déstabilisation, leur implication dans les conflits et les processus de paix, ou leur mobilisation par des bailleurs de fonds et des ONG à des fins de changement social » (Capitant, Frère, 2011). C'est aussi le cas avec la RD Congo.

S'appesantissant sur la thématique « Médias et Idéologies » en Afrique francophone, Marie-Soleil Frère rappelle aussi que, depuis moins d'un siècle, la conception du statut et du rôle des moyens d'information dans ces régions a considérablement évolué. Elle souligne que « chaque étape dans l'implantation, le développement ou l'orientation des médias africains renvoie à une situation politique, locale ou internationale précise, ainsi qu'à des paradigmes

théoriques spécifiques, en particulier ceux concernant la conception des rapports nord-sud » (Frère, M-S, 2014). Les deux radios (Top Congo et RFI) illustrent bien ce constat.

Dans le cas africain, notamment celui de la RD Congo, un autre regard éclairé indique, par ailleurs, que le développement de ces médias intervient dans un contexte où beaucoup d'entreprises de presse ne sont pas économiquement viables, où les journalistes vivent dans la précarité et ne sont pas toujours bien formés et où la plupart des organes de presse appartiennent à des partis et groupement politiques. (Toppé, G., 2014)

Afin de mieux comprendre le paysage des médias en RD Congo, il est substantiellement important de revisiter brièvement les origines de la presse congolaise depuis la colonisation jusqu'à ce jour. Comme voudrait le faire Gilbert Mubangi Bet'ukany, il sera aussi question de décrire les conditions du travail des journalistes et d'établir les rapports qui existent entre presse et politique. Incontestablement, l'histoire de la presse au Congo, depuis la colonisation, est celle d'une information réservée à une petite minorité de la population : les communautés européennes et les « évolués »<sup>2</sup> pendant la colonisation, puis les intellectuels après l'indépendance du pays. Pour la grande majorité de la population analphabète vivant à la campagne, l'oralité et la radio restent les seuls moyens d'information (Mubangi Bet'ukany, 2007)

À propos de la dualité presse-politique, la presse congolaise a été marquée par cinq périodes politiques : l'époque du Congo belge (1908-1960), la première République (1960-1965), la deuxième république avec le monopartisme sous Mobutu (1965-1990), la première transition pluraliste avec Mobutu (1990-1997) et la démocratie par la guerre de libération avec Laurent-Désiré Kabila et Joseph Kabila. En presque vingt ans, on est passé en RD Congo d'un paysage médiatique composé de la radio-télévision d'État ainsi que d'un ou deux journaux « officiels » à un paysage composé d'une cinquantaine de chaînes de télévision, une douzaine de journaux

---

<sup>2</sup> Évolué : individu qui avait pu fréquenter et terminer soit le cycle d'études primaires supérieures, soit celui des moyennes inférieures, soit celui de l'école normale, soit le petit séminaire, soit avoir atteint le niveau d'enseignement supérieur, et être surtout en mesure de savoir parler et lire couramment et écrire correctement le français (Bita L. N. , A., 2013).

quotidiens réguliers et près de 250 radios (idem). Dans le même registre, selon le rapport de Reporters sans frontière de 2018, premier pays d'Afrique subsaharienne par sa superficie, la RD Congo compte plus de 7 000 journalistes professionnels, 540 journaux, dont une quinzaine seulement paraissent régulièrement, 177 chaînes de télévision, 61 radios et 36 médias en ligne. Seules la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC) et la radio des nations unies Okapi disposent d'une couverture nationale. La presse écrite est quasiment inexistante en dehors de la capitale Kinshasa. Les sites d'information comme « Actualité.cd » et « 7sur7.cd » sont en plein développement.

Effectivement, en RD Congo, la liberté et l'indépendance des médias restent cependant un combat à gagner, même si les autorités du pays se sont engagées à faire évoluer les lois et mentalités. Cette liberté d'informer encore restreinte limite les possibilités pour les citoyens congolais de participer activement aux processus politiques et de jouer un rôle dans les processus de démocratisation et de développement (Minkala-Ntadi, 2012).

Comme dans beaucoup de pays subsahariens, la dictature est particulièrement caractérisée par le musellement des médias, assortie des violations répétées de la liberté d'expression, de la privation des droits à l'information et à la communication. Ce triste constat compose négativement avec les défaillances endogènes des organes de médias de la RD Congo. Cet état des choses s'accroît particulièrement en période électorale. Cela, en dépit de l'existence d'institutions d'appui à la démocratie depuis 2003 et d'organisations indépendantes s'occupant du fonctionnement et de l'organisation des médias publics et privés (Muamba M., P., 2018). Lesquels médias s'inspirent et s'appuient sur des textes juridiques internationaux et nationaux dans l'exercice de leurs mandats respectifs. Il sied de souligner que la RD Congo a ratifié de nombreux instruments juridiques internationaux, notamment ceux consacrant une place de choix aux droits et libertés fondamentaux tels que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques (PIDCP) ainsi que la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP).

Consécutivement aux exigences de la démocratisation de la vie politique au début de la dernière décennie du 20<sup>ème</sup> siècle, la RD Congo est aujourd’hui dotée d’un arsenal juridique efficace et consistant en faveur de la liberté de la presse. Il s’agit notamment de la Loi n°96-002 du 22 juin 1996 fixant les modalités de l’exercice de la liberté de la presse en vigueur en décembre 2018. Cette loi a été modifiée et complétée par l’ordonnance-loi N°23/009 du 13 mars 2023 fixant les modalités de l’exercice de la liberté de la presse, d’information d’émission par la radio et la télévision, la presse écrite ou tout autre moyen de communication en RD Congo. Cette nouvelle loi apporte des innovations suivantes :

- L’extension de l’objet de la loi à la liberté d’information et d’émission par la radio et la télévision, la presse écrite ou tout autre moyen de communication.
- La prise en compte des nouveaux médias (en ligne, communautaires, associatifs et professionnels).
- L’indexation du domaine pays (CD) dans la création et la gestion des médias en ligne.

Cependant, ce travail fonde son développement en référence aux dispositions de la loi sur la presse du 16 juin 1996 qui produisait ses effets pendant la période visée par la recherche. Au demeurant, en dépit de l’existence des organisations et d’une législation conjuguant des efforts pour la défense et la promotion de la liberté de la presse en RD Congo, la profession journalistique connaît encore de sérieuses difficultés dans l’accomplissement de sa mission, de son rôle social et de ses objectifs, comme nous allons le voir.

### 1.1.2 Radio et démocratie en RD Congo

Un survol du paysage audiovisuel de la RD Congo indique l’existence de dizaines de radios et télévisions fonctionnant majoritairement à Kinshasa, la capitale de la RD Congo, et une typologie dégageant trois sortes de radio et télévision : radio et télévision à caractère politique (P), confessionnal (Confes) et véritablement commerciale. La grande majorité des radios sont à tendance politique (soit appartiennent à un acteur politique, soit favorisent un acteur politique ou un parti politique, pouvoir et opposition confondus) et à caractère confessionnel.

Mise à part la télévision, « le paysage radiophonique a connu lui aussi un développement extraordinaire, quoique plus tardif. Radio Elikya, créée en 1995 par l'Église catholique, constitue une des plus anciennes initiatives ayant survécu. Pour la seule ville de Kinshasa, on compte aujourd'hui quelque 23 stations qui émettent en FM. La plupart de ces radios appartiennent au registre confessionnel, essentiellement des radios dites « évangéliques » ou « messianiques » (Radio-Télévision Puissance, Radio-Télévision Message de vie, Radio-Télévision Armée de l'éternel, Radio de l'Église du Christ au Congo...). On trouve aussi des radios privées commerciales (Raga FM, RTK...) ou des radios communautaires (Réveil FM) » (Frère, 2005).

Par ailleurs, Top Congo FM est aujourd'hui la première radio locale d'informations en ligne, d'après Africascope 2020, étude média de référence en Afrique subsaharienne<sup>3</sup>. En plus, le rapport de monitoring de l'Union européenne, dans le cadre des élections générales de 2011, stipulait que, de tous les médias suivis, « seules Radio Okapi et Top Congo, dans leurs émissions journalières d'information, ont réalisé une couverture équilibrée des candidats à la présidentielle » (MOE-UE, 2011), sachant que la radio privée Top Congo n'émet que sur Kinshasa (Frère, 2011). Évidemment, dans les provinces, où la presse écrite est souvent inexistante ou très irrégulière, la radio demeure le média le mieux implanté, chaque province voyant se développer un nombre plus ou moins important d'initiatives privées

### 1.1.3 Institution et organisations indépendantes d'appui à la démocratie en RD Congo

Parmi les institutions d'appui à la démocratie et organisations indépendantes figurent le Conseil supérieur de l'audiovisuel Congolais (CSAC), une version révisée de la Haute autorité des médias (HAM), l'Union nationale de la Presse congolaise (UNPC), l'Observatoire des Médias congolais (OMEC) et le Journaliste en danger (JED). Hormis le premier organe cité, les autres fonctionnent en harmonie et en collaboration avec la presse mondiale et l'assemblée

---

<sup>3</sup> <https://www.kantar.com/fr/inspirations/publicite-medias-et-rp/2021-africascope-2020>.

des journalistes francophones. Il convient, en effet, de jeter un double regard sur la régulation et le cadre juridique de ces institutions et organisations relatives aux médias en RD Congo. En principe, le CSAC a été institué pour remplacer la HAM qui, dans son fonctionnement et dans l'accomplissement de sa mission de régulation, avait souffert de nombreuses interférences et influences des acteurs politiques. Ainsi, selon la Loi organique n° 11/001 du 10 janvier 2011 portant composition, attributions et fonctionnement du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication, celui-ci est chargé de (1) garantir et assurer la liberté et la protection de la presse ainsi que tous les moyens de communication de masse dans le respect de la loi, (2) veiller au respect de la déontologie en matière d'information, (3) veiller à l'accès équitable des partis politiques, des associations et de toute autre personne aux moyens officiels d'information et de communication. Substantiellement, cette loi organique fixe uniquement le champ d'intervention du CSAC vis-à-vis des organes des médias et non des professionnels de ce secteur, sauf en cas de faits infractionnels. Le CSAC exerce la régulation des contenus tandis que la législation et les infrastructures demeurent du domaine du gouvernement de la RD Congo. Par ailleurs, les modalités de l'exercice de la liberté de la presse sont régies par la Loi 96 /002 du 22 juin 1996 tandis que l'ordonnance Loi 81/12 du 02 avril 1981 fixe le statut des journalistes regroupés au sein de l'union nationale de la presse congolaise (UNPC).

En RD Congo, l'UNPC a le pouvoir de sanctionner tout manquement aux règles de déontologie et d'éthique. Dans le même registre, l'Observatoire des médias congolais (OMEC) est un organe institué par le congrès de l'UNPC. Ce dernier poursuit des objectifs spécifiques, notamment veiller au respect du code d'éthique et de déontologie, promouvoir et défendre la liberté de la presse, veiller à la sécurité des journalistes, protéger le droit du public à une information journalistique, et, constater et dénoncer tous les manquements aux règles d'éthique et de déontologie et adresser les recommandations aux médias concernés<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> <https://unpc.cd/index.php/historique/>.

#### 1.1.4 Problématique de l'autonomie des médias de la RD Congo

Malheureusement, l'UNPC, organe de régulation de la profession de la presse, n'est pas complètement libre ou autonome. Comme la majorité des organes de médias congolais, Elle aussi n'est pas en mesure de s'autofinancer ou de s'équiper matériellement. Ce qui met le journalisme congolais en difficulté de jouer pleinement son rôle de 4<sup>ème</sup> pouvoir. Ainsi, l'UNPC est à la fois complice et à la merci des politiques et de certains opérateurs économiques ou puissants investisseurs à l'exemple de Dan Gertler, homme d'affaires d'origine israélienne naturalisé congolais en 2003. Ce dernier est visé par des sanctions du Trésor américain, notamment pour « des opérations minières et pétrolières opaques et corruptives » en RD Congo. Selon le communiqué du département américain du Trésor, entre 2010 et 2015, « la RD Congo a perdu plus d'un 1,36 milliard de dollars de recettes à cause de la vente à prix cassés de ces actifs à des compagnies offshore liées à Gertler »<sup>5</sup>.

De nombreux observateurs, parmi lesquels l'organisation de plaidoyer britannique Global Witness, Bloomberg News, l'Africa Progress Panel de Kofi Annan ainsi qu'une mystérieuse organisation nommée Congo Leaks estiment que les actifs ont été vendus au groupe Fleurette, la holding de Gertler, à des prix déifiant toute concurrence. Dans la première moitié de 2010 par exemple, Gertler rachète un actif de la Gécamines pour 15 millions de dollars, et le revend à peine quelques mois plus tard pour 75 millions de dollars<sup>6</sup>.

Des révélations dans le cadre du scandale des « Panama Papers » démontrent que l'homme d'affaires de 42 ans à l'époque détenait des comptes offshores dans la sulfureuse société panaméenne Mossack Fonseca.<sup>7</sup>

---

<sup>5</sup> <https://www.jeuneafrique.com/504597/politique/yahya-jammeh-et-dan-gertler-vises-par-des-sanctions-du-tresor-americain/>

<sup>6</sup> [https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/peace\\_publications/democracy/congo-report-carter-center-nov-2017-french.pdf](https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/peace_publications/democracy/congo-report-carter-center-nov-2017-french.pdf)

<sup>7</sup> [https://www.alterinfo.net/Comment-un-milliardaire-d-origine-israelienne-roule-Mossack-Fonseca-dans-la-farine\\_a122068.html](https://www.alterinfo.net/Comment-un-milliardaire-d-origine-israelienne-roule-Mossack-Fonseca-dans-la-farine_a122068.html)

Ces quelques détails sur l'homme d'affaire Dan Gertler donnent une idée assez claire sur la nature, les pratiques mercantilistes, l'image, la personnalité et les prédispositions mentales de la personne qui, par sa fondation privée, avait financé la production de 2582 cartes de presse et la création du site internet de l'UNPC (le [www.unpc.info](http://www.unpc.info)) : un sponsoring visiblement assorti de l'achat du silence, de la manipulation, des concessions dans l'accomplissement des objectifs, dans l'organisation et le fonctionnement des activités et dans l'exercice de la profession journalistique<sup>8</sup>. Pour preuve, la plupart des dénonciations des activités illicites des entreprises chères à Dan Gertler en RD Congo ont été l'œuvre des organes de médias étrangers<sup>9</sup> (Christophe Le Bec, C., 2013<sup>10</sup>, 2014<sup>11</sup>, Wild, F., Michael Kavanagh, M.J., Ferziger, J., 2012<sup>12</sup>, 2015<sup>13</sup>, Perdrix, P., 2011<sup>14</sup>, Kongotimes.info)<sup>15</sup>.

Ce qui précède dévoile la dépendance et la complicité de l'UNPC envers des acteurs pouvant agir contre la profession journalistique et épingle une des causes endogènes de l'étouffement de la liberté d'expression en RD Congo<sup>16</sup>. Il est aussi pertinent de souligner, dans le cadre de la profession, le travail de vigilance abattu par les ONG de la défense et de la promotion de la liberté de presse dont Journaliste en danger (JED), dont le site présente régulièrement l'actualité des violations de la liberté et des droits de la presse dans les pays d'Afrique centrale dont la RD Congo.

---

<sup>8</sup> <http://www.adiac-congo.com/content/unpc-kasonga-tshilunde-fait-le-point-de-lan-1-de-son-mandat-37611>

<sup>9</sup> <https://www.24heures.ch/monde/filiale-glencore-verseur-bourse-canadienne/story/15282824>

<sup>10</sup> Le Bec, C., « RD Congo : L'embarrassant Dan Gertler » [archive], sur *Jeuneafrique.com*, 25 juin 2013

<sup>11</sup> Le Bec, C., « Pétrole : nouvelle opération controversée pour l'Israélien Dan Gertler en RD Congo » [archive], *Jeune Afrique*, 23 janvier 2014

<sup>12</sup> Wild, F., Kavanagh, M. J., Ferziger, J. « Gertler Earns Billions as Mine Deals Leave Congo Poorest » [archive], sur *Bloomberg.com*, 5 décembre 2012

<sup>13</sup> « SwissLeaks en Afrique : des diamantaires en fuite » [archive], sur *Lemonde.fr*, 13 février 2015

<sup>14</sup> Perdrix, P., « Dan Gertler : les diamants sont éternels » [archive], *Jeune Afrique*, 1<sup>er</sup> février 2011

<sup>15</sup> « Qui est Dan GERTLER ? : Accusé d'être le « parrain de la corruption » en RDC » [archive], sur *Kongotimes.info*, 25 juillet 2013

<sup>16</sup> <http://congoresearchgroup.org/rdc-les-victimes-oubliees-de-la-corruption-de-dan-gertler/?lang=fr>.

Par ailleurs, Renard (2008) pointe qu'il n'existe pas en RD Congo de cadre légal qui permette de sécuriser et de faire fructifier des investissements. Le cadre économique informel favorise la corruption et ne permet pas aux entreprises et aux journalistes d'avoir un statut légal et contractuel satisfaisants. Les ressources publicitaires potentielles sont faibles. Tous ces facteurs font que les journalistes sont précarisés et soumis à la corruption. L'impunité qui règne faute d'État de droit facilite les nombreuses attaques dont sont victimes les journalistes et rend particulièrement périlleux l'exercice de leur métier. Comme bien d'autres activités de nature économique en RD Congo, la presse est victime d'un véritable blocage qui l'autorise à survivre mais ne l'autorise pas à se transformer en système économique viable et à desserrer l'étau de la dépendance financière vis-à-vis du politique. Marie Soleil Frère (2007) appuie ce qui précède en ces termes : ces médias, caractérisés, dans l'ensemble, par la faiblesse de leurs ressources humaines et financières, se déploient dans un contexte largement défavorable marqué par l'anéantissement ou « l'informalisation » des économies locales (peu propice à la constitution d'un marché publicitaire) ; la faiblesse du cadre légal et réglementaire ; un contexte politique très tendu où la paix est encore fragile ; et de multiples atteintes à la liberté de la presse perpétrées par diverses forces en présence dans un climat général d'impunité. » D'une manière générale, de l'époque coloniale au régime de Joseph Kabila, la presse congolaise a toujours été en lutte pour sa liberté et son plein épanouissement vis-à-vis de la classe dirigeante ou politique. Celle-ci, sous la casquette du pouvoir ou de l'opposition, selon les jeux politiques, assène des coups de baïonnette aux journalistes. La conquête pour la liberté de la presse s'accomplit tantôt à reculons tantôt à pas de tortue. (Mbokolo, 2020)

#### 1.1.5 Situation socio-économique des professionnels de médias

Comme indiqué précédemment, les conditions de recrutement, de traitement et d'exercice de la profession du journaliste n'obéissent pas aux exigences relatives à la qualité de l'information aux fins de la participation citoyenne. Il convient de relever que le recrutement des journalistes, animateurs et autres producteurs - qu'il s'agisse de la radio et d'autres canaux de diffusion des informations- se fait également loin des normes et standards classiques.

La fragilité de l'économie de la presse et la rareté des marchés du travail dans ce secteur (Bastin, 2015 ; Standaert, 2016b) donne lieu à la prédominance des critères subjectifs au moment d'embauche. Les bas et irréguliers salaires alloués aux journalistes poussent aussi ceux-ci à trouver d'autres moyens de survie, afin de répondre généralement aux seuls besoins d'ordre existentiels. Cet état des choses a occasionné une pratique auto-rémunératoire ou un phénomène généralisé appelé « coupage »<sup>17</sup> (Lapess Munkeni, R., 2006), à l'exemple d'autres trouvailles linguistiques locales telles que « gombo », « kayii », « per diem » (Seidik, A., (2016). En effet, en RD Congo, les radios et télévisions sont essentiellement à caractère partisan voire fanatique, du point de vue de leur contenu. Ces radios et télévisions à tendances politiques et religieuses ne sont pas de nature à assurer un programme d'émissions convenable (1) aux attentes des populations (2) aux objectifs d'une radio ou une télévision moderne et de développement assurant l'information de qualité et pertinente, la formation appropriée et le divertissement sain des populations à travers le monde et (3) aux 17 objectifs pour le développement durable<sup>18</sup> (ODD). Évidemment, les radios et télévisions étrangères occidentales sont plus vieilles et plus expérimentées que les radios privées et publiques de la RD Congo.

Les problèmes de la radiodiffusion en RD Congo riment avec la situation générale de celle-ci. « Ces stations congolaises de type confessionnel (dites évangéliques ou messianiques) jouxtent des radios associatives et communautaires et des radios privées commerciales. Ces radios sont à l'image des autres médias en RD Congo dont les moyens font souvent défaut, tout comme la formation du personnel, et qui pêchent donc par leur manque de professionnalisme, de rigueur éditoriale et par l'absence d'une stratégie de production propre. La plupart sont donc condamnées à combler les heures d'antenne avec des plages musicales ou des programmes reçus gratuitement de l'extérieur. La seule à sortir du lot aujourd'hui, et qui couvre l'ensemble du pays, c'est Radio Okapi. »<sup>19</sup>, instituée par la Monuc (Mission de l'orga-

---

<sup>17</sup> Cette pratique consiste en l'allocation par les sources d'information de ressources financières ou matérielles aux professionnels des médias, lorsque ceux-ci couvrent certaines manifestations organisées par les premières

<sup>18</sup> <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

<sup>19</sup> <https://www.petitfute.com/p116-r-d-congo/guide-touristique/c86054-s-informer.html>

nisation des Nations unies au Congo), en 2001. Actuellement sur internet, cette station de radio est cogérée avec recours à l'expertise de la Fondation Hirondelle. Cependant, cette radio onusienne n'échappe pas au contrôle des politiques, notamment du détenteur du pouvoir d'État en RD Congo. Elle est parfois victime de la répression, traduite notamment par la coupure du signal, aux fins d'empêcher la diffusion des informations.

En conséquence, en RD Congo, la presse et la radio, à plus d'un moment de la vie nationale, ont soit été victimes ou ont soutenu des dictatures et des antivaleurs. C'est dans ce contexte de contraintes matérielles, techniques, technologiques, politiques et socio-économiques où « le métier du journaliste est infiltré par ce que l'on appelle les « moutons noirs ». « Ces tembe tembe » qui foulent aux pieds les règles d'éthique et de déontologie professionnelle car étant préoccupés par leur ventre<sup>20</sup> que la presse congolaise s'éloigne de son rôle social et de ses devoirs citoyens. Ainsi, la population congolaise, les auditeurs, lecteurs ou observateurs avertis accordent plus de confiance aux médias étrangers, tels que la Voix de l'Amérique, BBC et la RFI, en ce qui concerne les informations sur la RD Congo, notamment sur la vie politique et les élections.

## 1.2 Le tournant numérique : rôles des réseaux sociaux et radios en ligne en RD Congo

À travers le monde, de nombreuses opinions convergent et se complètent sur le développement des technologies de l'information et de la communication. À l'origine de cette avancée significative émerge principalement l'informatique. Pour Heinderyckx, « L'avènement de l'informatique et des télécommunications, puis de la télématique a développé un contexte technique favorable au développement d'une succession de produits et de services qui ont significativement bousculé les modes de communication et d'accès à l'information depuis la seconde moitié du XXe siècle. Le paroxysme supposé de cet emballement est plus particulièrement lié à ce qu'on qualifie généralement, faute de mieux, de « tournant numérique ».

---

<sup>20</sup> [Journée de la presse : Kabala fustige les conditions précaires du journaliste RD-congolais – AfricaNews RDC](#)

Moyen de reproduction en grande quantité, sur support matériel, d'écrits et d'illustrations, l'imprimerie a contribué largement à la diffusion rapide des connaissances, de la pensée et des idées, notamment pendant le courant intellectuel dit de la « Renaissance ». Plusieurs auteurs affirment que c'est à une transformation du même type que nous assistons avec cette numérisation. La numérisation informatique ou le tournant numérique, supplanterait l'imprimerie, en dépit de l'importance de celle-ci dans le progrès scientifique par la diffusion des connaissances, pendant plus de cinq siècles. Cependant, ses mécanismes et effets demeureraient difficiles à identifier : « La nature même de cette « révolution numérique » à propos de laquelle on péroré depuis tant d'années demeure, paradoxalement, un impensé. De quoi s'agit-il exactement ? Le caractère « numérique » constitue-t-il le centre de gravité des nouvelles pratiques dont il est question, ou n'est-il qu'un leurre ? À y regarder de plus près, la préoccupation centrale du tournant du siècle concerne davantage la mise « en ligne » de l'essentiel des activités humaines, existantes ou à venir, au point qu'on puisse décrire la période qui débute avec le déploiement d'Internet au début des années 1980 comme un véritable « âge de l'enlignement » (Heinderyckx, 2014).

Incontestablement, les médias remplissent des fonctions d'information, d'éducation, de divertissement et de publicité ; ils représentent la principale source sur laquelle les citoyens se basent pour acquérir leurs connaissances sur les enjeux de leur société (Raboy, 2000). Cela étant, ils jouent à la fois un rôle socioculturel et politique. À la fois militant, propagateur et éclairé, mais aussi contrôlant et surveillant, ce rôle s'accomplit exponentiellement à travers la planète, grâce au développement foisonnant de nouvelles technologies de l'information et de la communication. La numérisation des médias constitue donc un processus qui part d'une évolution technique pour engendrer des situations sociales, politiques, culturelles et économiques variées.

À la lumière de ce qui précède, « la radio traditionnelle n'était plus dans une phase de croissance : elle arrive à maturité. La numérisation des services des médias oblige donc la

radio à innover, à évoluer et à diversifier ses services pour stopper le déclin qui la caractérise depuis dix ans. Ce changement sera certes technique, mais l'évolution du modèle économique sera une évolution essentielle pour assurer l'innovation de la radiophonie. (Le Temps des médias, 2013).

Un double coup de projecteur sur ce travail scientifique est possible au moyen des réflexions pertinentes sur l'attachement étroit des populations aux médias, en général, et des usages socionumériques, en particulier. S'agissant de la RD Congo, cette situation soulève des questions croisées sur le degré de pénétration du numérique, d'abord, les changements technologiques et les espaces publics, ensuite, et le rôle des médias en ligne dans l'exercice de la démocratie, enfin.

### 1.2.1 Pénétration du numérique en RD Congo

Envisageant les médias africains comme des « systèmes » traversés par des dynamiques, Marie-Soleil Frère souligne particulièrement les changements produits par l'avènement sur le continent du multipartisme politique au début des années 1990 et la suppression de la mainmise de l'État sur la presse. Elle prend en compte aussi l'adaptation ou la connexion des médias africains à Internet et l'implantation des réseaux de téléphonie mobile. Le téléphone mobile reste, en effet, très prisé en Afrique où il est utilisé, en tout temps et en tout lieu, même par des analphabètes. Ces derniers optant plus sur la communication orale que les messages textes. Une étude sur la révolution numérique en Afrique corrobore ce constat : « En Afrique subsaharienne, c'est donc pour le moment le téléphone mobile qui porte la révolution numérique. Outil multifonctionnel et indispensable de la vie quotidienne, il s'élève dorénavant au même rang que des services de base (électricité, installations d'assainissement améliorées), pour lesquels les taux de couverture sont analogues voire inférieurs ».<sup>21</sup> La RD Congo poursuit sa lutte pour la réduction de la fracture numérique. Entre 2021 et 2022, le

---

<sup>21</sup> <https://africanews.tech/la-revolution-numerique-en-afrique-2/>

pays a connu une avancée estimée à 24,2 % en matière d'accessibilité à internet. Au cours de cette période, le taux de pénétration d'internet est de 17,6 % dans la population globale, selon le Rapport numérique mondial (Global digital report) de Kepios<sup>22</sup>.

Au premier trimestre de l'année 2022, le marché de l'Internet a enregistré un taux de pénétration de l'ordre de 26,35 % avec un ARPU Internet (revenu moyen par abonné) de 1,88 USD/mois/abonné en RD Congo. Les résultats annuels Africascope 2023, une étude exhaustive de la consommation média en Afrique francophone indique que 49% de la population se connectent chaque jour à Internet dont 46% de la population congolaise pour une durée de connexion à Internet par individu s'élèvent à 1h42 chaque jour.

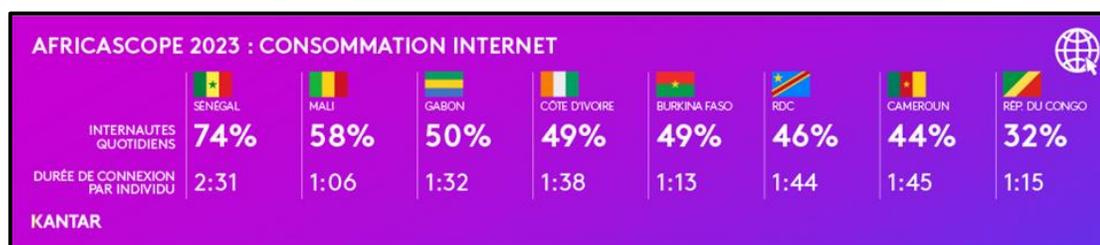


Figure 1.1 – Consommation Internet Africascope 2023

D'après le rapport de l'Observatoire du marché de la téléphonie mobile du premier trimestre 2022, les quatre principaux opérateurs de la RD Congo ont atteint un total de 23 600 845 abonnements soit augmentation de 2,05 % : il s'agit de Airtel, Orange, Vodacom et Africell. Particulièrement, Airtel est en tête avec 7 953 359 abonnements actifs à l'Internet mobile. Ce qui représente une progression de 7,25 % au premier trimestre 2022. Classé en deuxième position, Orange a enregistré 7 744 421 abonnés utilisant l'Internet mobile au cours de la période sous examen. Un résultat qui dégage toutefois une variation négative de l'ordre de -1,29 %. Leader à la fois pour le chiffre d'affaires et la part de marché sur le total des abonnements à la téléphonie mobile (33,25 %), Vodacom occupe plutôt la troisième position quant au nombre d'abonnements actifs à l'Internet mobile à fin mars 2022. Vodacom compte en effet 7 326 004 d'abon-

<sup>22</sup> <https://kepios.com/reports>

nements actifs à l'Internet mobile soit une hausse de 0,22 % au cours des trois premiers mois de l'année en cours. Pour sa part, Africell, quatrième, a réalisé une progression de 3,81 % atteignant ainsi le nombre de 577 061 abonnements actifs à l'Internet mobile.

Arrivés il n'y a que quelques années en RD Congo, les médias numériques enregistrent une ascension remarquable : « Le taux de pénétration d'Internet en République démocratique du Congo était estimé à 6 % en janvier 2018, soit environ 5,13 millions de personnes, dont 2,2 millions sont des utilisateurs actifs des médias sociaux ». Selon le rapport digital 2018 de We Are Social et Hootsuite, « à peu près 36,6 millions (44 % de la population) utilisent un téléphone mobile. Environ 91 % du trafic Internet se produit sur des téléphones mobiles et 20 % des connexions mobiles en 3G ou 4G ».

Il est important de mettre le rôle des médias socionumériques en RDC en perspective. Le faible taux de pénétration de l'Internet et la concentration de l'accès dans la capitale peut donner une image déformée de l'influence des médias sociaux. Néanmoins, « l'utilisation d'Internet en RDC a augmenté de 6 % en un an, une tendance qui devrait se poursuivre ».

## 1.2.2 Les changements technologiques et les espaces publics

### 1.2.2.1 Internet et sphère publique de discussions

L'espace public (Öffentlichkeit) représente depuis l'époque des Lumières le cadre social idéal dans lequel s'effectue sans les entraves de la censure une communication libre, qui prend pour sujet tout ce qui concerne la culture et la collectivité et le met ouvertement en débat. (Birkner et Mix, 2014). On peut au contraire considérer les réseaux sociaux comme « un ensemble particulier d'interrelations entre un ensemble limité de personnes avec la propriété supplémentaire que les caractéristiques de ces interrelations, considérées comme une totalité, peuvent être utilisées pour interpréter le comportement social des personnes impliquées », selon les mots de Clyde Mitchell (Mercklé, 2016). Cette forme générale pourrait

être susceptible de générer les conditions d'un espace public (Cardon, 2010). Le numérique est ainsi porteur de nombreux espoirs, y compris en ce qui concerne le renouvellement des formes de participation et d'engagement politiques. Pour certains, Internet pourrait donner les moyens à tous les citoyens de s'exprimer sans frontière temporelle ni spatiale, et tendrait à effacer la barrière classique entre gouvernants et gouvernés. Ces espoirs sont notamment alimentés par la diffusion rapide des outils technologiques.

Internet peut être vu comme « un nouveau répertoire d'actions collectives », et le « symbole d'une réappropriation du débat public par les citoyens les plus politisés » (Blandin, C., 2017). Autrement dit, le numérique modifie les façons de s'informer, de se mobiliser, de faire corps, de coconstruire du collectif. Mais dans le même temps, il reproduit les inégalités sociales et n'amène pas de véritable révolution citoyenne et politique. Tant qu'une réelle éducation au numérique n'est pas amorcée pour toutes et tous, il sera difficile d'attendre que le numérique fasse basculer les barrières classiques. Apprendre à croiser les sources d'information, à ne pas croire que le nombre de partages d'un post sur un réseau social le légitime, à dépasser les bulles informationnelles, à s'autoriser à s'exprimer en ligne, à ne pas envisager la Toile comme un défouloir... Pour que la transformation prenne de l'ampleur et que le changement se transforme en révolution, il est nécessaire que les citoyens puissent s'emparer de ces outils et comprendre les potentialités réelles du numérique : comment il fonctionne, les possibles qu'il ouvre et les contraintes qu'il impose. Il ne faut pas oublier que les technologies numériques restent des instruments de pouvoir, qui permettent à un concepteur d'orienter les usages des utilisateurs (Theviot, A., 2018).

Les réseaux sociaux sont des services Internet permettant aux utilisateurs (1) de construire un profil public ou semi-public au sein d'un système, (2) de gérer une liste des utilisateurs avec lesquels ils partagent un lien, (3) de voir et naviguer sur leur liste de liens et sur ceux établis par les autres au sein du système et (4) qui fondent leur attractivité majoritairement sur l'opportunité de retrouver ses contacts et d'interagir avec eux par le biais de profils, listes de contacts et applications, à travers une grande variété d'activités. (Stenger, Coutant, 2011).

Julien Rueff et Alexandre Coutant s'étendent davantage sur les réseaux sociaux et leurs multiples facettes en ces termes :

« On pourrait estimer que les réseaux sociaux se confondent avec Internet. 4,62 milliards de personnes les emploieraient, soit 93 % des internautes. Ces derniers s'y connecteraient 2h27 par jour en moyenne et visiteraient plus de 7 plateformes différentes par mois. Cette large conception revoie aux vocables « médias sociaux », « Web social » ou encore le très technique « Web 2.0 ». Le point commun est alors que le contenu qui y circule est très largement produit par les internautes (principe UGC pour user generated content, souvent traduit par... participation). Cependant, regrouper comme des « réseaux sociaux » la très grande variété de plateformes qui émergent en ligne ne doit pas nous faire perdre de vue qu'on ajoute alors, à la vocation initiale de sociabilité, la possibilité d'autres dynamiques de participation, notamment autour d'intérêts spécifiques. Dans la perspective d'analyser la participation politique, cette définition générale a l'intérêt de distinguer des espaces selon ce qui supporte principalement l'activité des usagers. Certains réseaux sociaux regroupent effectivement les participants autour d'intérêts partagés pour la politique » (Coutant et Rueff, 2022).

Selon Coutant et Rueff (2022), il se dégage aussi des formes de participations se rapportant à des catégories relativement institutionnalisées du répertoire des actions possibles, toutes les variations dues au contexte sociotechnique de la plateforme prises en compte: militantisme, constitution de contre-publics, témoignages, partisanerie, débat contradictoire, production de pétitions, occupations d'espaces numériques, etc. Les réseaux sociaux orientés vers la sociabilité ou des intérêts autres que la politique laissent au contraire observer l'émergence de thèmes ou de sensibilités relevant d'un rapport plus ordinaire au politique : commentaire badin de l'actualité politique, émergence d'enjeux politiques au sein de conversations quotidiennes, témoignages du vécu affecté par les grandes décisions politiques, partages de valeurs et grandes représentations du vivre-ensemble, etc.

Parmi les intermédiaires informationnels, les réseaux socionumériques (RSN) sont devenus centraux. Outils mêlant information, communication et exposition de soi, ils se sont rendus

incontournables pour l'audience de presque tous les médias d'information (Chadwick, 2013 ; Jenkins, 2008). Tous les titres de presse cherchent désormais à développer leur présence au sein des pratiques d'échanges d'informations des utilisateurs de ces réseaux (Le Caroff, 2018). Ils sont cependant en concurrence avec de nombreux autres acteurs non journalistiques produisant aussi de l'information que l'on peut qualifier de politique, que ce soit à des fins partisanes, diplomatiques, commerciales ou humoristiques (Bousquet et al., 2017).

Ce rôle central se justifie également dans le cadre des printemps arabes en 2011, en Afrique du Nord. « Si les réseaux socio-numériques tels que Facebook, Twitter ou YouTube ne sauraient évidemment constituer les éléments déclencheurs ou explicatifs de ces mouvements, il serait néanmoins absurde de nier leur rôle décisif en tant qu'instruments de publicisation et d'organisation de la contestation (Lafrance, 2011 ; Lynch, 2011 ; Faris, 2012). « Cécile Cuny et Héloïse Nez (2013) notent ainsi avec justesse combien les supports numériques peuvent permettre aux groupes mobilisés de produire des contre-images médiatiques susceptibles de générer des sentiments d'empathie pouvant conduire à une action collective. À travers le dévoilement de l'histoire des usages protestataires d'internet par les Tunisiens, Romain Lecomte (2013) montre de son côté comment internet a permis de reconfigurer les modes d'expression et d'engagement des internautes tunisiens. L'humour, l'ironie, l'informalité et la subjectivité caractérisent leurs prises de parole, interrogeant le modèle canonique d'un espace public à vocation critique et ouvert sur des formes moins élitaires d'expression » (Monnoyer-Smith et Wojcik, 2014).

Contrairement à la sphère publique, l'usage de la « rue » est aussi considéré comme milieu et moyen d'exercice de la citoyenneté et d'intervention dans la gestion des affaires publiques en Afrique et en RD Congo. Il convient toutefois de préciser qu'il ne s'agit pas ici des formes diverses de manifestations de rue qui ont rythmé la période dite de « renouveau démocratique africain », au début des années 1990, par lesquelles les sociétés civiles africaines ont semblé occuper « l'espace public » pour rappeler leurs présences à des gouvernants trop vite oublieux de leurs fonctions de « représentants », donc de porteurs de préoccupations des

citoyens. Certes, il s'agit de « politique dans la rue », par opposition aux délibérations se déroulant au sein des institutions officielles et traditionnelles (Parlement, gouvernements, partis politiques, etc.). Mais la focale ici retenue est une forme de prise de parole dans des rassemblements en public, qui instituent des sphères informelles de délibération, où les productions journalistiques tiennent souvent une place centrale en tant que matière et occasion de commentaires et discussions politiques...Une dynamique analogue de « refuge de la parole » est décrite dans le cas des « parlementaires debout » de Kinshasa et celui du Kamukunji au Kenya. Le processus décrit par Dugrand dans l'article « “Combattants de la parole” : parlementaires-debout et mobilisation partisane à Kinshasa » (p. 49) est celui d'une consolidation progressive d'espaces anciens de sociabilité ordinaire, de discussions sur des sujets culturels et sportifs. Ces espaces prendront une orientation politique, en s'enrichissant des thématiques de la confrontation partisane, nées des enjeux démocratiques du tournant de l'année 1990. Les « combattants de la parole » s'érigent en bastion de l'opposition politique à la suite de la suspension de la CNS (Conférence Nationale Souveraine) par le président Mobutu en 1992, et la révocation de leur leader, Étienne Tshisekedi de son poste de Premier ministre. Renvoyée des instances gouvernementales, la parole dissidente prend possession de la rue avec ses « parlementaires debout » (Fofana, 2015).

En définitive, les objets numériques attirent de nouveaux publics, localement et partout dans le monde. Les partenaires de discussions au sein de ces publics sont le plus souvent des inconnus les uns pour les autres, tout en partageant un intérêt pour le même sujet dans le cadre de la conversation numérique. Ces publics en ligne constituent, comme tout type de public, des formations sociales historiquement situées (Pype, 2021).

#### 1.2.2.2 Auxiliaires des médias socionumériques : Whatsapp et Facebook

Les RSN, en général, Twitter et Facebook. en particulier, connaissent un succès mondial notamment parce qu'ils sont considérés par les internautes comme des espaces de libre expression et qu'ils sont des canaux de diffusion, à peu de frais, des opinions et des affects.

Ils sont donc associés à un désir évident de visibilité. Nous aborderons les contenus numériques diffusés sur les RSN comme des textes-énoncés puisqu'il s'agit selon nous d'une unité verbale syntaxiquement achevée et signifiante. Un tweet (message sur Twitter), un post (ou publication) sur Facebook doit être considéré comme un « ensemble de figures sémiotiques organisées en un ensemble homogène grâce à leur disposition sur un même support » (Fontanille, 2008, 20). Ces textes-énoncés (les tweets ou les posts) s'inscrivent dans une continuité discursive existante en reprenant les formes circulantes du langage RSN et en les enrichissant de signes spéciaux ou d'images. Les formes circulantes au sein de l'espace discursif de microblogging Twitter et du réseau social mixte Facebook, et à travers lesquelles l'interaction potentielle est possible, sont des opérateurs communicationnels (Thimm et al., 2012). Il s'agit en l'occurrence de l'arobase (@), de la mention, le hashtag (#) ou le mot-clic et le partage (Retweet sur Twitter) qui ouvrent un nouvel espace énonciatif du discours d'autrui (Jeanneret, 2014), sans oublier les images, la vidéo, les liens hypertextes comme partie intégrante de la syntaxe. Ce code se recycle et fait naître des nouveaux sens. (Wamé, 2018).

Whatsapp et Facebook sont deux des principaux produits de commerce de l'entreprise « Meta ». Avec des statistiques d'usage défrayant quotidiennement la chronique, Facebook est devenu, au fil du temps, un site interactif incontournable à l'échelle mondiale. À l'exemple des échos provenant des autres régions du monde, plusieurs auteurs s'accordent à dire que « la plateforme californienne Facebook est devenue incontournable au Québec, qu'elle canalise et coordonne l'accès à l'actualité pour plusieurs, comme si justement, par sa puissance d'agrégation, elle s'était accaparé le monopole de la diversité des sources informationnelles » (Roberge, J. et Bélange, A., 2017).

Hormis YouTube, l'Empire Zuckenberg constitué de Facebook Messenger et WhatsApp double son influence en occupant les deux premières et la quatrième place dans le top 20 des plateformes les plus utilisées précédemment présenté. Incontestablement, si les réseaux socio-numériques ouvrent d'autres espaces de débat public et augmentent l'ampleur du débat électoral bien au-delà du contrôle des communicants professionnels, la dissémination de

l'usage des applications de la messagerie instantanée y ajoute encore une couche de complexité. Ces dernières permettent aux individus et aux groupes d'échanger des messages multimédias, ce sous la forme de textes par le biais de leurs appareils mobiles. C'est WhatsApp qui, parmi les applications permettant ce type d'échanges, est la plus utilisée au monde (Moreira Cesar, C. & Fernandes Dos Santos, N. (2020).

C'est en 2014 que Facebook avait racheté Whatsapp : à la différence d'autres applications, WhatsApp ne demande rien d'autre qu'un numéro de téléphone pour s'inscrire, ne stocke pas les messages envoyés entre utilisateurs et ne demande pas la création de profils qui peuvent ensuite être revendus à des entreprises publicitaires<sup>6</sup>. Singulièrement, WhatsApp permet d'envoyer gratuitement, via Internet, un message (message texte ou message vocal), une image, une vidéo à un ou plusieurs contacts. Ceci nécessite que non seulement l'émetteur du message, mais aussi tous les destinataires du message soient utilisateurs de l'application. La principale utilisation de WhatsApp est l'envoi de messages gratuits depuis ou vers l'étranger. En effet, si le téléphone mobile est connecté gratuitement à Internet, via un forfait ou une connexion Wi-fi, l'envoi de l'équivalent d'un SMS est gratuit et illimité<sup>23</sup>.

En vue de lutter contre la diffusion de fausses informations et assurer les modérations des contenus, les responsables du Groupe Meta avaient pris la mesure protectionniste de limiter le transfert des messages, photos, vidéos et GIF successivement à 20 puis à 5 contacts à la fois. Jouant un rôle non moins important dans l'écosystème informatif et communicatif, l'application Whatsapp a en effet parfois été utilisée par des groupes idéologiques pour diffuser massivement de fausses informations sur les réseaux sociaux. (Zeledón Pérez, J., Carazo-Barrantes, C. & Tristán Jiménez, L., 2022).

Une enquête publiée en juillet 2018 par le centre de recherches Computational Propaganda Project de l'Université d'Oxford indiquait que les plateformes de messagerie en ligne avaient été le support de campagnes de désinformation dans au moins 10 pays depuis le début de

---

<sup>23</sup> Les cinq raisons de la popularité de WhatsApp [archive] - Le Monde, 20 février 2014

l'année 2018 et que Whatsapp avait été utilisée comme plate-forme principale de ces campagnes dans sept de ces pays, dont le Brésil, l'Inde, le Pakistan, le Zimbabwe et le Mexique<sup>24</sup>.

En février 2019, lors d'une conférence de presse en Inde, Whatsapp annonce qu'elle supprime jusqu'à 2 millions de compte chaque mois pour lutter contre les fausses nouvelles<sup>25</sup>. En tant que messagerie, la modération sur Whatsapp est plus difficile que sur les réseaux sociaux. En effet, la plateforme n'a pas accès aux messages privés échangés par les utilisateurs et compte sur le signalement des utilisateurs afin de supprimer les contenus inappropriés<sup>26</sup>. En avril 2019, un journaliste allemand de « BuzzFeed » révèle que Whatsapp abrite de nombreux groupes d'extrême-droite qui diffusent une propagande nazie interdite en Allemagne<sup>27</sup>. Le fonctionnement de Whatsapp et le cryptage des messages protègent la propagation de contenus haineux et discriminatoires.

Autant, il y a des craintes dans l'utilisation de Whatsapp, autant persistent des craintes dans l'utilisation de Facebook, notamment en ce qui concerne la confidentialité. Cependant, si les craintes sont réelles, les internautes ont surtout plus d'une raison d'utiliser Facebook. D'après l'étude « Pew Research Center » intitulée « Ce que les gens aiment et n'aiment pas à propos de Facebook », les raisons citées par les hommes et par les femmes sont à peu près similaires. Les utilisateurs apprécient regarder des photos et des vidéos (54 % et 39 %), partager des contenus avec plusieurs personnes à la fois (50 % et 42 %), et accéder à des contenus drôles et divertissants (43 % et 35 %). Les utilisateurs citent également le fait de recevoir des nouvelles de leurs proches et rester informé des actualités<sup>28</sup>. Cette dernière raison concourt à l'accomplissement des activités de la participation politique et à l'engagement citoyen, aux

---

<sup>24</sup> On WhatsApp, fake news is fast — and can be fatal [archive], article d'Elizabeth Dwoskin et Annie Gowen dans le *Washington Post* le 23 juillet 2018. Page consultée le 26 août 2019

<sup>25</sup> « WhatsApp supprime 2 millions de comptes par mois pour lutter contre les fausses informations », *Le Monde*, 7 février 2019 (lire en ligne [archive], consulté le 26 août 2019).

<sup>26</sup> « En Allemagne, la propagande nazie s'échange sans entrave sur WhatsApp », *Le Monde*, 19 avril 2019 (lire en ligne [archive], consulté le 26 août 2019)

<sup>27</sup> « WhatsApp Has Become A Hotbed For Spreading Nazi Propaganda In Germany » [archive], sur *BuzzFeed News* (consulté le 26 août 2019)

<sup>28</sup> <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2014/02/03/what-people-like-dislike-about-facebook/>

plans local, national et international. Qu'à cela ne tienne, avec l'arrivée des réseaux sociaux numériques, les dispositifs ancrés dans le privé se multiplient. Le plus célèbre d'entre eux est Facebook, qui a connu un succès fulgurant ces dernières années. En fin 2019, le réseau social annonce 2,4 milliards d'utilisateurs actifs mensuels dans le monde. (Marry, Y., 2020). En France, Facebook totalisait 40,8 millions de compte.

Ce passage illustre l'ampleur et l'impact de Facebook dans la vie des populations, à l'échelle mondiale : « Depuis vingt ans, nous mettons à disposition les traces de nos vies à travers nos outils numériques : identités, photos, localisations, achats, santé, ainsi que des pans entiers de nos opinions (commentaires, chats...) et sentiments (joie, tristesse, révolte, amour, bêtise, bienveillance, haine...). Données personnelles multipliées par des milliards de contributeurs et de contributrices à travers le monde – 2,85 milliards mensuellement pour le seul Facebook . À chaque instant nos données sont collectées et stockées, non dans les nuages (le fameux « cloud »), mais dans de puissants et énergivores data centers, où elles sont en temps réel analysées et exploitées au profit des stratégies de leurs propriétaires. Et leur quantité croît de manière exponentielle : de 2 zetta-octets en 2010, elles sont passées à plus de 64 en 2020 (64 000 milliards de milliards d'octets) et seraient multipliées par 3 ou 4 tous les cinq ans. Des chiffres difficiles à appréhender... » (Villarubias, 2021).

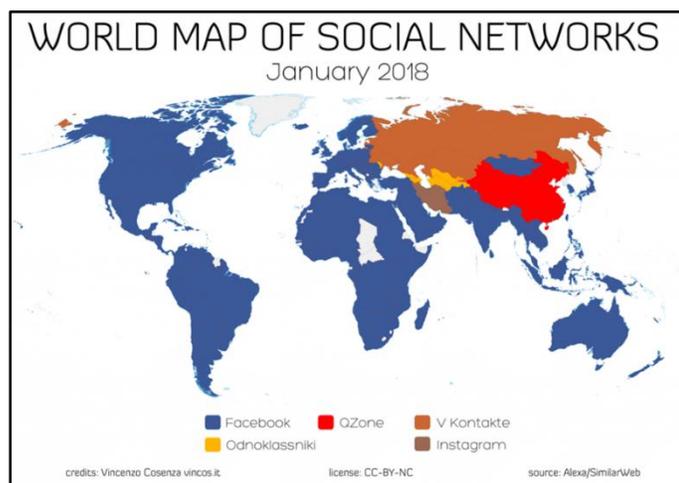


Figure 1.2 – La carte mondiale des réseaux sociaux

« Facebook constitue donc, en ce sens, une plateforme semi-privée et semi-publique, terrain susceptible de favoriser l'émergence d'une nouvelle grammaire de la conversation politique, marquée par l'allègement des contraintes qui pèsent sur les prises de parole au sein des espaces publics traditionnels » (Le Caroff, 2015).

Il convient de souligner que les réseaux sociaux numériques, en général, Twitter et Facebook, en particulier, connaissent un succès mondial notamment parce qu'ils sont considérés par les internautes comme des espaces de libre expression et qu'ils sont des canaux de diffusion, à peu de frais, des opinions et des affects. Ils sont donc associés à un désir évident de visibilité. (Wamé, 2018). Globalement, « Internet et les réseaux sociaux tirent profit de l'anonymat. Pour souscrire à WhatsApp, un numéro de téléphone suffit ; pour Facebook, il est demandé une simple adresse électronique. Il est très facile de laisser un commentaire sur des billets de blogs ou d'autres contenus en ligne sans fournir d'informations personnelles... ». (Pype, 2021). Ce qui rend difficile la possibilité de connaître l'identité véritable de l'utilisateur du réseau social : son nom ou son prénom, son lieu de résidence, son âge, sa nationalité, sa profession, son état civil, son visage, etc. En premier lieu, les identités numériques qui expriment une critique ou divulguent des secrets politiques se cachent souvent derrière des pseudonymes. Le déploiement de noms fabriqués de toutes pièces a des précédents, qu'il s'agisse d'appels téléphoniques masqués ou d'envois de SMS anonymes par exemple, fréquemment utilisés par des citoyens à Kinshasa à l'attention de la police ou même du président Kabila (Pype, 2012).

### 1.2.2.3 Whatsapp et Facebook en RD Congo

Pour le cas des dernières élections couplées en RD Congo le 30 décembre 2018, des observateurs avertis ont affirmé que « les plateformes du Web 2.0, également appelées « médias sociaux », auraient joué un rôle de premier plan lors de la campagne électorale : comme au moment de la grève étudiante au Québec en 2012, sans négliger l'émergent réseau Whatsapp, Facebook et Twitter, notamment, constituent une source et un outil de partage d'informations qui, sans remplacer les médias de masse, pourraient avoir contribué à transformer la façon dont les individus s'informent, discutent et se forgent une opinion ». Incontestablement, Facebook est le réseau social le plus utilisé en Afrique, en général, en RD Congo, en particulier. Constamment en progrès, il compte plus de 184 millions d'utilisateurs africains. L'Afrique Centrale avec ses 8 pays ne compte que 6 millions d'utilisateurs : RD Congo compte 2,1 millions d'utilisateurs.

Selon les résultats d'une enquête menée par Target Sarl en RD Congo, dans toutes les catégories interrogées, les hommes dont l'âge varie entre 25 et 35 ans demeurent les plus grands utilisateurs d'internet. Si les Congolais sont de plus en plus présents sur Internet, il y a deux choses qui les intéressent le moins : l'écoute de la musique en ligne (6 %), et le visionnage des vidéos (11 %). Avec les 83 % de la portion d'activités restante, les congolais suivent les informations à caractère politique, économique, commerciale, social, culturel, notamment les nouvelles sportives, musicales et autres. Autour des élections, c'est plus les activités liées au processus électoral, à la compétition et aux activités politiques qui retiennent l'attention des populations dans les milieux urbains et ruraux.

Cette même enquête indique que Facebook (91 %) et Whatsapp (63 %) sont les applications les plus utilisées par les internautes en RD Congo. Whatsapp est plus sollicité par les femmes (68 %). Environ 32 % des profils Facebook en RD Congo sont des femmes et 68 % d'hommes. Ces derniers sont plus présents sur Facebook (96 %), devançant de peu les femmes (86 %).

Sur le réseau social, s'articulent des pratiques d'exposition de soi, de ses goûts, de ses intérêts et des échanges de sociabilité privée, mais également des pratiques informationnelles et participatives (Cardon, 2010). À la différence des réseaux sociaux, qui permettent aux usagers (1) de créer un profil public ou semi-public dans un système délimité, (2) d'articuler une liste d'autres utilisateurs avec lesquels ils partagent une connexion, ainsi que (3) d'afficher et de parcourir leur liste de connexions et celles établies par d'autres utilisateurs du système les messageries instantanées sont quant à elles des espaces de communication moins ouverts et visibles. D'où l'importance de concentrer notre étude sur la participation politique et le rôle des médias en lignes accessibles.

### 1.2.3 Rôle des médias en ligne et participation citoyenne en RD Congo

Aujourd'hui plus que jamais, les médias jouent un rôle prépondérant dans la diffusion des idées, des informations, des connaissances et des savoirs. À la fois militant, propagateur et éclairer, ce rôle s'accomplit exponentiellement à travers la planète, grâce évidemment au développement foisonnant de nouvelles technologies de l'information et de la communication. Il s'agit bien de la numérisation des médias qui part d'un phénomène technique et technologique pour engendrer des situations sociales, politiques, culturelles et économiques.

Sur cette question seront mobilisés, dans les pages qui suivent, dans la cadre théorique et conceptuel précisément, les nombreux travaux individuels d'Hübner, L.A. (2013, 2015, 2017, 2018) qui abordent les aspects sociopolitiques des réseaux socionumériques dont la participation citoyenne et la démocratie ainsi que la communication politique et électorale. Dans le même registre, toujours sur les traces scientifiques d'Hübner, L.A, quelques travaux collectifs inspireront au cours de cette recherche : (2013, 2015, 2016, 2017, 2018). Par ailleurs, les recherches d'Hübner avec A.-M. Pilote (2017 et 2018) apporteront aussi de l'éclairage à cette étude, notamment en ce qui concerne le militantisme en ligne et la mobilisation sur Facebook.

Des études spécifiques sur les asymétries et des différences d'ordre socioculturel et économique observables dans l'utilisation des réseaux sociaux ainsi que sur les changements culturels produits par les développements et la diffusion des technologies numériques et en particulier d'Internet et du Web rencontrent superficiellement les préoccupations de cette recherche (Hargittai et Walejko, 2008), (Rebillard, 2007), (Weeks et Holbert, 2013), (Beckouche, 2019), (Cardon, 2019), (Deiss, 2015), (Chantepie et Le Diberder, 2010). Cependant, seules les enquêtes ont été priorisées dans cette étude.

Un double coup de projecteur sur ce travail scientifique est possible au moyen des réflexions pertinentes sur l'attachement étroit des jeunes aux médias, en général, et des usages socio-numériques, en particulier (Buckingham, 2007), (Boyd, 2014), (Bennett et Robards, 2014), (Boyd, 2014), (Stenger, 2015), (Hargittai et Hinnant, 2008) et (Herring, 2007 ; Clark, 2009). En nous référant à des sources bibliographiques variées, nous allons mieux cerner les problèmes que soulève la démocratisation en RD Congo, notamment des aspects liés à la participation politique, à la démocratie et aux élections.

Il sera également fourni un complément d'informations pertinentes sur la thématique « Élections et médias en Afrique » (Frère, M.S., 2010) qui constitue spécifiquement un des enjeux dans le cadre de mon projet. Visiblement en plein processus de démocratisation mais marqués par la résistance des pratiques autoritaires, de nombreux pays africains sont confrontés au défi croisé de communication politique et de participation citoyenne : il s'agit notamment de la période de l'organisation de l'élection présidentielle, des législatives nationales et provinciales. Ainsi, dans la perspective électorale, la compréhension du fonctionnement des réseaux sociaux s'enrichit d'une direction supplémentaire : celle de la production d'idées, de la confrontation d'arguments et de la redécouverte de l'électeur comme apporteur de concepts nouveaux en politique. La notion de démocratie participative qui vise à rendre compte de l'implication des citoyens dans le débat public prend tout son sens sur Internet. Elle s'accompagne d'une compréhension du fonctionnement des réseaux. Toutefois,

l'appréhension de ce phénomène emprunte aussi bien aux technologies de l'information qu'à la sociologie et plus récemment à la sociométrie (Mercanti-Guérin, 2010).

Incontestablement, en RD Congo comme partout à travers le monde, Le numérique est porteur de nombreux espoirs, y compris en ce qui concerne le renouvellement des formes de participation et d'engagement politiques. Pour certains, Internet pourrait donner les moyens à tous les citoyens de s'exprimer sans frontière temporelle ni spatiale, et tendrait à effacer la barrière classique entre gouvernants et gouvernés. Ces espoirs sont notamment alimentés par la diffusion rapide des outils technologiques... Il y a lieu de reconnaître Internet comme « un nouveau répertoire d'actions collectives », tout en indiquant dans le même temps qu'il est « symbole d'une réappropriation du débat public par les citoyens les plus politisés » (Theviot, 2018).

Pratiquement, « les usages d'Internet encouragent des formes originales et variées de participation. Les outils disponibles à cet effet accompagnent toute l'histoire du réseau des réseaux : les forums, les chats, les commentaires sous les articles de blogs, les wikis et, aujourd'hui, les réseaux sociaux numériques comme Facebook ou Twitter. Omniprésents sur la plupart des pages du Web, ces dispositifs de communication facilitent l'interaction entre le producteur de contenu et son lecteur en laissant à ce dernier la possibilité de participer à la conversation en ligne et de se coordonner avec d'autres... Cette spécificité des outils numériques a nourri, chez de nombreux analystes, l'espoir d'un enrichissement « numérique » des procédures de participation démocratiques » (Cardon, 2013).

Cependant, si la participation citoyenne, sous quelque forme qu'elle prenne, peut se concevoir comme une institution, nous devons prendre en compte les contingences de cette institution, que ce soient les circonstances immédiates et les modes de vies quotidiens au niveau individuel des personnes ou les configurations des structures sociales à un niveau plus large. C'est pourquoi il est ici souligné l'importance des conditions socioculturelles modernes récentes pour pouvoir comprendre la démocratie et la participation et, dans ce contexte, la composante

médiatique au premier chef. Toutefois, il est conseillé d'être modeste dans les attentes quant à ce que le Web peut apporter à la démocratie. (Dahlgren, 2012).

En RD Congo, l'autorité politique craint la montée en puissance des réseaux sociaux et des médias, en dépit du souhait exprimé par le ministre congolais de l'information et des médias de réguler leur utilisation : l'autorité gouvernementale de la RD Congo avait coupé l'accès à internet et aux réseaux sociaux au lendemain de ces élections couplées du 30 décembre 2018, ciblant particulièrement les radios internationales étrangères et occidentales qui dénoncent la non-transparence des élections, des violations massives des droits humains et des actes de violences de la part des forces de l'ordre et de sécurité publiques : « Internet est coupé en RD Congo depuis le 31 décembre au matin. Selon des opérateurs de téléphonie, cette mesure a été prise sur instruction du gouvernement, qui n'a pas donné pour le moment de justification officielle. Elle intervient au lendemain des élections générales et suscite des réactions de suspicion de la part de l'opposition et de la société civile congolaise. Par ailleurs, RFI n'est pas audible sur sa fréquence habituelle dans la capitale Kinshasa. »<sup>29</sup>

La connexion internet et des réseaux sociaux a été rétablie, samedi 19 janvier en RD Congo après environ vingt jours de coupure sur l'étendue de la République. Internet a été coupé depuis le 31 décembre 2018 « sur instruction du gouvernement », au lendemain des élections générales, « pour préserver l'intégrité du processus électoral ». Tôt dans la matinée, la chargée d'Affaires des États-Unis en RD Congo, Stephanie Miley, avait exigé le rétablissement d'Internet. « 20 jours sans internet sont 20 jours de trop. Il doit être rétabli maintenant. Les démocraties s'épanouissent et les sociétés prospèrent quand les gens sont informés et peuvent communiquer librement », avait-elle écrit.<sup>30</sup> La position du gouvernement congolais se justifie à la lumière des approches Maeyer Juliette, Étienne Damome, Dominique Cardon et Annie Lenoble-Bart (sous la direction d'Alain Kiyindou) sur le rôle des médias en ligne, comme nous allons le voir.

---

<sup>29</sup> <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190101-rdc-internet-coupe-reactions-aubin-minaku-eve-bazaiba>

<sup>30</sup> <https://www.radiokapi.net/2019/01/19/actualite/societe/laces-internet-retabli-en-rdc>

Selon Juliette De Maeyer, “le journalisme en ligne à l’ère du Web 2.0 constitue justement une de ces innovations considérées comme susceptibles d’avoir un impact sur la vie quotidienne : ne s’agit-il pas d’évolutions visant à améliorer la participation, donc la démocratie” ? (Maeyer, 2010) Ne serions-nous pas en train d’assister à un déplacement du pouvoir des médias entre les mains de ceux qui étaient “précédemment connus sous le nom de public”, s’interroge Maeyer. Incontestablement, les médias numériques insistent sur l’interaction rendue supposément plus facile et sur la valeur ajoutée que cela apporterait dans l’engagement démocratique des citoyens : dans leurs interactions numériques avec l’information, ils (les internautes) commentent, critiquent, corrigent et relaient les informations dans les réseaux sociaux. Cette activité a profondément transformé le travail des journalistes, pour le meilleur et parfois pour le pire. Comme l’indiquent beaucoup de recherches, la présence agissante des commentateurs a renforcé l’exactitude factuelle des articles, favorisé les débats d’opinions et la mise en perspective des arguments, mais on a aussi vu apparaître des campagnes de dénigrement et de haine, des attaques de trolls, et les commentaires de certains contenus informationnels se transformer en guérillas infantiles (Cardon, 2019).

Les développements technique et technologique ont, en effet, accru son rôle de média citoyen. L’appropriation de la technologie numérique et l’acquisition des compétences de façon autodidacte par l’utilisateur du dispositif technique concourent à la création de bonnes conditions d’apprentissage ou de participation citoyens. Il existe aujourd’hui une multitude de radios qui n’ont d’existence qu’en ligne (Damome, 2014). Exploitant à fond le jeu de l’interactivité, elles sont de véritables espaces de dialogue avec les auditeurs et se démarquent grâce à la personnalisation des programmes, des contenus plus denses. Mais internet, précise l’auteur, ne semble pas avoir réglé tous les défis. Il n’a pas amélioré la qualité des programmes et augmenté leur production. L’engouement pour la radio en ligne contraste avec le contexte de diffusion et risque d’avoir pour conséquence la marginalisation de certaines populations, notamment celles des pays en développement et en crise socio-économique comme la RD

Congo. Ces bouleversements posent à l'évidence la question de la formation du journaliste aux nouvelles pratiques de son métier (Lenoble-Bart, 2010).

Mis à part ce qui est souligné précédemment, en provoquant une extension du champ des possibilités tant du côté des producteurs que du côté des récepteurs, Internet a ouvert le champ radiophonique à des radios sur le Web et a permis la multiplication des webradios à partir des radios hertziennes existantes. D'après les modèles de communication, la numérisation des médias va au-delà d'un changement technique dans le transfert d'une information entre une source et une cible qui la reçoit. Elle n'est pas de conception télégraphique et ne constitue pas un système linéaire. Car les transformations observées reposent sur un ancrage social<sup>31</sup>.

À ce stade, il convient d'évoquer la théorie de la double médiation qui met en rapport la médiation technique et la médiation sociale. La médiation technique renvoyant au dialogue homme-machine comme pratique courante de fin de siècle qui se caractérise entre autres par la baisse des coûts, la miniaturisation des matériels et la simplification des modes d'emploi, assorties d'une démocratisation des appareils et d'un accès profane aux technologies les plus avancées. Jouët souligne, par ailleurs, que si la médiation de la technique n'est pas neutre dans l'élaboration des pratiques de communication, ces dernières se ressource aussi dans le corps social. Le changement social imprime en effet sa dynamique à la socialisation de la technique (Jouët, 1993).

À ce titre, les développements techniques qui s'incarnent dans une diversité de dispositifs aux fonctionnalités sans cesse mouvantes et plus ou moins sophistiquées questionnent la dichotomie conceptuelle entre continuité et rupture qui a structuré jusqu'alors la réflexion sur la politique en ligne, et qui est particulièrement prégnante lorsqu'il est question des

---

<sup>31</sup> <https://www.reseau-canope.fr/savoirscdi/societe-de-linformation/le-monde-du-livre-et-de-la-presse/histoire-du-livre-et-de-la-documentation/biographies/harold-dwight-lasswell-1902-1978.html>

supposées nouvelles pratiques de participation politique<sup>32</sup>. Cet aspect de développement technique sera abordé plus loin dans le cadre théorique.

Comme indiqué précédemment, en RD Congo aussi s'observe « l'extension de l'accès à Internet et la popularisation des médias sociaux (Twitter, Facebook, Instagram) ainsi que d'autres outils de communication numérique depuis les années 2010 ont élargi les lieux de production de la communication électorale, en déplaçant la focalisation initiale des conseillers de communication professionnels sur les électeurs. » (Moreira Cesar et Fernandes Dos Santos, 2020).

Par ailleurs, l'expansion rapide de l'usage de médias numériques en RD Congo justifie la mise sur pied d'une association dénommée « Médias d'informations en ligne de la RD Congo (MILRDC) qui vise la promotion de la production et de l'accès à l'information en ligne pour tous. Dans cette perspective, récemment, en collaboration avec Internews, l'USAID, le Collectif 24 et FIH 360, cette association a organisé, un atelier sur les entreprises de presse en ligne en RD Congo, du 9 au 10 septembre 2021 au Centre culturel Boboto, dans la commune de la Gombe, à Kinshasa : 40 journalistes-Web issus des principaux médias en ligne et pureplayer basés à Kinshasa ont participé à ces assises. Qui est journaliste-Web ? Qui ne l'est pas ? Quel régime et cadre juridique adapté pour la presse en ligne en République Démocratique du Congo ? Voilà les grandes questions qui ont été soulevées lors de ces journées de réflexion marquées par l'intervention du président du Conseil Supérieur de l'audiovisuel et de la communication (Csac) sur le secteur des médias en ligne en RD Congo<sup>33</sup>. Au terme de ces assises, les professionnels des médias présents avaient émis des propositions et recommandations à porter aux suivants états généraux de la presse congolaise et avaient sollicité l'appui du ministère des médias en vue d'assainir le secteur et de favoriser sa dotation dans un cadre légal adapté. Ils ont également plaidé pour l'allégement des conditions requises

---

<sup>32</sup> Monnoyer-Smith Laurence, Wojcik Stéphanie, « La participation politique en ligne, vers un renouvellement des problématiques ? », *Participations*, 2014/1 (N° 8), p. 5-29. DOI : 10.3917/parti.008.0005. URL : <https://www.cairn.info/revue-participations-2014-1-page-5.htm>

<sup>33</sup> <https://journaldesnations.net/kinshasa-les-journalistes-des-medias-en-ligne-reflechissent-sur-la-necessite-dun-cadre-juridique-adapte>

pour l'autorisation de fonctionnement d'un média en ligne, en s'affranchissant de la logique liberticide de l'arrêté ministériel du 14 juin 2018 n°011/CAB/M-CM/LOM/2018. Cette activité pallie la carence en formation soulevé par Annie Lenoble-Bart (2010).

Dans le même registre, peu avant les élections générales du 30 décembre 2018, la Monusco (Mission des Nations Unies pour la stabilité en RD Congo) en collaboration avec l'Unesco avait organisé, le 19 septembre 2018, un séminaire de formation de renforcement de capacité en faveur d'une cinquantaine de journalistes de médias en ligne, notamment sur l'éthique, le respect de la vie privée et la liberté d'expression. L'impact possible du journalisme numérique, ses défis, son rôle et ses perspectives avaient dominé le séminaire animé par d'éminents professeurs et experts en communication venus de différentes institutions publiques et privées de Kinshasa.

Au cours de ce séminaire, il a montré que la situation de la protection des journalistes n'est pas une situation nouvelle et que la protection est avant tout une affaire individuelle. Le journaliste doit d'abord se protéger lui-même, puis protéger ses sources. En effet, les rédactions (des médias tous confondus) doivent avoir leur plan de sécurité.

Enfin, les participants à ce séminaire sur le renforcement des capacités en matière de la collecte, le traitement et la diffusion de l'information en ligne, ont lancé un appel afin que « l'approche sécurité et liberté d'expression » soit davantage prise en compte dans les mécanismes et textes légaux. Ils ont été appelés, quant à eux à véhiculer une autre image que celle de « la haine, de la diffamation, de l'hostilité, et de la violence, afin de créer un climat plus propice à la paix.

Déjà en 2018, en RD Congo, la presse numérique publie une diversité d'informations couvrant l'actualité politique, économique, sociale et culturelle sur des sites Web et dans les réseaux

sociaux : la moitié des journaux paraissant à Kinshasa et dans d'autres villes du pays sont connectés à l'internet, y compris des stations de radios et chaînes de télévisions.<sup>34</sup>

Comme souligné précédemment, Top Congo FM est aujourd'hui numériquement et qualitativement la première radio locale d'informations en ligne en RD Congo. À titre illustratif, au 5 janvier 2023, cette radio compte à son actif plus de 20 500 tweets en interagissant avec 829 700 d'abonnés et 354 abonnements sur Twitter, d'une part, et elle bénéficie de 216 447 likes en interagissant au quotidien avec 317 844 abonnés sur sa page Facebook, d'autre part. Cette radio locale émet en langue française et en lingala. Elle traite principalement de l'information à travers ses nombreuses émissions ouvertes directement ou indirectement au public dont le « Débat », régulièrement, et « en Campagne », pendant la période électorale.

Visiblement, s'agissant de la radio, le tournant numérique engendre et soutient à la fois le journalisme participatif et, tacitement, la participation citoyenne. Il se dégage ainsi une nouvelle injonction faite aux journalistes, consistant à multiplier les relations avec le public et à l'écouter. « (...) Les journalistes sont désormais obligés de prendre davantage en compte son avis, de dialoguer, voire de collaborer avec lui » (Rieffel, 2014, p. 208).

En dépit de nombreuses contraintes évoquées dans cette étude, dans le cadre de l'exercice des professionnels des médias en RD Congo, depuis plus d'une décennie, la radio locale Top Congo FM (Frère, 2007) joue convenablement son rôle citoyen, en tant que média en ligne, au moment où l'attention des auditeurs intéressés par les informations sur la RD Congo est tournée vers les radios internationales dont RFI. Au demeurant, Top Congo FM a été radio la plus suivie en RD Congo, à l'issue des études menées en 2021 et en 2022 par « Africascope » réalisée par Kantar-TNS. (Voir le tableau suivant)<sup>35</sup>

---

<sup>34</sup> <https://monusco.unmissions.org/des-journalistes-de-m%C3%A9dias-en-ligne-form%C3%A9s-sur-l%E2%80%99%C3%A9thique-le-respect-de-la-vie-priv%C3%A9e-et-la-libert%C3%A9-d>

<sup>35</sup> <https://www.kantar.com/fr/inspirations/publicite-medias-et-rp/2022-africascope-2021-2022> ; <https://www.kantar.com/fr/inspirations/publicite-medias-et-rp/2021-africascope-2020-2021>

AFRICASCOPE 2021 : CONSOMMATION RADIO				
AUDITEURS QUOTIDIENS	 BURKINA FASO <b>90%</b>	 MALI <b>87%</b>	 SÉNÉGAL <b>66%</b>	 RÉP. DU CONGO <b>65%</b>
DURÉE D'ÉCOUTE	<b>2h59</b>	<b>2h29</b>	<b>2h49</b>	<b>1h58</b>
CHAÎNES LES PLUS REGARDÉES	1. Savane FM 2. Radio Oméga 3. Radio Al Houda	1. Radio Liberté 2. Radio Klédu 3. RFI FM/OC	1. ZIK FM 2. RFM 3. RFI FM/OC	1. RFI FM/OC 2. Radio Congo 3. Trace FM
AUDITEURS QUOTIDIENS	 RDC <b>64%</b>	 GABON <b>57%</b>	 CÔTE D'IVOIRE <b>56%</b>	 CAMEROUN <b>45%</b>
DURÉE D'ÉCOUTE	<b>1h54</b>	<b>1h39</b>	<b>1h46</b>	<b>2h07</b>
CHAÎNES LES PLUS REGARDÉES	1. <u>Top Congo FM</u> 2. RFI FM/OC 3. Radio Okapi	1. RFI FM/OC 2. Urban FM 3. Hit Radio	1. Al Bayane FM 2. RFI FM/OC 3. Trace FM	1. CRTV 2. Equinoxe FM 3. RFI FM/OC

Figure 1.3 – Consommation radiophonique

AFRICASCOPE 2021-2022 : CONSOMMATION RADIO								
AUDITEURS QUOTIDIENS	 BURKINA FASO <b>88%</b>	 MALI <b>84%</b>	 SÉNÉGAL <b>61%</b>	 RDC <b>61%</b>	 RÉP. DU CONGO <b>61%</b>	 CÔTE D'IVOIRE <b>51%</b>	 GABON <b>49%</b>	 CAMEROUN <b>41%</b>
DURÉE D'ÉCOUTE	<b>2h29</b>	<b>2h21</b>	<b>2h48</b>	<b>1h50</b>	<b>1h42</b>	<b>2h02</b>	<b>1h21</b>	<b>2h00</b>
STATIONS LES PLUS ÉCOUTÉES	1. Savane FM 2. Radio Oméga 3. RFI FM/OC	1. Radio Liberté 2. Radio Klédu 3. ORTM 1 FM/OC	1. ZIK FM 2. RFM 3. Walfadjri FM	1. Top Congo 2. RFI FM/OC 3. Radio Okapi	1. RFI FM/OC 2. Radio Congo 3. Trace FM	1. Radio Al Bayane 2. RFI FM/OC 3. Fréquence 2	1. RFI FM/OC 2. Urban FM 3. Hit Radio	1. Equinoxe FM 2. CRTV 3. RFI FM/OC

Figure 1.4 – Consommation radiophonique, Africascope 2021-2022

À travers les lignes qui suivent, un regard critique sera porté sur la place, le rôle et l'influence de RFI, en tant que média transnational en ligne qui triomphe significativement sur les médias traditionnels en RD Congo.<sup>36</sup>

<sup>36</sup> <https://monusco.unmissions.org/des-journalistes-de-m%C3%A9dias-en-ligne-form%C3%A9s-sur-l%E2%80%99%C3%A9thique-le-respect-de-la-vie-priv%C3%A9-et-la-libert%C3%A9>

## 1.2.4 Évolution et place de RFI à travers le monde

### 1.2.4.1 RFI et son tournant numérique

Avec France 24, Monte Carlo Doualiya, Radio France Internationale fait partie du groupe France Médias Monde. Chaque semaine, ces trois médias internationaux rassemblent 251,1 millions de contacts (moyenne 2020). Ils comptent ensemble 83,3 millions d'abonné(e)s sur Facebook, Twitter et Instagram (mai 2021) et ont enregistré plus de 2,5 milliards de vidéos vues et démarrages audio en 2020. En 20 langues, ils émettent à l'échelle du monde. Les journalistes du groupe et son réseau de correspondants offrent aux auditeurs, téléspectateurs et internautes, selon leurs propres dires, une information ouverte sur le monde et sur la diversité des cultures et des points de vue, à travers des journaux d'information, des reportages, des magazines et des débats.<sup>37</sup>

La RFI a dû négocier le virage du multimédia qui bouleverse actuellement la diffusion de l'ensemble des radios internationales. Internet est effectivement devenu un vecteur primordial pour tous les médias<sup>38</sup>. Noirault atteste l'expansion de contenus de la RFI par internet en ces termes : RFI devient en 1996 une radio « *tout-actu* » avec cinquante-huit éditions quotidiennes de journaux, dont dix dédiées à l'Afrique. Depuis le début des années 2000, RFI conforte la place prioritaire donnée à l'information et à l'Afrique et ne cesse de chercher de nouvelles plateformes de diffusion pour toucher un plus large public. Internet joue un rôle de plus en plus important et le site internet de RFI propose au public, outre des émissions de la chaîne, des programmes spécifiques liés le plus souvent à la langue française (Noirault, P., 2014). En 2014, RFI est écoutée chaque semaine par 37,3 millions d'auditeurs<sup>39</sup>. RFI a beaucoup investi sur la réécoute de ses productions en podcasting (ou baladodiffusion), afin de permettre à ses nombreux auditeurs de télécharger automatiquement et gratuitement des émissions de au format MP3

---

<sup>37</sup> [France Médias Monde \(francemediasmonde.com\)](http://francemediasmonde.com)

<sup>38</sup> « Dossier de presse RFI 2014 » [archive], sur *le site de RFI*, 2014 (consulté le 05 janvier 2020).

<sup>39</sup> « Rapport du CSA sur l'exécution du cahier des charges de France Médias Monde - Année 2014 » [archive], sur *le site du CSA*, 2014 (consulté le 16 avril 2018).

pour les écouter quand vous le voulez sur votre baladeur numérique ou sur votre ordinateur. Elle a également renforcé son interactivité, en utilisant les réseaux sociaux numériques (en particulier Facebook, Twitter, YouTube et Daily Motion) comme des vecteurs de dialogue avec les auditeurs et de propagation « virale » des informations ou des messages : RFI comptabilise toutes pages et comptes confondus plus de 4,4 millions de fans sur Facebook et plus de 3,5 millions d'abonnés sur Twitter<sup>40</sup>.

L'Afrique représente la plus grande partie des auditeurs de la RFI<sup>41</sup> et son site Web est visité par 9,4 millions d'internautes africains en moyenne chaque mois. Grâce à son autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics de l'Afrique ainsi que les moyens matériels, techniques et technologiques mis à sa disposition, la page Facebook de la RFI-Afrique compte aujourd'hui près de 947.000 abonnés, et la présence des utilisateurs congolais est quelques fois facilement perceptible par la graphie du nom de famille de l'utilisateur et de ses contacts et sa localisation géographique.

La page Facebook RFI Afrique compte certainement des milliers d'abonnés d'origine congolaise. Malheureusement, il n'existe pas de données quantitatives à ce sujet. L'option « anonyme » adoptée par certains utilisateurs Facebook empêche par ailleurs de déterminer précisément leurs identités respectives, dont leurs pays d'origine.

Somme toute, la complémentarité du rapport binomial RFI-Facebook réside en ce sens que la première assure la collecte, le traitement, la diffusion - de façon principalement unilatérale - et l'archivage des informations, pendant que le second prolonge le rayon de diffusion des informations et en diversifie les consommateurs ou utilisateurs dans un contexte d'interaction plurielle sans limite ni contrainte nationales des droits et des libertés de langue et d'expression.

---

<sup>40</sup> <http://www.rfi.fr/entreprise/chiffres-cles>

<sup>41</sup> « Chiffres clés » [archive], sur *le site de RFI* (consulté le 16 avril 2018).

#### 1.2.4.2 RFI et l'Afrique francophone

Aujourd'hui produites et diffusées sous forme numérique à travers le monde, les radios internationales jouissent d'une audience considérable, notamment dans les grandes villes des États francophones où elles constituent la principale source d'informations. Les taux d'audience des radios internationales en Afrique sont généralement les plus élevés à travers le monde.

Parmi les radios actives sur le continent depuis 1960, figurent cinq stations leaders non africaines. Il s'agit de Radio France internationale (RFI), de la British Broadcasting Corporation (BBC), de la Deutsche Welle (DW), de Voice of America (VOA) et de Radio Moscou. Ajoutons la station franco-gabonaise Africa n° 1 qui a connu une ascension fulgurante depuis sa création en 1981. L'Afrique francophone est la plus desservie, avec un rôle de premier plan joué par RFI. Surnommée « l'Africaine », RFI est la station la plus spécialisée et la plus active sur le continent. L'Afrique constitue le cœur de son auditoire et son premier bassin d'audience (65 % du total des auditeurs).

Toute seule, la RFI émet en français et en 15 autres langues. Avec environ 38,6 millions d'auditeurs réguliers. C'est en Afrique que se trouve son premier bassin d'audience : environ 26,4 millions d'auditeurs pour ses émissions en lien avec la politique. Si, ces dernières années, des études portent plus d'intérêt à l'auditoire particulier de RFI, il existe peu ou pas de recherches dans le domaine de l'histoire culturelle des relations internationales (Noirault, 2014). Incontestablement, l'audience de RFI ne cesse de croître ces dernières années, mais il est difficile d'avoir accès aux chiffres précis de l'audience d'une émission et donc de juger de son réel succès. Néanmoins, comme l'illustre le tableau suivant, RFI et France 24 confirment leurs succès dans les pays d'Afrique subsaharienne francophone et leurs positions en tête des classements de notoriété et d'audience, selon les résultats de l'étude « Africascope septembre 2020-juin 2021 » réalisée par Kantar-TNS dans huit pays : en Côte d'Ivoire (Abidjan), au Sénégal (Dakar), au Mali (Bamako), au Burkina Faso (Ouagadougou), en RDC (Kinshasa), au Gabon (à Libreville), au Cameroun (Douala et Yaoundé) et au Congo- Brazzaville (Brazzaville).

AFRICASCOPE 2021 : CONSOMMATION RADIO				
				
	BURKINA FASO	MALI	SENÉGAL	RÉP. DU CONGO
AUDITEURS QUOTIDIENS	<b>90%</b>	<b>87%</b>	<b>66%</b>	<b>65%</b>
DURÉE D'ÉCOUTE	<b>2h59</b>	<b>2h29</b>	<b>2h49</b>	<b>1h58</b>
CHAÎNES LES PLUS REGARDÉES	1. Savane FM 2. Radio Oméga 3. Radio Al Houda	1. Radio Liberté 2. Radio Klédu 3. RFI FM/OC	1. ZIK FM 2. RFM 3. RFI FM/OC	1. RFI FM/OC 2. Radio Congo 3. Trace FM
				
	RDC	GABON	CÔTE D'IVOIRE	CAMEROUN
AUDITEURS QUOTIDIENS	<b>64%</b>	<b>57%</b>	<b>56%</b>	<b>45%</b>
DURÉE D'ÉCOUTE	<b>1h54</b>	<b>1h39</b>	<b>1h46</b>	<b>2h07</b>
CHAÎNES LES PLUS REGARDÉES	1. Top Congo FM 2. RFI FM/OC 3. Radio Okapi	1. RFI FM/OC 2. Urban FM 3. Hit Radio	1. Al Bayane FM 2. RFI FM/OC 3. Trace FM	1. CRTV 2. Equinoxe FM 3. RFI FM/OC

Figure 1.5 – Consommation radiophonique, Africascope 2021

Première radio internationale en Afrique francophone, RFI, selon la même source, se maintient également dans le Top 5 des radios les plus écoutées chaque jour dans les huit pays étudiés (toutes radios confondues). Sur l'ensemble de ces neuf capitales de l'Afrique centrale et occidentale, la radio du monde est écoutée chaque semaine par 37 % de la population (+0,9 pt) et plus de 68 % des cadres et dirigeants. 82 % des habitants (+0,2 pt) et 99 % (+0,3 pt) des cadres et dirigeants déclarent la connaître. RFI reste la radio la plus écoutée par cette cible dans la plupart des capitales. Avec 4 millions de visites en moyenne chaque mois sur ses environnements numériques au premier semestre 2021, RFI confirme son succès sur tous les supports dans la région, ajoute cette même source d'information.

#### 1.2.4.3 La place et l'audience de RFI en RD Congo

De précédents travaux de recherche viennent en appui à cette étude, notamment des études ayant rapport spécifiquement avec la RFI : grâce aux nombreux courriers des auditeurs, une

étude a tenté de mieux connaître le public de cette radio et de cerner les attentes de ces derniers en matière d'éducation et de savoirs ou dans d'autres domaines (Berchoud, M.J., 2001). Un autre travail de recherche a cerné au mieux, dans leur évolution historique, aussi bien les missions et statuts que les moyens financiers, techniques et humains de cette radio publique, sans manquer de s'intéresser à sa politique des programmes (Nouma, 1990), (Conseil supérieur de l'audiovisuel, 1999). D'autres réflexions ont apporté des éléments complémentaires ayant trait aux aspects médiatiques, socioculturels, économiques et politiques de la RFI. Au demeurant, plus d'une publication mettent en rapport le média, la technique et la construction ou le développement de la participation citoyenne en soulignant les influences et échanges en communication concourant en faveur de la participation citoyenne. (Granjon, F., 2014) (Tremblay, S., 2011). Ces sources ont aussi apporté un éclairage sur les types d'idéologies et leurs influences possibles sur les populations africaines en communication numérique (Garo, I., 2009), (C. Lefort, 1986). Ces différents travaux ont tant soit peu tenté de préciser le rôle, la place et l'impact sociopolitique de la RFI sur son public à travers le monde.

À l'image des disparités socio-économiques, en Afrique francophone, les chiffres d'audience des radios internationales, et en particulier de RFI, diffèrent fortement d'une ville à l'autre, d'un pays à l'autre, soutient Marie-Soleil Frère. Parmi les pays où la radio demeure très écoutée, figure la RD Congo, le pays francophone le plus peuplé du continent. Alors que la RD Congo n'est pas une ancienne colonie française, la présence de RFI y est importante. Installée en FM à Kinshasa et dans 8 autres villes, avec, pendant des années, un correspondant permanent expatrié, et de nombreux partenariats avec des radios locales, RFI accorde sans aucun doute de l'importance à la RD Congo dans ses stratégies de déploiement

Comme l'affirme Noirault, la RFI, est la référence partout en Afrique, avec des programmes propres, dont celui de la RD Congo où la chaîne est fort écoutée. Mais, elle a aussi été plus d'une fois victime de la répression de la part des autorités de la RD Congo, notamment lors des périodes électorales, en 2011 et en 2018. Cependant, la nature de la répression contre la RFI

est différente par rapport aux médias congolais : coupure du signal de la RFI de longue durée et à répétition, refus d'accréditation et expulsion de la RD Congo des journalistes de la RFI.

Somme toute, le rôle de RFI en RD Congo, comme partout à travers l'Afrique, est mi-figue mi-raisin. Du simple fait qu'en dehors de la richesse de son programme, sa liberté d'expression et d'informer en faveur des populations, ce média international impacte négativement au plan idéologique, notamment en ce qui concerne la souveraineté politique ou économique et les identités socioculturelles : la RFI est ainsi considérée à la fois comme radio de proximité, un vecteur d'impérialisme et un porte-voix du soft-power.

### 1.3 Le rôle de RFI en RD Congo

#### 1.3.1 RFI, radio internationale de proximité

Selon les résultats d'une enquête de terrain (Frère, 2015) menée à Bukavu et Goma, en 2011-2012, ainsi que d'entretiens conduits à Kinshasa et à Paris en 2014 et 2015, l'hypothèse fondée consiste à proposer que RFI, loin d'être une « radio étrangère », serait, pour les Congolais, une « radio internationale de proximité », qui allie les spécificités d'un média international (situé à l'étranger et véhiculant des informations qui concernent l'ensemble de la planète) avec des caractéristiques propres aux médias de proximité, généralement assimilés aux radios privées et communautaires locales. Marie-Soleil Frère, qui a porté cette hypothèse, indique que le caractère « international de proximité » de RFI se manifeste à travers les quatre traits spécifiques suivants :

- « Premièrement, il faut souligner le poids de la radio internationale française dans les évolutions politiques internes de la RDC, ou, en tout cas, la représentation que se fait le pouvoir politique de ce poids. C'est un média dont l'avis compte aux yeux des autorités locales. *RFI* est considérée comme un acteur susceptible d'infléchir les dynamiques politiques locales et c'est pourquoi la radio entretient des relations houleuses avec le gou-

vernement congolais : expulsion de la correspondante Ghislaine Dupont à la veille des élections de 2006 ; suspension, durant 15 mois, de juillet 2009 à octobre 2010 (la radio étant accusée de « démoraliser les forces armées congolaises »), puis à nouveau entre le 31 décembre 2011 et le 9 janvier 2012 après les élections (*RFI* étant cette fois soupçonnée d'« attiser la haine ethnique »).

- Deuxièmement, *RFI* contribue de façon évidente à apporter à ses nombreux auditeurs congolais une forme d'intelligibilité sur ce qui se passe dans leur propre pays. Dans l'environnement médiatique local, c'est un média qui fournit une information précieuse et utile aux auditeurs, qui ne trouvent l'équivalent nulle part ailleurs. Comme le soulignait en 2015 Léa-Lisa Westerhoff (alors correspondante permanente de *RFI* en RDC) : « Avec Radio Okapi, on est le seul média vraiment indépendant au Congo. Et on a une liberté de parole qui est plus grande que celle de Radio Okapi, du fait qu'on est un média étranger. On a à la fois des principes de rigueur qui sont ceux des médias internationaux et la possibilité de dire des choses qui sont peut-être difficiles à dire pour les médias congolais, car ils risquent la coupure du signal, l'arrestation, l'emprisonnement. » Les chiffres du service des études de *RFI* montrent d'ailleurs que, en Afrique francophone, le succès de *RFI* est généralement inversement proportionnel à la qualité des médias locaux. Là où les radios locales fournissent une information complète et professionnelle (Sénégal, Burkina Faso), *RFI* se laisse distancer, alors qu'elle reste incontournable dans les pays où le paysage médiatique local peut être pluriel, mais, comme en RDC, souffrir d'une politisation excessive et d'un manque de crédibilité aux yeux des auditeurs.

En RD Congo, de rares études d'audience démontrent que la radio internationale française *RFI* se maintient souvent parmi les médias les plus écoutés dans les villes où elle peut être reçue en FM. Une de ses émissions les plus populaires est « Appels sur l'actualité », animée par Juan Gomez. Les interventions en provenance de la RDC y sont particulièrement fréquentes. Le succès de cette émission est le signe d'une mutation du positionnement des radios internationales « historiques » dans le nouveau contexte de la circulation de

l'information en Afrique subsaharienne francophone qui modifie la place qu'elles y occupent. Par hypothèse, nous posons que RFI devient en quelque sorte, dans le contexte particulier de la RDC, une « radio internationale de proximité ». Sur la base d'une enquête menée auprès de publics congolais en 2011-2012, ainsi qu'à partir d'entretiens conduits à Kinshasa et Paris en 2014 et 2015, cet article vise à observer les modes de relation entre les auditeurs congolais et la radio internationale RFI à travers cette émission participative.

- Troisième caractéristique, qui sera au centre de la présente réflexion, *RFI*, bien que lointaine géographiquement, offre des opportunités de participation à son public qui peut dès lors ressentir que la radio se préoccupe effectivement des problèmes de la communauté puisqu'elle permet aux auditeurs de s'exprimer à l'antenne sur des sujets qui les concernent. L'émission « Appels sur l'actualité », tranche quotidienne de 40 minutes, est extrêmement populaire en RD Congo. Une étude réalisée en 2013 (du 1er août au 31 décembre) recensant 170 questions d'auditeurs montrait que les Congolais étaient les 4e contributeurs après la France, la Côte d'Ivoire et le Congo-Brazzaville.
- Enfin, un quatrième argument en faveur de la perception de cette radio comme « de proximité » réside dans les projets de coopération menés par *RFI* avec des radios locales (en particulier à travers le projet *RFI* « Planète radio »). En RD Congo, la radio française a noué des liens particuliers avec des radios partenaires qui génèrent un impact sur le quotidien de nombreux Congolais. Une quinzaine de radios ont été montées de toutes pièces avec l'aide de *RFI* qui a tenté de promouvoir des dispositifs particulièrement innovants en matière de production énergétique alternative (à base de traction animale ou d'huile de palme...). Une trentaine d'autres stations bénéficie d'un soutien et rediffuse les journaux parlés de *RFI*. Par le biais de ces projets, *RFI* est donc perçue comme un membre actif de la communauté, solidaire avec les autres membres, ce qui est une caractéristique fondamentale des médias de proximité. ». Il convient également d'adjoindre le réseau de blogs de ceux-ci.

En définitive, Marie-Soleil Frère soutient qu'en Afrique, la notion de « radio de proximité » a été longtemps associée aux radios communautaires, ancrées dans des localités et des communautés spécifiques dont elles partagent la langue et les préoccupations. Elle a ensuite été élargie aux radios privées qui se sont développées en milieu urbain depuis une vingtaine d'années. Dans cet environnement médiatique en mutation, cet article a tenté de montrer que même une radio internationale peut désormais présenter certains traits de la radio « de proximité ». Elle ajoute ce qui suit : « l'expérience de *RFI* en RD Congo semble s'appuyer sur une dynamique « locale ». Tout en apportant au Congo des informations et perspectives sur l'actualité du monde entier, la radio pénètre le niveau local en constituant un enjeu de politique interne, ce qui génère des conséquences pour son personnel (expulsion, retrait d'accréditation, menaces) et pour le maintien de son antenne (suspensions). Elle s'ancre aussi dans le local en donnant la parole aux citoyens dont certains ne se sentent pas entendus par les médias locaux. Elle fait également se rencontrer la parole des Congolais présents en RDC avec ceux de la diaspora en Europe. »

### 1.3.2 RFI en RD Congo : entre liberté d'expression et domination idéologique

Comme l'affirme Marie soleil Frère, RFI demeure le vecteur privilégié d'une certaine vision « française » de l'actualité. Toutefois, ses journalistes savent que désormais, leur auditoire est volatile, exposé à une large concurrence locale, et que sa grille de programmation doit s'adapter pour continuer à attirer les auditeurs. Une de ces adaptations concerne le développement de cette forme de proximité qui passe par les dispositifs participatifs : émission à antenne ouverte, site Internet avec espace de commentaires et présence sur les réseaux sociaux.

Par ailleurs, selon la même auteure, l'émission participative et interactive « Appels sur l'actualité » symbolise et incarne ce caractère « international de proximité » de Radio France Internationale : dans un pays comme la RD Congo où les médias locaux restent fragiles, peu indépendants, où les journalistes congolais travaillent avec peu de ressources humaines et techniques, dans l'urgence et sans filet, RFI demeure une source fondamentale d'accès à une

information vérifiée, recoupée et à des opinions contradictoires. Elle offre également une tribune qui permet à une certaine élite congolaise de se faire entendre à la fois par des auditeurs du monde entier, mais aussi par ses propres concitoyens et autorités publiques. Malgré cet avantage comparatif, à travers les informations et productions de RFI sont décelées malheureusement les germes ou traces du néo-colonialisme, de l'impérialisme médiatique et le diktat des soft-power. (Miyet, 2021).

#### 1.3.2.1 RFI : un média international au service du néo-colonialisme et de l'impérialisme

Néo-colonialisme et impérialisme sont des concepts d'ordre général qui se rapportent aux États, aux pays, aux nations dominantes ou dominées. Il est de bon aloi d'aborder en quoi les médias internationaux y sont associés avant d'approfondir particulièrement sur la RFI. Dans leur conception générale, les médias internationaux sont des agences de presse, des chaînes de télévision, des radios, des organes de presse écrite et des sites Internet d'information dont la particularité est de traiter l'actualité internationale, sous un angle généraliste ou spécialisé (actualité économique et financière par exemple), et pas seulement l'actualité nationale de leur pays d'origine, et qui ont une diffusion internationale généralement en plusieurs langues. Leur approche de l'actualité internationale peut ne pas être neutre car ils diffusent souvent une vision proprement nationale de cette actualité. L'article 1 de la Charte de France 24 indique ainsi que la chaîne doit traiter « l'actualité internationale avec un regard français » et « véhiculer partout dans le monde les valeurs de la France »... Le public visé par les médias internationaux est composé d'expatriés du pays d'origine du média en question, d'individus partageant une même culture, notamment linguistique, de décideurs polyglottes et globe-trotters (Eddy, 2010).

En Afrique noire, l'internationalisation de la radio est plus ancienne que celle des autres médias et aussi plus importante. La radio constitue en effet le média le plus populaire en Afrique sub-saharienne, ceci au regard de son audience et de sa démocratisation, de la relative marginalité de la télévision qui demeure un fait essentiellement urbain malgré une forte pénétra-

tion ces dernières années, et de l'inaccessibilité de la majorité de la population à la presse écrite, par ailleurs peu développée. Dans un tel contexte, l'écoute des radios internationales se trouve amplifiée et constitue un paramètre important des moyens d'information sur le continent africain (Vittin, 2002).

Incontestablement, depuis leur création dans les années 1940 et durant toute la période de la guerre froide, les radios internationales ont été conçues et perçues comme des instruments de la diplomatie des États, des outils d'influence politique et culturelle. Selon la définition de Monroe Price, les médias internationaux sont des instruments utilisés « par une société pour formater l'opinion des membres et des dirigeants d'une autre société. » Dans un second temps, ces médias ont été considérés en outre comme des outils permettant de contourner le monopole étatique sur les médias imposés dans un grand nombre de pays africains. (Frère, 2021) : c'est le cas de la concurrence entre les médias russes et les médias occidentaux. Les médias internationaux entrent en concurrence pour attirer les audiences et se voir reconnaître le statut d'organisation crédible. Dans ce but, ils insistent sur la nécessité de fournir une information objective, impartiale et équilibrée, retranscrivant les faits avec le plus de véracité qui soit (blet, 2010).

Vittin affirme que les radios internationales obéissent en général à une logique d'influence : bataille de l'opinion publique internationale, établissement de solidarités ou de clientèles politiques et diplomatiques, entretien de sympathisants, justification de la politique du pays émetteur ; amélioration de son image et de son prestige. C'est surtout sur leur orientation idéologique durant la guerre froide que l'accent a été mis. Cet aspect « propagande » est resté vivace dans les mémoires. Cependant, l'action des radios internationales en Afrique n'a jamais revêtu le caractère offensif et de subversion de Radio Liberty ou de Radio Free Europe en direction de l'ex-URSS et de l'Europe de l'Est (Vittin, 2002).

Depuis la chute du mur de Berlin, les radios internationales ont procédé à un aggiornamento leur permettant de s'adapter au nouveau cours politique. Tout en étant au service de la po-

litique extérieure des pays diffuseurs, elles visent davantage à assurer la présence de ceux-ci à travers le monde, à favoriser leur rayonnement culturel et économique, à maximiser leur audience. Sur le continent africain, les radios internationales traduisent aussi nombre de préoccupations actuelles des pays occidentaux telles que la construction de la démocratie, le libéralisme économique, la défense des droits de l'homme, la préservation de l'environnement, la lutte contre le trafic de drogue ou le radicalisme islamique. De fait, l'influence des radios internationales sur les auditoires africains s'inscrit dans un contexte désormais caractérisé par « l'unification du marché idéologique mondial par la démocratie de marché », ajoute Vittin.

Dans le même ordre d'idées, les radios internationales sont devenues si familières aux auditeurs africains que leur réception sur le continent semble se banaliser. Si leurs apports en matière d'informations, de pluralisme et de liberté de choix sont reconnus, elles sont également accusées d'être des vecteurs de propagande, d'aliénation culturelle des auditeurs et de déstabilisation des régimes africains. Les vellétés de domination politique et économique des pays diffuseurs sont avec récurrence mises en cause, de même que sont critiqués la fascination, voire le culte des produits étrangers auxquels succomberaient les auditeurs africains qui seraient ainsi des victimes (Vittin, 2002). Cet auteur révèle aussi que des griefs d'impérialisme et de recolonisation ont aussi été formulés à l'encontre des radios internationales, notamment à l'occasion de l'implantation de stations en modulation de fréquence par RFI dans les capitales africaines à partir de 1991. Les milieux politiques, intellectuels et médiatiques ont alors dénoncé « le vampirisme et la prédation de RFI », de même que « l'entorse à la concurrence et la discrimination » à l'égard des radios privées africaines (à l'époque non autorisées).

De nombreuses voix ne cessent de s'élever depuis des décennies pour dénoncer le néo-colonialisme ou l'impérialisme occidental, notamment en ces termes : « Un journaliste sénégalais, Jean Meissa Diop, ira, en 1994, jusqu'à qualifier ; dans le journal dakarois *Wal Fadji L'aurore*, les FM de RFI de « nouveaux comptoirs audiovisuels de la France dans ses anciennes colonies ». RFI étant reçue, précise ce même journaliste, « exactement comme il y a deux voire trois siècles,

quand les indigènes africains accueillait à bras ouverts, et avec en prime le sourire "banania", des hôtes qui allaient se transformer en maîtres [...]. Quand également, sous forme de troc, ils abdiquaient leur souveraineté contre des articles de pacotille, des miroirs de poche, de la vulgaire verroterie, quelques gallons de vin rouge. (Vittin Théophile, 2002).

Vectrice actuelle de l'émancipation démocratique libérale, d'une part, et compagne de l'épanouissement socioculturel et économique en Afrique, d'autre part, la RFI a aussi été reconnue comme actrice importante dans le soutien du bloc capitaliste face au bloc communiste lors de la guerre froide (Vittin, 2002). « Les radios internationales mettent l'accent sur les valeurs affirmées dans leurs pays d'origine : la Voix de l'Amérique sur la démocratie libérale et la liberté d'entreprise, la RFI sur la Francophonie et les droits de l'Homme » (Tudesq A.J., 2002). Par ailleurs, la RFI est aussi directement ou indirectement vectrice tantôt de l'hégémonie occidentale ou de la domination française à travers la Françafrique, tantôt de l'idéologie capitaliste.

La langue française est aussi la deuxième langue des organisations internationales. Elle est présente sur TV5, l'un des cinq plus grands réseaux mondiaux de télévision. Les médias publics français participent également à ce rayonnement. Succédant à l'Audiovisuel extérieur français (2008), France Médias monde, créé en 2013, réunit RFI, Monte Carlo Doualiya, France 24 et TV5 Monde (participation). Ses objectifs, entre autres, consistent à défendre et étendre la culture française et la langue française en diffusant des programmes dans 180 pays (Boulanger, 2021).

Boulanger souligne que la politique extérieure française s'appuie sur ces organes comme le précise le décret du 25 janvier 2012 fixant le cahier des charges de la société nationale de programme en charge de l'audiovisuel extérieur de la France. Celui-ci rappelle que ces services ont la mission de participer au rayonnement de la France dans le monde, à la promotion de la langue française, des cultures françaises et francophones, de la diversité culturelle.

Selon le chercheur américain Herbert Schiller, cette forme d'«impérialisme culturel» aurait succédé à la domination politique de la période coloniale (Schiller 1976, 1978). Il définit l'impérialisme culturel comme « l'ensemble des processus par lesquels une société est introduite dans le système moderne mondial et la manière dont sa couche dirigeante est amenée par la fascination, la pression, la force ou la corruption, à modeler les institutions sociales pour qu'elles correspondent aux valeurs et aux structures du centre dominant du système ou pour s'en faire le promoteur » (cité par Mattelart, 2004, p. 64). La domination s'exercerait donc en partie grâce à la complicité consciente ou inconsciente des élites du Tiers-Monde.

En définitive, comme l'indiquent les affirmations suivantes, l'impérialisme médiatique occidental demeure alarmiste et moins contributeur des solutions en Afrique. « En ne transmettant aux pays en voie de développement que les informations qu'ils ont eux-mêmes traitées, c'est-à-dire des informations filtrées, coupées, distordues, les médias transnationaux imposent leur propre façon de voir le monde aux pays en voie de développement. (...) De plus, ils présentent ces communautés – lorsqu'ils leur prêtent un intérêt – sous l'angle le plus défavorable, en mettant l'accent sur les crises, les grèves, les manifestations, les putschs, ou même en les ridiculisant. » Par exemple, le Rapport de la Commission MacBride fut ainsi rendu public en 1980, reprenant l'essentiel des doléances du Sud mais proposant peu de solutions concrètes pour redresser le déséquilibre (Frère, 2020).

### 1.3.2.2 RFI et diktat de soft-power

Au-delà de l'impérialisme médiatique émerge et trône clairement un autre système de contrôle et de domination de l'Afrique ou du reste du monde par les puissances occidentales : le soft-power. Unissant différents aspects culturels dont la musique, le cinéma et les médias d'informations, c'est cette expression qui correspond le mieux à l'interrogation de Frédéric Martel, à travers son article « Soft-power à la française » : « Qu'y a-t-il de commun entre le succès mondial du « Gangnam Style », médiatisé dans une vidéo de musique pop coréenne sur

YouTube, le film Kung Fu Panda, qui mêle deux symboles de la Chine mais a été réalisé par Hollywood, la nouvelle influence d'Al-Jazira en France et le succès en Iran du jeu vidéo GTA 4 ? »

#### 1.3.2.2.1 Origines, évolution et impact du Soft power

Développée aux États-Unis dans les années 1990, l'expression « soft power » fait aujourd'hui florès à travers le monde, bien qu'elle soit difficilement traduisible et qu'elle demeure floue et imprécise. Parfois utilisée à tort et à travers, devenue une vulgate diplomatique, elle garde néanmoins une pertinence dans le monde anglo-saxon.

Originellement, « dans *Bound to Lead*, en 1990, le politologue américain Joseph Nye – directeur de la Kennedy School à Harvard devenu secrétaire adjoint à la Défense dans l'administration de William J. Clinton – a mis en évidence l'importance de l'« influence » dans les relations internationales. En complément des pouvoirs militaire et financier traditionnels, il invente ainsi le concept et les mots de « soft power ». Devant le succès de l'expression, J. Nye a depuis affiné cette idée du « pouvoir doux », le pouvoir par l'influence plus que par la coercition, en opposition au « hard power » des « armes et de l'argent », et en a fait le titre d'un de ses livres en 2004. Le terme est désormais utilisé fréquemment aux États-Unis et dans le reste du monde, faisant l'objet d'innombrables articles, commentaires, critiques, de l'Amérique du Sud au monde arabe et, parfois même, d'une récupération explicite, comme au Japon, en Corée du Sud, à Taïwan, au Brésil ou même en Chine. L'intérêt du travail de J. Nye est de montrer que les États disposent, pour leur puissance et leur diplomatie, d'un arsenal varié de moyens qui permettent de contraindre, d'inciter ou de séduire. Certes, la mise en lumière de l'usage dans les relations internationales de la contrainte et de l'incitation – on dirait familièrement chez nous « de la carotte et du bâton » – n'est pas nouvelle »

Quant au mode opératoire de ce phénomène de domination internationale, J. Nye, , donne en définitive une clé de lecture pertinente de la puissance des États-Unis, sans nécessairement offrir un modèle au reste du monde.

Pour J. Nye, le « soft power » n'est pas une simple « politique d'influence ». C'est un concept à la fois plus précis et plus complexe. Ce n'est pas non plus une banale politique de « persuasion », car le « soft power » est aussi « attraction ». En définitive, J. Nye définit le « soft power » par trois modes opératoires et différents vecteurs essentiels : des conduites (« attraction », « agenda setting »), des outils premiers (les valeurs, la culture et les institutions) et des politiques publiques et diplomatiques. La culture inclut la culture de l'élite et la culture populaire. Les deux ont des effets puissants, mais l'attraction envers la culture populaire américaine à travers le monde la met probablement dans une catégorie à part. Les États-Unis bénéficient également d'importants avantages en termes de valeurs politiques, en tant que plus ancienne démocratie constitutionnelle du monde et parce qu'ils constituent un exemple impressionnant, bien que loin de la perfection, de bonne gouvernance et d'État de droit. Enfin, les politiques mises en œuvre par les gouvernements, à la fois à l'intérieur et à l'étranger, sont une source patente de soft power. La tolérance religieuse, par exemple, vieux principe américain, fut un élément puissant d'attraction vis-à-vis d'immigrants potentiels. De même, l'aide américaine pour la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale fit la promotion à la fois de la prospérité et de la générosité du peuple des États-Unis (Idem).

La domination d'un pays, d'une civilisation ou d'une communauté. Sur un autre n'est sera jamais un exercice aisé ou éternel : le soft power d'une nation peut tout autant être miné par ces mêmes facteurs. La culture populaire américaine inspire crainte et ressentiment dans des endroits comme la France et l'Arabie Saoudite, et agit à rebours des politiques qui cherchent par exemple à cultiver les relations avec les alliés traditionalistes dans le monde islamique. Aux États-Unis, le soft power américain a été terni, de façon variable, par la ségrégation raciale, la peine de mort et un contrôle des armes à feu laxiste ; à l'étranger, la politique américaine actuelle en matière d'environnement, de Cour pénale internationale et de conflit israélo-arabe, entre autres, est largement considérée comme ayant favorisé une image dommageable d'« unilatéralisme » désinvolte – critique dont Nye se fait l'écho dans son livre. (Idem).

À travers sa publication *The Art of Political*, William Riker semble pour sa part avoir principalement à l'esprit la capacité des États-Unis en particulier à modeler l'ordre du jour politique mondial, grâce à une image de succès sociétal et de leadership international responsable.

En définitive, selon Frédéric Martel, le « soft power » renvoie à l'idée d'une influence diplomatique liée à l'« aptitude [d'un pays] à séduire » ou à inciter et à convaincre, ou encore à être apprécié, voire à se « faire des amis ».

#### 1.3.2.2.2 Soft-power et médias internationaux

Porte-étendard du vocable hégémoniste soft-power, Joseph Nye soutient aussi que « la société civile joue un rôle-clé dans le déploiement du soft power, qu'elle soit représentée par des acteurs culturels, économiques, des associations ou encore des particuliers. Avec la puissance financière et la puissance militaire, les deux piliers du hard power, cette forme d'influence constitue le triangle du pouvoir diplomatique contemporain ».

En effet, sur le plan médiatique, depuis des décennies, « le journalisme de développement et ses référents théoriques (la théorie de la modernisation et le paradigme développementaliste) étaient foncièrement ethnocentriques puisqu'ils se fondaient sur la conviction que les valeurs et modes de vie du Nord étaient supérieurs à ceux du Sud. Il servait les intérêts des grandes puissances qui, sous couvert de l'accompagnement des évolutions sociales locales à travers l'aide au développement, luttait contre l'expansion du communisme et consolidaient les rangs de leurs affiliés » (Soleil, 2020).

Traditionnellement, la présence culturelle d'un pays à l'étranger constitue l'un des principaux vecteurs de son soft power, qu'elle soit incarnée par l'industrie culturelle populaire (cinéma, musique, littérature), la culture savante (productions scientifiques, musées, canon littéraire, etc.) ou la langue. Pour promouvoir cette présence, la France et l'Allemagne s'appuient sur une chaîne d'information internationale dédiée à l'actualité et diffusée dans différentes langues –

respectivement France 24, à laquelle s'ajoute Radio France internationale (RFI), et Deutsche Welle –, et sur un réseau d'instituts culturels, d'une étendue comparable (Dept, 2010).

Cependant, l'influence des médias occidentaux a quelque peu baissé : « En 1980, les journaux africains consacraient 60 à 80 % de leur surface rédactionnelle aux informations internationales transmises par les grandes agences, alors que les faits se produisant dans les pays eux-mêmes restaient ignorés, faute d'un travail adéquat des médias nationaux. Si quelques-uns (Le Soleil au Sénégal ou Fraternité Matin en Côte d'Ivoire) proposaient une couverture assez fournie de l'actualité nationale, pour d'autres journaux, la diffusion des nouvelles était toujours dominée par les agences des anciennes métropoles (AFP pour l'Afrique francophone, Reuters pour l'Afrique anglophone et Belga pour les anciennes colonies belges). Les pourfendeurs de cette dépendance informationnelle dénonçaient le traitement par les médias occidentaux de l'actualité africaine comme stéréotypé, lacunaire, marqué par l'occidentocentrisme (idem).

Les puissances occidentales ne cessent de s'employer à maintenir leur domination sur le reste du monde, notamment en Afrique : « N'en déplaise aux contempteurs des organisations internationales et aux tenants d'un « retour au souverainisme » censé restaurer la fierté et les grandeurs prétendument perdues de la France, la participation active de notre pays aux activités de l'ONU ou de l'UE – où nous occupons une place privilégiée – constitue un vecteur d'influence incontestable et irremplaçable (Miyet, 2021).

Ainsi, depuis sa création, RFI constitue un des piliers de cet esprit davantage dominateur et impérialiste : « les médias traditionnels continuent de jouer un rôle essentiel en dépit de la montée en puissance d'Internet et des réseaux sociaux. Pendant des décennies, la radio en ondes courtes fut le seul moyen d'influence à l'étranger, « The Voice of America », la BBC, mais aussi RFI, particulièrement en Afrique, étant les vecteurs d'information les plus écoutés et influents » (Idem).

L'indépendance journalistique de RFI se bute aux exigences de la politique étrangère de son gouvernement : l'ambition journalistique de se tenir le plus à distance de toute idée de média d'État se révèle autrement plus difficile à atteindre pour des médias concourant à la réalisation d'objectifs de politique étrangère, tant la suspicion du contrôle éditorial par le politique est forte. Par ailleurs, l'arrivée de nouveaux médias a considérablement bouleversé la circulation et la consommation des actualités. Une multitude d'opportunités existe désormais pour suivre et diffuser des arguments contredisant les déclarations officielles. Tout internaute peut écrire des blogs et partager des informations sur les réseaux sociaux Twitter ou Facebook. Dans ce contexte, les médias internationaux rencontrent des difficultés accrues pour fidéliser une audience (Blet, 2010). Pourtant, en dépit de ces limites, les médias internationaux et locaux, comme RFI et Top Congo, continuent à jouer un rôle non négligeable dans le processus de participation citoyenne en RD Congo.

### 1.3.3 Impact citoyen de RFI et Top Congo FM lors des élections du 30 décembre 2018 en RD Congo

Historiquement dirigés majoritairement par des dictateurs, de nombreux États africains dont la RD Congo sont aujourd'hui confrontés au défi de la participation politique ou citoyenne. Cela est manifeste durant les périodes électorales qui offrent des opportunités de changement de système politique et de dirigeants à certains ou à tous les niveaux. Il faut, en effet, des supports médiatiques susceptibles de permettre aux Congolais de suivre au quotidien le cours des événements du pays. De tels supports médiatiques devraient aussi permettre aux populations congolaises d'apporter leurs attentes ou de formuler valablement leurs propositions dans la marche du pays. Cependant, ces dernières ne peuvent tirer efficacement profit de la page Facebook RFI Afrique qu'en s'appropriant l'usage de l'outil, Internet étant actuellement un facteur indispensable dans la production, la diffusion, la réception, le partage et l'archivage des informations.

« Fort de la diversité et de la multiplicité de leurs applications, ces outils technologiques sont devenus de véritables systèmes d'exploitation pour l'être humain (Tchuate, Baptiste-Jessel et Canut, 2011). Comme l'affirment Livingstone et al. (2011), ainsi que Jenkins (2006), ceux-ci intègrent simultanément des discussions en ligne, la messagerie, les albums photo, ainsi que d'autres fonctionnalités de gestion de blogs qui viennent ainsi conférer une nouvelle forme de médiation numérique aux usagers » (Bissière, Farmer, et Benkirane, 2015). Par ailleurs, selon les résultats de l'enquête menée par Target Sarl en RD Congo, il se dégage des statistiques une remarquable adoption de ces technologies par les Congolais, particulièrement en ce qui concerne l'application Facebook, en RD Congo. « la plupart des utilisateurs de médias sociaux utilisent Facebook, tandis que WhatsApp est l'application de messagerie la plus populaire. Environ 32 % des profils Facebook en RDC sont des femmes et 68 % d'hommes<sup>42</sup> ». Cependant, l'autorité politique craint la montée en puissance des réseaux sociaux numérique : celle-ci avait coupé l'accès à internet et aux réseaux sociaux au lendemain des élections couplées du 30 décembre 2018. Cette mesure liberticide ciblait particulièrement les médias internationaux étrangers et occidentaux dont la RFI, qui dénoncent librement, par leurs journaux, programmes et émissions diversifiés, des violations massives des droits humains et des actes de violences de la part des forces de l'ordre et de sécurité publiques ainsi que la fraude ou la non-transparence des élections<sup>43</sup>.

Cette recherche souhaite donc s'intéresser à la participation citoyenne, par l'entremise des réseaux socionumériques, en portant son attention sur deux espaces de discussions que constituent les pages Facebook de RFI-Afrique et de la radio Top Congo FM. En effet, ces espaces, comme nous l'avons vu, pourraient constituer des terrains d'expression plus libre de la population. Les Congolais s'en saisissent-ils ainsi ? C'est-à-dire dans une perspective citoyenne telle que la décrit Granjon : « Expressions citoyennes autonomes et journalisme par-

---

<sup>42</sup> Target Research & Consulting, Audience des medias en RDC (édition 2018), 9 mai 2018 ; <https://www.targetsarl.cd/fr/content/audience-des-medias-en-rdc-edition-2018> (date d'accès : 10 février 2019).

<sup>43</sup> <https://www.hrw.org/fr/news/2019/01/05/rd-congo-les-elections-ont-ete-entachees-de-violences-et-de-restrictions-du-droit>

ticipatif, au-delà de ce qui peut les différencier, proposent similairement de prendre part à des expériences coopératives d'intérêt général, de réappropriation de la parole publique et s'appuient sur des contributions personnelles apportées au commun par des individus singuliers qui investissent (de) leur personne (Zask, 2011 ; Dewey, 2011a) » (Granjon, 2018). De facto, la production alternative d'information instruit des expériences qui sont susceptibles de conduire à la reconnaissance d'une « validité sociale » liée à la capacité à « mettre ses compétences individuelles au service d'un projet collectif, [...] à intervenir, [à développer] l'expression subjective de sa différence » (Blondiaux, 2008).

Cela étant, cette étude poursuivra l'objectif de relever les pratiques informationnelles émergentes (Latzo-Toth, Pastinelli & Gallant, 2017). et de ressortir le rôle qu'ont joué RFI-Afrique et la radio TOP Congo FM, lors des élections du 30 décembre 2018 en RD Congo, à travers leurs pages Facebook. Les interactions sur les publications Facebook de RFI Afrique/ et Top Congo FM au sujet de ces élections permettront d'identifier les éventuels éléments de forme de participation citoyenne des publics intéressés à la vie politique en RD Congo. RFI-Afrique/Facebook, Top Congo FM/Facebook et la participation politique constituent ainsi l'objet de ce travail de recherche.

#### 1.4 Question de recherche

##### 1.4.1 Question de recherche principale et questions spécifiques

Pour mieux aborder cette étude, il a été isolé la question de recherche suivante :

- Quelle forme de participation est rendue visible par les discussions sur les pages Facebook de RFI-Afrique par comparaison avec celle de la radio Top Congo FM ?

Trois questions spécifiques permettront d’y répondre :

- Sur base de quels critères, la page Facebook RFI-Afrique permet-elle de comparer le degré de participation citoyenne des utilisateurs que la page Facebook de Top Congo FM ?
- Les interactions observables sur les pages Facebook de RFI-Afrique correspondent-elles à la définition ambitieuse de la participation citoyenne telle qu’elle est mise en avant par la philosophie politique sur le sujet ?
- Les interactions observables laissent-elles entrevoir un rôle particulier reconnu à RFI-Afrique et à Top Congo FM, s’agissant du processus démocratique et électoral en RD Congo ?

### 1.5 Hypothèse de la recherche

Ces trois questions spécifiques nous permettront de proposer quelques pistes contribuant à tester l’hypothèse suivante :

- Les publications de RFI et de la radio Top Congo FM diffusées sur Internet et reportées sur Facebook contribueraient concrètement à l’information, à la formation et à la participation citoyenne de leurs utilisateurs ou abonnés Congolais.

À travers les chapitres à venir, il sera question d’apporter la lumière sur la pertinence de cette étude ainsi que les théories, les concepts et la méthodologie qui soutiennent ou invalident l’hypothèse dégagée.

### 1.6 Pertinence de la recherche

Globalement, les Technologies de l’Information et de la Communication ont profondément modifié et impactent encore les vies en communauté, de la cité à l’échelle planétaire (Mattelart,

2009). La double interaction usagers – radio numérique, dispositif technique – usagers de la radio numérique soutient la pertinence communicationnelle de cette recherche. RFI-Afrique et la radio Top Congo FM permettent, en effet, un haut degré d'interaction entre leurs auditeurs ou leurs utilisateurs, spécialement à travers leurs pages Facebook respectives, sur les thématiques d'actualités et d'analyse politiques dans le cadre électoral.

Par ailleurs, du point de vue de la pertinence communicationnelle, cette recherche permettra également d'illustrer que, malgré certains traits récurrents, les usages et représentations de la plateforme Facebook sont loin d'être homogènes entre des communautés à travers le monde (Miller, Venkatraman, 2018), en relevant des asymétries et différences entre des publications occidentalo-centrées de RFI-Afrique et des publications afro-centrées de Top Congo FM. Au regard de ce qui précède, il reviendra à cette étude de déterminer l'intensité des discussions citoyennes sur ces deux plateformes numériques dans le contexte électoral de la RDC en 2018.

La pertinence politique de cette étude réside dans la mesure où la stabilité, la reconstruction et le développement de la RD Congo, en particulier, et des autres pays du monde, en général, requièrent l'engagement et la participation citoyenne dans le choix et le contrôle citoyen des gestionnaires publics, devant notamment élaborer et exécuter les lois au profit de l'ensemble des populations congolaises ou autres. Il convient de souligner le rôle et l'impact des médias dans l'accomplissement des interactions, la formation idéologique, l'instauration et la consolidation du leadership social et des pratiques démocratiques (Muhlmann, 2006).

La pertinence sociopolitique de cette étude trouve son fondement dans la meilleure compréhension des médias numériques, précisément la radio en ligne et sa diffusion sur le réseau social Facebook. Ainsi, elle proposera des pistes de réponse à l'hypothèse selon laquelle ces nouvelles radios concourraient à l'augmentation du niveau de participation citoyenne de leurs propres utilisateurs. Ces derniers concourraient en retour à l'amélioration de la qualité des publications de RFI et de Top Congo FM par l'entremise de la plateforme Facebook.

Dans le même ordre d'idées, la pertinence scientifique de cette étude consiste à préciser le rôle des médias sociaux et à illustrer une forme d'appropriation par une population bien déterminée dans le temps et dans l'espace, les francophones engagés et intéressés par la vie politique de la RD Congo. La définition claire et précise de ce public cible permettra, par des critères d'analyse appropriés, l'approfondissement et l'obtention des résultats de recherche fiables et convaincants. Des tels résultats seront susceptibles de penser le rôle des médias socionumériques, sans manquer de contribuer à l'avancement des connaissances et des savoirs.

## CHAPITRE II

### CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL

Après la problématisation, une étude cohérente se construit grâce à une théorisation ou un « cadre théorique et conceptuel » qui permet d’orienter l’analyse ou de fournir des pistes pour tester les hypothèses. Pour paraphraser l’affirmation du professeur Charbonneau O., il appert, généralement, que le cadre théorique consiste à identifier, décrire et incorporer à son projet de recherche les théories, idées ou écoles de pensées à prendre en compte, afin d’orienter, de construire et d’alimenter le projet de recherche. Le cadre conceptuel, quant à lui, désigne les mots-clés retenus à employer dans le projet de recherche, en tenant compte du sens précis de chacun de ces mots. Cela, évidemment, en fonction des théories choisies. « Déclarer son (ses) cadre(s) théorique(s) est l’étape préalable à préciser son cadre conceptuel, le premier ayant un impact majeur sur le second. Ainsi, le projet de recherche s’ancre dans les idées (cadre théorique) dont découle des mots (cadre conceptuel) pour articuler ses hypothèses ou ses objectifs de recherche<sup>44</sup> ».

#### 2.1 Approches théoriques

Deux approches théoriques seront mobilisées afin de mieux cerner et développer le cadre théorique et conceptuel de ce travail scientifique. Il s’agit, d’abord, *de la participation en ligne*, relevant de la gouvernance, de la démocratie participative, de la citoyenneté, abordée à la lumière de la *sociologie des usages* qui s’intéresse à la médiation entre l’usager et son dispositif technique. Assimilée à la participation citoyenne, cette « citoyenneté technologique » (Barry, 2007) sera par ailleurs mise en perspective grâce aux éclairages de

---

<sup>44</sup> <https://www.culturelibre.ca/2010/03/10/etapes-de-la-recherche-et-cadre-conceptuel/>

*l'ordre de l'interaction*, qui traite des normes régissant les rapports humains. Les lectures d'auteurs variés comme Blondiaux, Coutant, Rieffel, Tocqueville, Hobbes, Marx, Proulx, De Certeau, Goffman et Akrich contribueront à répondre aux questions de recherche générale et spécifiques énumérées précédemment. Les deux dernières théories ci-haut citées méritent plus de développement dans le cadre de cette étude de nature socio-numérique.

### 2.1.1 La participation en ligne

Partant de son évolution, de son dispositif technique et des courants d'idées qui en découlent, internet favorise plus que jamais une participation intense des utilisateurs à l'espace public. Encourager l'interaction et minimiser la séparation entre émission et réception, activité et passivité, professionnels et amateurs justifient l'aménagement des technologies du Web. Ce qui a engendré diverses et inédites formes de participation. Les forums, les chats, les commentaires sous les articles de blogs, les wikis et les réseaux sociaux numériques, tels que Facebook ou Twitter sont des outils ou des instruments qui convoient l'histoire et l'évolution des réseaux d'utilisateurs. « Omniprésents sur la plupart des pages du Web, ces dispositifs de communication facilitent l'interaction entre le producteur de contenu et son lecteur en laissant à ce dernier la possibilité de participer à la conversation en ligne et de se coordonner avec d'autres... » (Cardon, 2013). Cet état des choses a contribué significativement au rayonnement « numérique » des instruments de participation démocratique. Et selon Cardon, Internet était à la fois le lieu d'une réactivation des capacités expressives des individus et celui d'un possible contournement du contrôle exercé par les élites médiatiques sur le débat public.

Par ailleurs, d'après Coutant et Rueff (Coutant et Rueff, 2022), « parler de « participation politique » n'est pas sans poser problème pour qui s'intéresse aux réseaux sociaux, tant cette expression semble renvoyer à des pratiques multiples et variables, dont l'unité paraît difficilement décelable. Pour circonscrire un peu mieux les réalités empiriques auxquelles se réfère cette notice, nous suggérons de les contextualiser par rapport à la distinction,

désormais classique en philosophie politique, entre la société politique (autrement dit l'État) et la société civile. » les diverses manifestations Toutes les manifestations de participation politique – participation citoyenne, en termes plus adaptés - ponctuées par les réseaux sociaux s'intercaleraient sur axe curviligne entre la société politique et société civile . Tout compte fait, notamment en tenant compte de leur degré de politisation à expliquer ultérieurement, ces manifestations prennent place dans un espace pouvant être représenté comme suit :

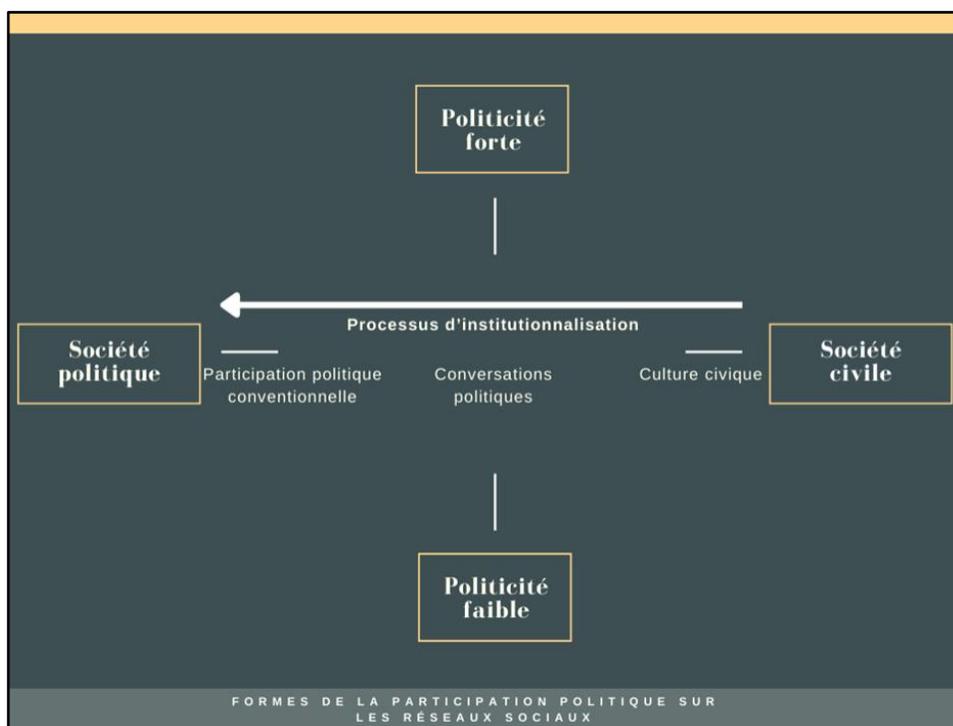


Figure 2.1 – Formes de la participation sur les réseaux sociaux

Les organisations dites « privées » composent la trame de la société civile. Cela étant, les entités collectives très diverses, à l'instar des entreprises, des associations, des syndicats, des familles et autres constituent la société civile. Par contre, l'ensemble des institutions administratives, policières et militaires par lequel des acteurs gouvernementaux exercent leur pouvoir représente la société politique. Ainsi, toutes les organisations dites « publiques » s'identifient à la société politique. Par conséquent, les activités de nature politique des usagers des

réseaux sociaux peuvent être classées de manière suivante: (1) les activités politiques « conventionnelles » s'accomplissant dans le cadre des institutions politiques les plus opérationnelles ou actives dans nos démocraties représentatives ; (2) les échanges ou conversations politiques sur des questions collectives ou vitales ayant trait à la fois à la société politique et à la société civile ; (3) les pratiques se rapportant au mode de vie des usagers, en tant que membres de la société civile, et ayant des incidences sur leur environnement social, constituant une culture civique. Couvrant toutes activités citoyennes, la participation politique relevant de la appartenant à la première catégorie est visiblement facile à appréhender. Elle aide à exercer une pression sur les autorités publiques et à influencer leurs gouvernances.

La spécificité de ce type de participation politique réside dans le sens qu'il demeure encadré par des dispositifs sociotechniques conçus par des acteurs de la société politique (pour permettre le vote en ligne, participer à l'élaboration d'un programme et autres) ou ayant fait l'objet d'une appropriation par ces derniers (à l'instar des espaces créés sur Facebook, Twitter ou YouTube à des fins de marketing ou de publicité politique). Dans le même registre, il convient d'évoquer diverses pratiques informationnelles (abonnement aux comptes Twitter ou Facebook de responsables gouvernementaux, etc.), des débats politiques publics et institutionnels, des consultations publiques des consultations, des concertations entre militants au sujet de l'organisation d'une campagne électorale.

Regroupant les conversations des usagers sous la médiation des réseaux sociaux, la deuxième catégorie de participation politique en ligne déploie ses interactions en dehors des dispositifs sociotechniques de la société politique, tout en abordant des problématiques habituellement associées à cette même société politique (son vecteur et ses thématiques d'action rapproche ceux des partis politiques). Ce qui peut être à l'origine de nouvelles forces engagées pour la conquête et la conservation de la société politique (à l'exemple du mouvement Cinq étoiles en Italie, dont l'émergence doit beaucoup au blog de son fondateur, Beppe Grillo, et aux interactions discursives subséquentes de ses militants par les réseaux sociaux). Dans le sillage

de ce type de participation émergent aussi des mouvements sociaux qui rassemblent des individus ne s'identifiant pas à des organisations politisées (syndicats, partis politiques, etc.), tels que les « Gilets jaunes » pour s'en convaincre.

Il convient de souligner que les interactions discursives se rapportant à seconde catégorie de participation politique en ligne, peuvent parfois prendre des tournures très polémiques – ce qui explique l'idée d'une « brutalisation » des débats publics – sans néanmoins que cette observation puisse être généralisée à toutes les conversations politiques médiées par les médias sociaux.

Enfin, la troisième catégorie de participation politique sur les réseaux sociaux s'écarte des formes communément admises comme « politiques ». Elle comprend toutes les activités auxquelles s'adonnent au quotidien le commun des mortels à travers les réseaux socio-numériques sous l'angle politique. C'est le cas d'un témoignage sur Facebook ou Tik Tok en rapport avec les élections ou la gouvernance dans un pays ou un autre. Ces formes d'expression traduisent les sens de représentation de la politique par l'opinion populaire, sans oublier ses attentes et ses choix de participer ou non à des espaces de débat plus institutionnalisés

Plus encore, ces activités constituent un préalable à l'exercice de la citoyenneté, en ce qu'elles stimulent le développement de certaines compétences favorisant un éventuel engagement dans la vie de nos institutions démocratiques représentatives ou délibératives. Peter Dahlgreen qualifie de « culture civique » cette prolifération, en permanente évolution, d'activités de coordination et de collaboration pour faire face aux problèmes de la vie quotidienne et qui s'incarne dans tous les contextes ordinaires. Ces institutions se caractérisent par leur accomplissement en dehors de leur champs.

Il convient de souligner que toutes les activités en ligne ne sont pas forcément liées aux activités ou aux visées politiques. Néanmoins, elles concourent réellement à la transformation de leur environnement social. « Toutes les femmes ayant, par exemple,

témoigné de violences sexuelles à l'occasion du mouvement #metoo n'attribuaient pas nécessairement une signification politique à leur geste. Pourtant, nous savons à présent que l'accumulation et la publicisation de ces paroles ont eu une incidence sur les normes sociales à l'œuvre dans les rapports de genre », ajoutent Coutant et Rueff. Par ailleurs, Il faudra reconnaître aussi que les éventuelles transformations qu'occasionnent les activités en ligne ont une portée non négligeable sur l'environnement social de leurs usagers. Celles-ci peuvent impacter autant leurs relations sociales immédiates (ce que les sociologues appellent « les liens primaires ») que la société à laquelle ils appartiennent. À titre illustratif, la signature de pétitions circulant sur les réseaux sociaux, à l'instar des pétitions envoyées par des organisations écologistes à des responsables gouvernementaux, peut ainsi occasionner des réformes dont la portée excède largement le cercle restreint de la famille, des amis ou de quelques collègues. Par contre, l'interpellation d'un député sur sa page Facebook à propos du volume sonore excessif du voisinage n'exercera qu'une influence limitée sur l'environnement social d'un citoyen vindicatif, affirment Coutant et Rueff.

L'importance ou la valeur des moyens mis en œuvre pour l'atteinte avec efficacité d'un objectif politique ou social par une activité en ligne requiert aussi attention. Tel est le cas de la diffusion d'un extrait vidéographique sur des sévices corporels infligés à un écolier noir par un groupe de policiers blancs aux États-Unis d'Amérique. La brutalité des forces de l'ordre sur cet être vulnérable et de couleur suscitera inévitablement un tollé général dans l'opinion internationale. Contrairement, la création et le lancement d'une page Facebook dans les perspectives de planifier, d'organiser et de superviser une campagne contre la tuberculose sont contraints aux exigences de performance.

Le développement précédent permet d'épingler les activités observées au sein d'un espace de participation politique sur les réseaux sociaux à la manière des quelques exemples illustrés ci-dessous :

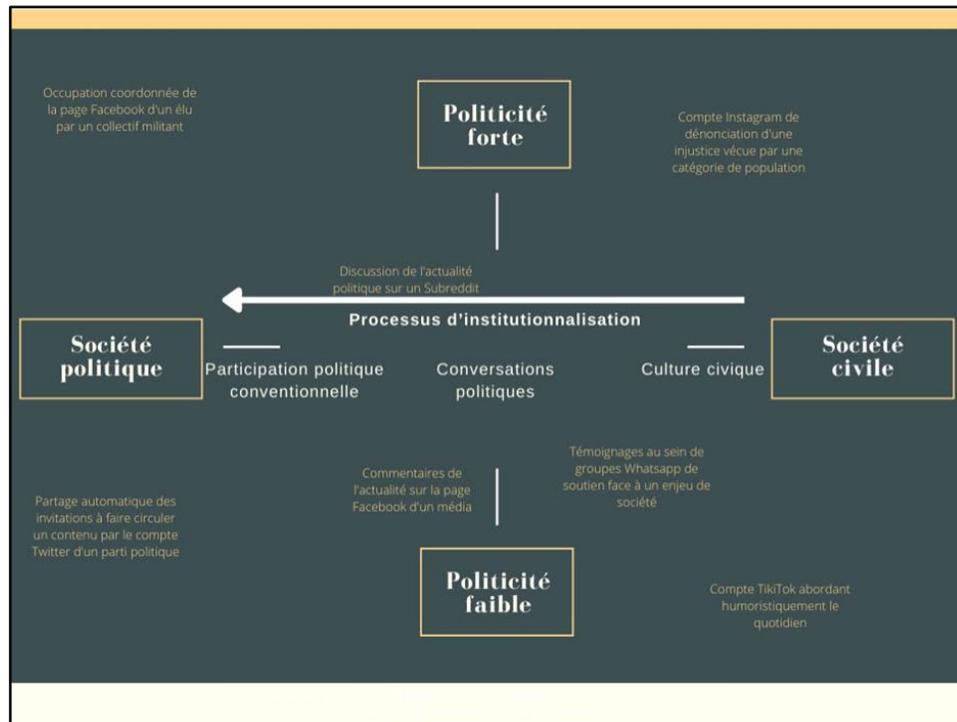


Figure 2.2 – Activités observées au sein d'un espace de la participation politique sur les réseaux sociaux

Par ailleurs, il convient de souligner l'effet produit par la symbiose entre la participation sociale en réseau et les stratégies des principaux acteurs impliqués (Tao, 2018). Incontestablement, les nouveaux médias sont perçus comme une alternative aux "agenda-setters" (Ibidem). Différents acteurs s'approprient les réseaux sociaux pour influencer sur l'agenda médiatique. Le gouvernement a dû ainsi faire face à de nouveaux défis, qu'il n'avait jamais rencontrés auparavant. Qui sont les acteurs les plus impliqués dans ces participations sociales ?   cette question essentielle, l'étude de Coutant et de Ruef dégage entre autres trois types d'acteurs essentiels qui favorisent les engagements sociaux ainsi que les débats publics en ligne : les intellectuels publics, les ONG, ainsi que les citoyens ordinaires politisés.

S'agissant des intellectuels publics, d'après Jurgen Habermas, le courant de l'opinion publique « suit un canal plutôt vertical : des couches supérieures vers celles qui leur sont respectivement inférieures ; les "leaders d'opinion dans le domaine des affaires publiques

« sont en général plus aisés et plus cultivés, jouissent d'un statut social meilleur que les membres des couches où s'exerce leur influence » (Habermas, 1993, p. 221).

Sans être choisi par un corps électoral représentatif, les ONG, remplissent les fonctions de dénonciation et de témoignage bien identifiées. Amnesty International ou Human Rights Reporter sans frontières, Journalistes en danger sont le prototype de ces organisations qui dénoncent des abus, des violences souvent d'État, au nom d'une moralité universelle appelée droits de l'homme. De plus en plus, ces ONG étendent leur sphère d'action en s'impliquant également dans la recherche des solutions techniques et sociales sur la pauvreté, la santé, l'éducation, l'environnement, le climat, les catastrophes naturelles, les abus de pouvoir, les droits de l'homme, etc.

Hormis les intellectuels publics et les organisations non gouvernementales, (ONG), le troisième acteur essentiel concerne les citoyens ordinaires politisés, qui se veulent libres de participer uniquement aux causes de leurs choix. Cela renvoie à la définition du néo-militantisme donnée par Fabien Granjon. Selon l'auteur, les formes d'engagement militant sont passées « d'un militantisme « traditionnel » à un engagement distancié » (Granjon, 2003). Granjon révèle donc ici trois niveaux d'engagements sociaux : les participations sociales non-conflictuelles, les protestations sociales au profit de l'intérêt général, ainsi que les protestations liées aux injustices.

Premièrement, les participations sociales non-conflictuelles impliquent une variété de tactiques subtiles développées par les citoyens ordinaires favorisant les débats publics en ligne. Bien que la censure s'avère être de plus en plus sévère, de nombreux moyens de contournement permettent aux citoyens contourner ces contraintes. Dans de nombreux cas, ces tactiques manifestent une créativité sarcastique : l'allusion, le jeu de mot ou le dessin coexistent sur Weibo. Par exemple,

Deuxièmement, les protestations sociales au profit de l'intérêt général couvrent des revendications sociales de plus en plus diversifiées, telles que la protection de l'environnement ou la sécurité alimentaire. « Internet est devenu en Chine un répertoire de protestations privilégié » (Ibid.) qui occupent aujourd'hui les principales thématiques des discussions en ligne. Les événements qui y sont liés peuvent rapidement susciter des répercussions et stimuler des débats à grande échelle. Le scandale des vaccins périmés concerne une vente de vaccins... en 2016 et la critique nationale contre la pollution de l'air en Chine, à la suite du documentaire « Sous le dôme enquête sur le brouillard chinois » réalisé par une journaliste Chai Jing, en sont des représentations typiques.

Troisièmement, Séverine Aesene souligne l'importance des protestations liées aux injustices : « La protestation en ligne n'est plus l'apanage des dissidents. Elle est désormais considérée comme un élément légitime du répertoire d'action de tout citoyen ordinaire, dès lors qu'il est victime d'une injustice » (Ibid.). Il convient de noter que les réclamations individuelles sont susceptibles de se traduire par des revendications sociales ou encore des mouvements collectifs aussi longtemps que les gens se rendront compte que ce genre d'injustices est universel. (Tao, Tingting, 2018)

S'agissant de la participation politique/citoyenne, il sera essentiel de distinguer les formes de participation en démocratie. Hormis les aspects liés à la démocratie participative et la démocratie représentative, Loïc Blondiaux et Christophe Traïni abordent aussi la question de la participation politique sous un angle plus original en tenant compte particulièrement des facteurs émotifs. En plus, ils y associent conseils de quartier, conseils de jeunes, débats publics, dialogues citoyens, budgets participatifs, conférences de consensus, sondages délibératifs...

Soulignons par ailleurs que la sociologie des usages (Jauréguiberry, Proulx, 2011) insiste sur la co-construction des phénomènes sociotechniques. La forme que prennent les débats politiques sur la page de RFI Facebook devra donc être décrite sous l'angle de cette rencontre entre les dimensions de la pratique sociale qu'est la participation politique et les affordances

spécifiques et évolutives qu'offre Facebook pour son expression. Dans le même registre, Flichy (2003) souligne ainsi l'intérêt d'analyser la chaîne des médiations entre technique et société, de s'intéresser, comme l'a proposé Noble, aussi bien à la technique en train de se faire qu'à la technique déjà faite. C'est donc sous cet angle de transformation technique permanente que nous analyserons les interactions et leurs retombées dans la participation politique à travers RFI/Facebook.

### 2.1.2 L'ordre de l'interaction

Les recherches sur la participation politique/ citoyenne soulignent l'importance des résultats attendus en termes de façons de d'exprimer. C'est sur ce point que les connaissances issues de l'interactionnisme nous permettront d'approfondir notre analyse.

Caractérisé par l'articulation entre pratiques langagières et structure sociale, l'ordre social a véritablement pour cadre de constitution l'interaction, selon Erving Goffman. C'est sous le nom d'« ordre interactionnel » que celui-ci présente la création d'un domaine de recherche à part entière dans une allocution préparée pour l'American Sociological Association en 1982. Grâce au développement des technologies d'enregistrement audiovisuel, des chercheurs comme Charles et Marjorie Goodwin, ou encore Christian Heath, sont parvenus à en montrer toute la complexité matérielle, spatiale et corporelle de ce programme de recherche pluridisciplinaire.

En effet, dans sa percée de recherche, Charles Goodwin livrera une approche qui englobe l'ensemble des structures sociales, culturelles, matérielles et séquentielles, aussi bien que des formes langagières, qui les constituent. La prise en compte de la multimodalité des échanges participe de l'enrichissement de cette perspective sur les interactions sociales où est intégrée désormais l'étude de l'ensemble des ressources mobilisées par les participantes - prosodie, phonétique, syntaxe, lexicale, gestes, regards, mimiques, postures -, y compris les rapports entre les corps et leur inscription dans l'espace, à laquelle s'ajoute récemment la dimension multisensorielle (Mondada, 2021).

Au titre d'expression citoyenne, la participation implique aussi l'interaction. Or, Goffman souligne que toute interaction sociale s'organise selon un principe de « gestion des impressions », au travers duquel chaque individu s'engage dans une « position » à la fois adaptée au « cadre social » de l'interaction et coordonnée aux autres positions adoptées par les coparticipants. Ici, la notion de position renvoie aux « attitudes que nous prenons envers nous-même et des autres personnes présentes, telle qu'elles s'expriment dans la manière dont nous traitons la production et la réception d'une énonciation » (Goffman, 1987 : 137). Bien évidemment, les discussions autour des publications de RFI/Facebook s'allient confortablement à l'approche interactionnelle et incarnée de l'identité, qui permet d'aborder à nouveaux frais la notion d'ethos, désormais étendue à tout type d'interaction sociale et entendue comme une ressource constitutive, collaborative et contextualisée de tout échange interpersonnel (Denouël, Granjon et Aubert, 2014).

## 2.2 Cadre conceptuel

Il convient de souligner que la définition des mots-clés est la première étape de la rédaction du mémoire. « Les mots-clés (ou descripteurs) servent à traduire en langage « contrôlé » des notions exprimées en langage « naturel » et à partir des mots-clés, le lecteur sera capable d'identifier sur quelle(s) théorie(s) ou littérature(s), l'auteur s'appuie. Cependant, une définition plus extensive des mots-clés aide à décrire et à synthétiser le contenu du mémoire » (EHESP, 2009 : 2). Cette étude exige l'usage omniprésent des concepts de base tels que la participation politique/la participation citoyenne et le réseau socionumérique. En d'autres termes, il convient de bien circonscrire ces concepts dans l'étude.

Après avoir planché sur la participation politique (ou citoyenne), l'ordre interactionnel, il convient d'apporter de l'éclairage ou des précisions supplémentaires autour de quelques concepts se rapportant à notre grille d'analyse, notamment, la gouvernance, la parti politique et le néo-colonialisme.

D'abord, la gouvernance est simplement la manière de diriger ou d'exercer le pouvoir politique ou public. Selon Jon Pitseys (2010), La gouvernance désigne un concept commode. Une idée descriptive de la réalité, mais aussi un idéal normatif associé à la transparence, à l'éthique, à l'efficacité de l'action publique. Ce faisant, la conception de la gouvernance va au-delà des limites de l'action publique, tout en conservant toute son objectivité technique. Le mot « gouvernance » fait sérieux tout en promettant des lendemains qui chantent aux théoriciens de l'action publique. Ce faisant, le discours de la gouvernance fait l'objet d'une double confusion. La première tient aux vertus qui lui sont associées, la seconde aux défauts qui lui sont imputés.

Ensuite, « Perspective Monde » de l'École de politique appliquée de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke (Québec/Canada), définit le parti politique comme une organisation durable qui vise à conquérir et à exercer le pouvoir en défendant un certain nombre d'idées définies dans un programme. Cette organisation pense aussi à conserver le pouvoir le plus longtemps.

Une définition plus approfondie mais restrictive de parti politique évoque « Une organisation durable, c'est-à-dire une organisation dont l'espérance de vie politique est supérieure à celle de ses dirigeants en place ; une organisation locale bien établie et apparemment durable, entretenant des rapports réguliers et variés avec l'échelon national ; la volonté délibérée des dirigeants nationaux et locaux de l'organisation de prendre et d'exercer le pouvoir, seuls ou avec d'autres, et non pas – simplement – d'influencer le pouvoir ; le souci, enfin, de rechercher un soutien populaire à travers les élections ou de toute autre manière » (La Palombara et Weiner, 1966). Par contre, une définition savante et extensive du parti politique désigne « Des *sociations* reposant sur un engagement (formellement) *libre* ayant *pour but* de procurer à leurs *chefs* le *pouvoir* au sein d'un groupement et à leurs *militants actifs* des *chances* – *idéales* ou matérielles – de poursuivre des *buts objectifs*, d'obtenir des *avantages* personnels ou de réaliser les deux ensemble » (Offerlé, 2012).

Enfin, « Perspective Monde » de l'École de politique appliquée de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke (Québec/Canada) considère que le terme « néo-colonialisme » fait référence à une situation de dépendance réelle d'un État à l'endroit d'un autre sans pour autant être associée à une dépendance formelle, juridique et politique, celle-là même qui caractérise le colonialisme. La fin du colonialisme, dans la foulée des indépendances nationales des années 1950 et 1960, a entraîné, du moins dans bien des cas, le début du néo-colonialisme.

Après avoir apporté de l'éclairage sur les trois concepts-phares de la suite de notre travail, un corridor est ainsi ouvert, afin de mieux définir le contour et l'angle de notre analyse du contenu, notamment relever les éléments de base des dynamiques d'interventions des utilisateurs de la page Facebook .RFI/Afrique,

De façon approfondie, nous dégagerons les traces de participation citoyenne des acteurs intervenants (acteurs de la société civile, agents organisateurs des élections, personnalités politiques, journalistes, militants des partis politiques, citoyens non partisans) à travers les articles publiés pendant la campagne électorale, le jour des élections et après publication des résultats. En effet, si la liberté d'expression des citoyen(ne)s est plutôt considérée a priori comme un signe de bonne santé démocratique (Rosanvallon 2015 ; 2014), les prises de paroles et conversations découlant de la prolifération de dispositifs numériques de communication génèrent des attitudes plus ambivalentes de la part des acteurs habitués à occuper l'espace public (Citton, Puaud et Rebeyrolle 2019 ; Badouard et Girard 2021 ; Giry et al. 2022).

Comme l'indique le tableau ci-dessous, Il sera entre autres question d'analyser les dynamiques d'interventions en indiquant comment s'établissent et se construisent les interactions entre les acteurs précédemment cités : Selon Rueff, la façon d'informer et de communiquer politiquement, en d'autres termes les manières de mobiliser l'effectif ou les

gouvernants/citoyens pour obtenir des bénéfices (information, formation, démocratie, participation politique, néo-colonialisme ou domination /aliénation, production d'hégémonie, discussion citoyenne, gain de ressources, etc.), les actions effectives ou interactions sociales ou discussions citoyennes (coercition/attaque et consentement/soutien), la motivations effectives ou profondes de ces acteurs (raisons et légitimations), les relations d'amitiés ou d'alliances (observables et perçues), les relations d'inimitié ou d'antagonisme (observables + perçues), les relations de complémentarité (observables + perçues), le déroulement ou de circulation des événements.

Dans le même registre, il conviendra également de porter un regard sur les formes d'interactions ou nature et l'organisation des fils de discussion sur les réseaux sociaux, la longueur des échanges, les réactions isolées au post initial ou échanges conversationnels. La récurrence de participants et les signes d'interpellation et/ou d'interconnaissance.

Tableau 2.1 – Grille d'analyse du potentiel de participation politique/citoyenne de la conversation

Traces de participation politique/citoyenne	Campagne électorale	Jour des élections	Après publication des résultats
<b>Acteurs intervenant (acteurs de la société civile, militants du partis, personnalités politiques, les journalistes)</b>			
Informers et communiquer politiquement : manières de mobiliser l'effectif ou les gouvernants/citoyens pour obtenir des bénéfices (information, formation, démocratie, participation citoyenne, néo-colonialisme, domination/aliénation, production d'hégémonie, discussion citoyenne, gain de ressources, etc.)			
Actions effectives ou interactions sociales/discussions citoyennes (coercition/attaque et consentement/soutien)			
Motivations effectives des acteurs (raisons et légitimations)			
Relations d'amitiés/alliances (observables + perçues)			
Relations d'inimitié/antagonisme (observables + perçues)			

Traces de participation politique/citoyenne	Campagne électorale	Jour des élections	Après publication des résultats
Relations de complémentarité (observables + perçues)			
Circulation des événements			
<b>Formes d'interactions ou nature et l'organisation des fils de discussion sur les réseaux sociaux numériques</b>			
Longueur des échanges			
Réactions isolées au post initial ou échanges conversationnels			
Récurrence de participants			
Signes d'interpellation et/ou d'interconnaissance			

## CHAPITRE III

### STRATÉGIE DE RECHERCHE

#### 3.1 Sommaire méthodologique

À la lumière de ce qui précède, le cadre théorique et conceptuel tracé répond à la problématique. Il a permis d'identifier les concepts à mobiliser en les définissant, afin de les adapter aux perspectives, à l'hypothèse et aux objectifs du projet de recherche. La grille d'analyse ci-dessous découle des concepts définis et déterminera aussi la méthodologie appliquée. Ce qui se conforme à ce que De Bonville aborde dans la description des messages et qui sert ici des lunettes analytiques : l'analyse de contenu s'intéresse à tous les types de messages, écrits (presse), oraux (radio), visuels (affiches, annonces, etc.), audiovisuels (télévision, cinéma, etc.), audio-scripto-visuels (multimédia, Internet, etc.). Mutatis mutandis, les règles de méthodologie de l'analyse de contenu sont d'application universelle. Certes, il faut prendre en compte le lexique, la syntaxe ou la rhétorique propres à chaque type de langage, mais quel qu'en soit le support médiatique ceux-ci peuvent tous être soumis à l'analyse de contenu (De Bonville, 2006).

Substantiellement, l'apport de la RFI et de Top Congo FM à la participation citoyenne peut être observé dans certaines conditions, en ligne et hors ligne. Le lien entre internautes et RFI ainsi que Top Congo FM, en tant que médias d'information, et, d'autre part, les éléments de preuve de la participation politique au moyen de ces deux médias d'information peuvent s'observer dans la forme que prennent les discussions en ligne sur les espaces de RFI et Top Congo FM, mais ce premier matériau gagnerait à être complété par des entretiens plus approfondis avec les utilisateurs congolais de pages Facebook RFI-Afrique et Top Congo FM

pour restituer les conversations observées en ligne au sein de l'espace plus large du débat politique sur les élections en RD Congo.

Il aurait été plus riche de choisir un terrain composé de ces différents matériaux pour conforter nos résultats. Cependant, à la suite des restrictions découlant de la persistance de la crise sanitaire à la Covid-19 en plein développement de cette étude et le temps à y allouer étant limité, il est plus réaliste et plus pratique d'adopter une voie de recherche classique reposant principalement sur l'analyse du contenu documentaire (Bardin, 2007). Pour le cas d'espèce, il est question d'analyser quelques publications sur les pages Facebook RFI-Afrique et Top Congo FM, d'abord, et les interactions qu'elles génèrent chez leurs utilisateurs, ensuite. Nous avons donc opté pour une analyse des discours en ligne (Jouët et Le Caroff, 2013). Il s'agira de regrouper un corpus à analyser selon une grille composée des enjeux politiques identifiés par nos concepts. Cela permettra de nous exprimer à propos des dynamiques d'interventions et de la forme de participation citoyenne observée sur les pages Facebook de RFI et de Top Congo.

Scientifiquement, par l'analyse du contenu, nous nous emploierons à déterminer si les contenus sélectionnés ou les dynamiques d'interventions relèvent de la participation citoyenne ou d'autres genres d'échanges. Les critères théoriques découlant des approches sur la participation politique/ citoyenne faciliteront cette analyse. Il convient donc de souligner que cette étude n'a pas la prétention de confirmer ou de valider que la RFI ou TOP CONGO FM est un support de consolidation et de promotion de la démocratie en RD Congo. Elle tentera plutôt de repérer s'il y a un potentiel de participation politique à prendre en compte, à travers les publications de RFI et TOP CONGO FM et les interactions qui en découlent, d'une part, et de décrire sa forme, d'autre part.

### 3.2 Détermination du corpus principal

On appelle corpus l'ensemble fini d'énoncés écrits ou enregistrés, constitué en vue de leur analyse linguistique<sup>45</sup>. En d'autres termes, c'est l'ensemble des objets ou matériaux que l'on va étudier. Pratiquement, il est question dans notre cas de sélectionner les publications (informations journalistiques) traitant des activités électorales (pendant la campagne électorale, le jour du vote et après la proclamation des résultats) et d'en extraire les commentaires et, enfin, d'y repérer des traces d'éléments de participation politique/citoyenne.

Notre corpus principal devra répondre à deux critères. Le contenu de RFI ou de Top Congo FM devra concerner la politique en RD Congo, notamment autour des élections du 30 décembre 2018. Par ailleurs, ce contenu devra avoir suscité des réactions minimalement argumentées, c'est-à-dire dépassant le seul emploi des emojis ou humeurs Facebook et développant une argumentation, même minimale. Il va donc falloir mener une analyse à travers le corpus constitué de publications retenues, puis vérifier si les traits ou éléments de participation politique/citoyenne sont récurrentes ou se retrouvent souvent dans les postes.

Au total, 47 articles ont été publiés par RFI-Afrique/Facebook et 34 par Top Congo FM sur l'élection présidentielle de décembre 2018 en RD Congo, entre la période pré-électorale et la publication des résultats définitifs (Voir annexe). Cependant, 44 articles signés par RFI et 31 articles diffusés par Top Congo FM ont été mis au second plan du simple fait que leurs contenus sont moins riches que ceux choisis. En fin de compte, six publications de RFI Afrique/Facebook et Top Congo FM sur l'élection présidentielle du 30 décembre 2018 en RD Congo constitueront donc, à part égale, notre corpus principal. Ces publications sont repérées par le lancement de la recherche dans la barre de recherche ou l'historique de la page Facebook RFI/Afrique ou TopCongo FM. Ensuite, les publications repérées sont sélectionnées parmi un flux de publications de RFI Afrique et Top Congo FM en se basant sur l'importance du nombre de réactions c'est-à-dire nombre de clics, de commentaires et de partages, la

---

<sup>45</sup> <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/corpus/19410>

durée des discussions à compter de la date de diffusion (continuité en estompe). Dans l'intention de mesurer simplement le degré de participation citoyenne des utilisateurs de la Page Facebook RFI/Afrique et Top Congo FM, les six publications seront analysées, sans tenir compte des identités et de la localisation des utilisateurs interagissant avec ce média international français, principalement, et le média local congolais, secondairement.

Par ailleurs, suite à certaines contraintes d'ordre temporel et matériel, ces six principales publications (trois publications de RFI et trois publications de Top Congo FM) recelant du potentiel sur le débat seront analysées particulièrement ou de façon isolée puis seront comparées selon l'approche média contre média, afin de déterminer le corpus principal émanant d'un de ces deux médias et ayant provoqué le plus de discussions.

Les six publications principalement ciblées datent de la période allant du 22 novembre 2018 (date du début de la campagne électorale), au 24 janvier 2019, (date de la prestation de serment du nouveau président élu devant la Cour constitutionnelle) : pour souci d'équilibre dans le temps et dans l'espace, pour chaque organe de média, une première publication est extraite de la période de la campagne électorale (du 22 novembre au 21 décembre 2018), une deuxième publication du jour des élections (le 30 décembre 2018) et une troisième publication de la période comprise entre la date de la publication des résultats provisoires de l'élection présidentielle par la Commission électorale nationale indépendante et la date de prestation de serment du nouveau président élu devant la cour constitutionnelles (entre les 9 et 24 janvier 2019).

Les tâches de repérage de quatre-vingts et une publications de ces deux médias et de la sélection de six publications ont pris environ deux semaines soit 15 jours dont 10 jours pour la page Facebook RFI/Afrique et 5 jours pour la page Facebook Top Congo FM

Il convient de souligner que les publications sélectionnées ont obéi aux critères quantitatifs et qualitatifs suivants : nombre des réactions dont les commentaires, les likes, les partages, taille et format des interventions, moment dans la campagne, etc.). Ces critères sont objectifs

et répondent aux attentes liées à la participation citoyenne ou à l'engagement citoyen. Toutes les publications ou articles sélectionnés sont potentiellement riches en informations d'actualité et à caractère électoral ou politique.

Finalement, les publications ou articles sélectionnés sont soumis à l'analyse, selon les dynamiques d'interventions qui s'y dégagent. Ci-dessous les six publications sélectionnées assorties respectivement de leur titre, date de publication et détails sur les types de réactions, interventions ou discussions.

S'agissant de RFI

<https://www.facebook.com/RFI.Afrique/posts/2072482592840400>

Titre : Un scrutin présidentiel se tient en RDC dimanche 23 décembre. RFI reçoit ce matin, dans l'ordre, le docteur Kodjo Ndukuma, l'un des porte-parole du candidat de la majorité présidentielle, Emmanuel Ramazani Shadary ; puis Félix Tshisékédi, opposant, président de l'UDPS ; et enfin Martin Fayulu, opposant, candidat de la coalition Lamuka. Trois poids lourds qui dévoilent leur programme. L'élection avait finalement été reportée au 30 décembre 2018  
Publication du 20 décembre 2018 avec 190 émoticons 181, 65 commentaires, 43 partages.

Il convient de souligner que la période de campagne électorale a été marquée entre autres par la tournée des candidats à travers l'ensemble du territoire national, la violence entre les partisans des candidats favoris, le manque du débat contradictoire officiel entre les candidats

<https://www.facebook.com/RFI.Afrique/posts/2087134894708503>

Titre : Les trois principaux candidats à la présidence congolaise

Publication du 30 décembre 2018 (jour de vote) avec 357 émoticons, 101 commentaires, 40 partages

<https://www.facebook.com/RFI.Afrique/posts/2109586312463361>

Titre : « Où se trouve la vérité des urnes ? »

Publication du 15 janvier 2019 avec 435 émoticônes, 166 commentaires, 339 partages

Le tableau suivant donne des statistiques sur les trois publications RFI-Afrique/Facebook sélectionnées

Tableau 3.1 – Publications RFI-Afrique/Facebook

No	Titre et date de la publication	Nombre/ émoticônes	Nombre / partages	Nombre/ commentaires
1	Un scrutin présidentiel se tient en RDC dimanche 23 décembre <b>20 décembre 2018</b>	190	43	65
	<i>Période de campagne électorale</i>			
2	Les trois principaux candidats à la présidence congolaise <b>30 décembre 2018</b>	357	40	101
	<i>Jour de vote</i>			
3	Où se trouve la vérité des urnes ? <b>15 janvier 2019</b>	435	339	166
	<i>Après publication des résultats définitifs</i>			
	<b>Statistiques</b>	<b>982</b>	<b>422</b>	<b>332</b>

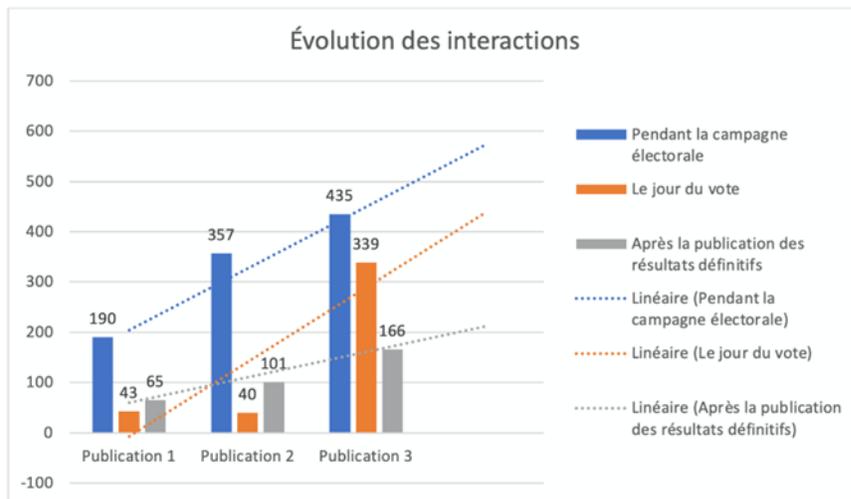


Figure 3.1 – Évolution des interactions (1)

#### En ce qui concerne Top Congo FM

<https://www.facebook.com/profile/100064695426302/search/?q=felix%20tshisekedi%20decembre%202018> / <http://mobile.topcongo.fm/article/apres-ludpsunc-la-coalition-lamuka-accepte-la-machine-a-voter-3510>

Titre : Après l'UDPS/UNC, la coalition lamuka accepte la machine à voter

184 émoticons, 145 commentaires, 87 partages

16 décembre 2018

<https://www.facebook.com/profile/100064695426302/search?q=shadari%20emmanuel> / <http://mobile.topcongo.fm/article/qui-de-shadary-fayulu-ou-tshisekedi-3535>

Titre : Qui de Shadary, Fayulu ou Tshisekedi ?

54 likes, 69 commentaires et 1 partage

30 décembre 2018

<https://www.facebook.com/profile/100064695426302/search/?q=Martin%20fayulu/>

<http://mobile.topcongo.fm/article/martin-fayulu-s-autoproclame-president-de-la-republique--3578>

Titre : Martin Fayulu s'autoproclame président de la République

141 émoticônes, 112 commentaires, 29 partages

20 janvier 2019

**Le tableau suivant donne des statistiques sur les trois publications RFI-Afrique/Facebook sélectionnées**

Tableau 3.2 – Publications Top-Congo FM/Facebook

No	Titre et date de la publication	Nombre/ Émoticônes	Nombre / partages	Nombre /commentaires
1	Après l'UDPS/UNC, la coalition Lamuka accepte la machine à voter <b>16 décembre 2018</b>	184	87	145
	Période de campagne électorale			
2	Qui de Shadary, Fayulu ou Tshisekedi ? 54 likes, 69 commentaires et 1 partage <b>30 décembre 2018</b>	54	1	69
	Jour de vote			
3	Martin Fayulu s'autoproclame président de la République <b>20 janvier 2019</b>	141	29	112
	Après la publication des résultats définitifs			
	<b>Statistiques</b>	<b>379</b>	<b>117</b>	<b>326</b>

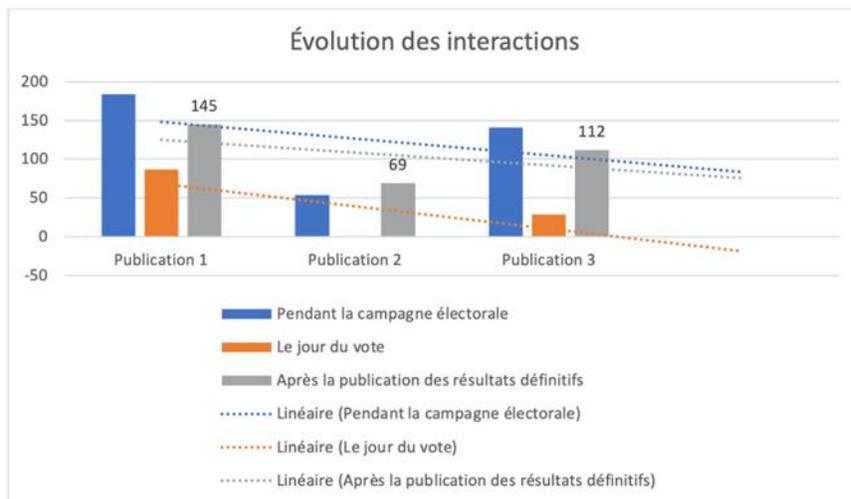


Figure 3.2 – Évolution des interactions (2)

Les trois publications de RFI-Afrique/Facebook constituent le corpus principal, les trois publications de Top Congo FM, le corpus secondaire : les informations que distillent les quatre tableaux ci-haut prouvent suffisamment que RFI-Afrique/Facebook est potentiellement très suivi et plus riche à étudier que Top Congo FM.

### 3.3 Grille d'analyse des interventions sur RFI-Afrique /Facebook et interprétation des résultats

Notre grille d'analyse repose sur les critères ou éléments d'analyse mis à jour par Jean De Bonville et par Julien Rueff. S'agissant particulièrement des activités de participation politique en ligne, Julien Rueff relève qu'au-delà de ce rapport pratique, la philosophie de la praxis gramscienne se caractérise par sa conception résolument conflictuelle de l'exercice du pouvoir politique. (Rueff, 2017) La domination et l'organisation d'une hégémonie doivent être appréhendées, dans cette perspective, au prisme des relations d'alliance ou d'adversité entre les groupes sociaux. Une problématisation gramscienne des articulations entre Internet et la politique suppose alors de faire des antagonismes le point cardinal de nos réflexions et, subséquemment, de décentrer notre regard des technologies de communication numériques. Pour saisir politi-

quement notre présent historique, ces dernières ne peuvent être que secondaires dans l'analyse ou, tout au moins, subordonnées à l'examen des relations d'antagonisme (Idem).

Dans un premier temps, axée sur les éléments évoqués en problématique, l'analyse des registres de prises de parole, des ressources argumentatives et des types de langage mobilisés est nécessaire afin de qualifier les discours et d'étudier les modalités d'engagement des intervenants au demeurant, l'on citera les potentiels types d'interventions suivants :

- Attaque ou soutien vis-à-vis de la RFI ou du néo-colonialisme (N);
- Attaque ou soutien vis-à-vis de la Commission électorale nationale indépendante (G);
- Attaque ou soutien vis-vis du président de la république sortant (P);
- Attaque ou soutien vis-à-vis du gouvernement en fonction (P);
- Attaque ou soutien vis-à-vis de la police ou de l'armée (G);
- Attaque ou soutien vis-à-vis des confessions religieuses (P);
- Prise de position en faveur d'un candidat à la présidence de la république (P);
- Prise de position en faveur d'un parti ou un regroupement politique (P);
- Prise de position en faveur d'un parti ou un regroupement autre que celui d'un candidat à la présidence de la république (P);
- Attaque contre un candidat à la présidence de la république (P);
- Appel ou interpellation à la conscience nationale (G);
- Appel à l'implication active des Congolais, Constitution spontanée de camps politiques, neutralité dans la prise de position (G)

Tous les potentiels types d'interventions seront assimilés aux trois concepts développés précédemment : gouvernance (G), partisanerie (P), néo-colonialisme (N)

Pris en confrontations ou en complémentarité des opinions adverses et convergentes, tous ces éléments du discours seront mobilisés en fonction de la période de la diffusion d'une publication (pendant la campagne électorale, le jour du vote et après la publication des résul-

tats). Par ailleurs, pour chaque publication de la RFI-Afrique/Facebook, , toutes les interventions seront libellés et transcrits dans un tableau adapté au cadre conceptuel tracé. Ce qui permettra de relever et de quantifier les manifestations des traits de la gouvernance, de la partisannerie et du néo-colonialisme.

La grille d'analyse ainsi orientée est l'instrument avec lequel l'on interroge le corpus sur les marques de la participation citoyenne. L'importance étant accordée plus au sens du discours, les fautes d'usage du français écrit commises dans les interventions ont ici tolérées.

Synthétiquement, le cadre conceptuel opérationnel comprend la gouvernance démocratique qui lie intimement l'utilisateur/citoyen et le dirigeant; le parti ou le regroupement politique auquel appartiennent l'utilisateur/le citoyen et le candidat à l'élection présidentielle; et, enfin, le néo-colonialisme qui met en relation l'utilisateur/citoyen et RFI, soutenue par la France, indexée parmi les impérialistes aux visées hégémonistes. Ces différents concepts et éléments associés appuient l'analyse de ces trois publications.

Dans l'optique de tester notre hypothèse, les données découlant de la grille d'observation et d'analyse de participation citoyenne permettent d'obtenir des résultats qu'il faut ensuite interpréter. Étymologiquement, interpréter signifie : rendre compréhensible, traduire, donner un sens (Lavarde, 2008). En effet, l'interprétation permet de vérifier si notre hypothèse est vraie ou fausse. Et, selon notre perception des choses, interpréter, en d'autres termes, c'est comparer, constater et déduire une conclusion. Par ailleurs, comme L'affirme Lavarde, les résultats de recherche sont les données produites par une analyse statistique ou par une autre procédure de traitement de ces informations. Pour cette étude, la présentation des résultats variera suivant l'orientation de l'analyse de contenu. Ainsi, d'une part, au moyen de l'interprétation, les informations recueillies seront confrontées à la théorie de référence, et d'autre part, les résultats seront, quant à eux, confrontés à la question de recherche et l'hypothèse posée, tout en permettant d'autres ouvertures à la discussion.

### 3.3.1 Grille d'analyse des interventions sur la publication RFI-Afrique/Facebook du 20 décembre 2018

#### 3.3.1.1 Grille d'analyse des interventions

<https://www.facebook.com/RFI.Afrique/posts/2072482592840400>

Titre : Un scrutin présidentiel se tient en RDC dimanche 23 décembre. RFI reçoit ce matin, dans l'ordre, le docteur Kodjo Ndukuma, l'un des porte-parole du candidat de la majorité présidentielle, Emmanuel Ramazani Shadary ; puis Félix Tshisékédi, opposant, président de l'UDPS ; et enfin Martin Fayulu, opposant, candidat de la coalition Lamuka. Trois poids lourds qui dévoilent leur programme. L'élection avait finalement été reportée au 30 décembre 2018  
Publication du 20 décembre 2018 avec 190 émoticons 181, 65 commentaires, 43 partages.

#### LÉGENDE

PP/G : participation politique/gouvernance

P : partisanerie

N : néo-colonialisme

		Nature de l'intervention		
No	Libellé de l'intervention	PP/G	P	N
01	Le seul president qui nous reste en rdc ce fayulu car il incarne le changement. fatshi et kamerhe sont de pillons de la majorite et de kabilA		X	
02	Nous voulons fayulu point barrre! un vrai leader avec une vision de l'aigle		X	
03	Notre choix restera le n;4 donc pensais au changement c voter fayulu comme président d notre pay pour le développement de la rdc(fayulu madidi président)		X	
04	L'opposition a gagné leur campagne fin missionFélix visionnaire.	X		
05	Fayulu fait le jeu avec kabila, comme on projette le dialogue, kabila et ces gens vont débaucher Fayulu pour qu'il		X	

	soit nommé, kabila veut faire au monde que il est contre Fayulu !			
<b>06</b>	nous connaissons le mode opératoire de kabila, tout le monde que kabila a débauché ils sont tous passés par arrestation, une fausse arrestation ! exactement la même carte qui se joue avec Fayulu, le seul candidat président sûr c'est Félix Tshisekedi, voilà		X	
<b>07</b>	Chers compatriotes laissez vos histoires d'embellir car tous 3 tout un chacun d'eux a son histoire. Que le meilleur l'emporte ce sont des comédiens.	X		
<b>08</b>	Numéro 13 a déjà gagné !		X	
<b>09</b>	Je soutiens le candidat du peuple Mafa		X	
<b>10</b>	Naanga croyait dire 7 mois mais Dieu l'a confondu avec 7jrs sur la langue, 7 jrs c pas loin pqc dès demain il en restera 6	X		
<b>11</b>	Fayulu sera vote sur Facebook, par photos shop par toutes les vidéos avec des images monter et vous de La media		X	
<b>12</b>	C'est comme si le responsable de la CENI se trouve dans l'impossibilité d'organiser à les élections à l'échéance (le 23 décembre) et cherche à les reportées !  Quelle honte? Quel honte ? A la face du monde entier ou pendant la campagne électorale on interdit l'un et on laisse l'autre faire librement, la campagne chaque candidat doit être libre à circuler et à s'exprimer, au Congo c'est ne pas le cas, or que vous bloquez un candidat vous le rendez populaire, le Congo est ayons un esprit de la grandeur, qui perd, perd et qui gagne gagne.	X		
<b>13</b>	Pourquoi Shadary évite le média ???		X	
<b>14</b>	sincèrement la CENI peut déjà élire Fayulu comme chef		X	
<b>15</b>	Si les élections sont crédibles en RDC Félix Tshisekedi sera président de ce pays, hier on la traite de tout aujourd'hui on lui a donné des raisons. Donc il a une longue vision  Vous qui parlerez de Martin Fayulu attention que ça soit vos dernière fois nous voulons la démocratie en RDC Fayulu et votre père mère ton frère le président de la RDC c'est		X	

	fatshivit,felix antonne tshilombo c'est tout pas a parler et vous parlez de fayulu c'est qui l'enfant de petrole			
<b>16</b>	Ils vont travailler ensemble pour sauver le congo mes frères changeons notre langage pour éviter l'échec Entrer 20 et 4 les vainqueurs ce pour les biens de tous pas de division svp!	X		
<b>17</b>	Numero 4 ,c'est lui le chagement		X	
<b>18</b>	Kabila dégage toi librement.laisser le temps à martin fayulu a changer la face de la Rdc Mn Beau Pays.Va Au Rwanda		X	
<b>19</b>	Non mandat de 2 ans pour le de vieux médiocre non maboko pembe nde mokonzi ya KONGO RD lobi tshisekedi président		X	
<b>20</b>	Et on a pas citer Mokia mon candidat		X	
<b>21</b>	il y a environ 2 millions de Congolais qui atteignent 18 ans (deduction faite du taux de croissance de notre population qui est de 3,6 %) qui sont donc des nouveaux demandeurs d'emplois. Le programme de Lamuka prevoit une creation de 5,1 millions d'emplois par an pour resorber tous les nouveaux demandeurs et puiser 3,1 millions dans le cumul d'anciens demandeurs qui choment. les sondages sur les deux dernieres annees donnent environ 15 % au pouvoir actuel et 85 % a l'Opposition. Ceci signifie qu'en theorie, LAMUKA aura 42,5 % et CACH 42,5 %. Donc, Meme divisee, chaque candidat de l'Opposition aura, en therorie, plus du double du candidat FCC. Cet engouement des Congolais envers l'Opposition predict par les sondages s'est confirme lors des tournées des deux candidats de l'Opposition en campagne dans le pays. Donc les 2 candidats de l'Opposition vont se partager leurs 85 % (si pas plus) dans les proportions qui feront que l'un sera premier et l'autre, second. Shadari viendra loin derriere. La seule chance sur laquelle le FCC tablait etait le boycott des elections par Lamuka malgre le fait que celui-ci prevenait a chaque fois qu'il ne boycottera jamais les elections mais qu'il les veut credibles		X	
<b>22</b>	Martin fayulu mérite énormément		X	
<b>23</b>	Toutes la population congolaise va voté fayulu.felix et kamerhe sont des espions delà majorité pour déstabiliser		X	

	l'opposition. Et si les voix de Martin fayulu madidi sont volé nous allons déclancher une guerre contre Kabila			
24	Martin Fayulu l'homme qu'il faut pour relever ce gd pays qui est devenu la risée du monde ...		X	
25	Fatshi est le seul choisi par son peuple! Shadraac ne peut rien faire car étant irresponsable et Fayulu le comédien téléguidé par les non partants qui l'ont imposé un mandat de 2ans, quelle honte!		X	
26	Je donne ma voix à martin fayulu.		X	
27	Le programme pour le changement c'est Felix		X	
28	Je vote pour fayulu l'intellectuel l'authentique Zairois je l'aurais fait pour Félix dommage qu'il a passé son temps à Bruxelles a ne rien faire si non livrée les pizzas compte a l'autre que j'ai du mal a prononcé son nom c'est un Rwandais comme son mentor		X	
29	Tu devrais juste donner ton point de vue que d'injure car lui même Felix prône que l'unité nationale		X	
30	L'ivraire de pizza aujourd'hui il est devenu qui et toi mène l'opposant sans conviction. il fait le jeu de Kabila		X	
31	Le vrai numéro ce numéro 4 Ce lui le changement de notre pays de la R.D.C		X	
32	fayulu mérite la place voter n 4		X	
33	Nous voulons que le pouvoir en place cède la place, car 18ans de reine rien n'a changé. Au contraire, la vie de congolais est devenue misérable.	X		
34	Un programme bien établi et notre assurance c'est Fayulu le N° 4. les autres là sont des feuilles mortes que le vent emporte de gauche, à droite, de haut en bas ....l'espoir de la Rdc c'est fayulu N° 44444444444444444444.....		X	
35	Etienne Kodia sur tous les terrains, t'as pas de yeux pour voir!		X	

	Heureusement la science n'enlève pas l'idiotie de l'homme... Ce vraiment honte d'attendre soit disant docteur plein de la sagesse mais manque l'intellect et le patriotisme en défendant une malheur qui tue son peuple,vraiment il faut être malade pour dire de telles paroles  mes fr congolais 4 votre espoir			
<b>36</b>	J'ai suivi ces interventions, le seul candidat qui a un programme précis et réaliste c'est le n°4 Martin fayulu, voilà l'importance des débats contradictoires, il nous faut un débat télévisé au Congo pour cette présidentielle		X	
<b>37</b>	Qu'est ce que le fameux Dr.k. Ndukuma était venu raconter au monde entier? Au lieu de demander pardon au peuple,a' cause du gestion du pays pendant 18 ans par le régime sanguinaire de l'afdl- pprd- mp -fcc...Si l'honnêteté était congolaise...		X	
<b>38</b>	Nous voulons l'impartialité de l'information	X		
	Quantification par nature de l'intervention	7	31	0

### 3.3.1.2 Interprétation des résultats

À la lecture de la dynamique des interventions ou des fils de discussions (entre les utilisateurs et face à la publication de RFI-Afrique/Facebook) et en référence à la grille d'analyse inspirée par Jean De Bonville et Julien Rueff, l'on dénombre 38 interventions dont 7 interventions ayant trait à la participation politique ou à la gouvernance, 31 interventions partisans et aucune intervention dénonçant ou encensant le néo-colonialisme. À travers ces fils de discussions, il se dégage entre autres la dénonciation par l'utilisateur du maintien de la démocratie sous la botte du dictateur, l'émergence d'une classe politique assimilée à un groupe de comédiens qui engendre la méfiance de la population vis-à-vis des acteurs politiques ou de la classe dirigeante. En plus, les éléments des discussions traduisent la mise en doute de la partialité de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), chargée d'organiser des élections libres, démocratiques et transparentes. Paradoxalement, cette

centrale électorale est mise en place par les politiques, notamment par le détenteur du pouvoir que les utilisateurs accusent de préparer la fraude à grande échelle et de recourir aux moyens de l'État lors de la campagne électorale. Par avance, « la CENI est déclarée corrompue », déclare un utilisateur exaspéré.

Par ailleurs, il est noté également, l'opposition d'opinion entre les partisans (utilisateurs/intervenants) de trois principaux candidats à la présidence de la république dont un candidat appartenant au camp du pouvoir en place. Au regard de la guerre qui secoue la RD Congo dans sa partie orientale depuis plus d'une décennie, certains utilisateurs bannissent la division et la guerre en prêchant l'unité et la paix, pendant que d'autres intervenants, contre toute attente, envisagent de faire la guerre sur l'ensemble du pays, si l'opposition perdait l'élection présidentielle.

Enfin, hormis l'analyse critique du parcours scolaire de chaque candidat à la présidentielle, les intervenants aux discussions ont également apprécié les programmes de candidats tout en regrettant la non-organisation du débat contradictoire télévisé entre ces derniers. La problématique de la création d'emploi a été au centre des discussions. En conclusion, les utilisateurs ont développé une grande méfiance non seulement contre le détenteur d'un pouvoir dictatorial mais également contre la classe politique dont une partie de l'opposition politique. Subsidièrement au rejet de la classe politique, la centrale électorale est jugée corrompue et suscite aussi de la méfiance. Les utilisateurs/intervenants aux discussions restent dubitatifs, quant à la démocratisation du pays sur fond des stratégies et marques de la dictature.

### 3.3.2 Grille d'analyse des interventions sur la publication RFI-Afrique /Facebook du 30 décembre 2018 et interpretation des résultats

#### 3.3.2.1 Grille d'analyse

<https://www.facebook.com/RFI.Afrique/posts/2087134894708503>

Titre : Les trois principaux candidats à la présidence congolaise

Publication du 30 décembre 2018 (jour de vote) avec

357 émoticons, 101 commentaires, 40 partages

#### LÉGENDE

PP/G : participation politique/gouvernance

P : partisanerie

N : néo-colonialisme

		Nature de l'intervention		
No	Libellé de l'intervention	PP/G	P	N
01	Un scrutin à un seul tour. Tous les ingrédients sont réunis pour qu'il y ait problème	X		
02	Notre défenseur fayulu a deja triomphe avec tambour et trompette vive MAFA		X	
03	Spécificité africaine, on connaît l gagnant avant la fin les élections	X		
04	Martin fayulu president!		X	
05	Shadary est élu de ce soir. je suis prophète !		X	
06	J suis congolais , fayulu est mon choix mais surtout pas chadary		X	
07	Voici la réalité du CONGO KINSHASA dans ces élections: Tout le monde cherche le changement on ne peut pas voter pour le candidat de Kabila. Les congolais sont déjà fatigués		X	

	de domination rwandaise sur eux. Meme si on vole maintenant les congolais vont se prendre en charge.			
08	Fayulu au sommet ....!!!!		X	
09	Chez moi tous le monde ont voté Félix Tshilombo Tshisekedi		X	
10	Sauvons la Rdc #URGENT Le Premier résultat Provisoire de l'élection Présidentielle 2018 tombe déjà Source : ( depuis NASA et la chaîne américaine CNN ) - Félix Antoine Tshisekedi 28,9% - Martin Fayulu Madidi 17,4% -Emanuel Ramazani Shadary 9,7 % - Marie José Ifoko 4,1% - Samy Badibanga 2,3 % -Noel Tshiani 0,8% NB: Ce Résultat Provisoire est pris à partir de la connexion établie entre la NASA et les machines à voter qui ont les cartes puce connectée dans toute l'étendue du territoire national		X	
11	Le premier sera le numéro 13 le 2e le numéro 20 et le 3e le numéro 4. Qui se sent morveux se mouche.		X	
12	Si vous citez votre 13 les congolais ont la nosée.		X	
13	je suis congolais je cite ça (Candidat No13) et je n'ai pas la nosée, tu es une menteuse.		x	
14	Je serai d'accord avec le résultat si martin fayulu ou félix tshisekedi sera élu président l'un d'eux, en dehors de ces deux je contesterai le résultat		x	
15	Les élections en Afrique n'est qu'une mascarade, celui que les blancs ont choisis est celui qui gagnera, on vs connais			x
16	Tout ce qu'on veut est le changement du régime, question de prouver notre démocratie au monde Fayulu ou Tshisekedi		x	
17	Le Celebre Fayulu 4		X	
18	Le congolais n'aime pas la vérité mais la raison, fatshivit nre choix		X	
19	On déplore votre façon de traiter les différents candidats en RDC votre prise de position est claire pour fayulu			X

<b>20</b>	Mafa 4 nde solution ya Congo/Mafa, C'est la solution pour la RD Congo		X	
<b>21</b>	Le candidat du peuple 4444444		X	
<b>22</b>	Il ne faut pas croire au commentaire de gens qui n'ont pas vote mais il vote apartir de Fb sont des gens de l'étranger nous qui sommes ds le pays nous avons déjà voté pour le numéro 13		X	
<b>23</b>	A partir de ton nom tu es rwandais. Sache que les congolais n'ont pas le temps de remettre les vomissements dans leurs bouches c'est dire voter le rwandais pour qu'il continue avec la politique et la philosophie de Kabila et après lui remettre le pouvoir en 2023. Les congolais seront debout cette fois-ci pour vous chasser par force si vous faites une mauvaise publication des résultat		X	
<b>24</b>	Je te demande d'aller étudié l'histoire du congo si non tu as un grand problème très sérieux,laissez moi de te demander si toi tu appartient au pigme		X	
<b>25</b>	Félix Tshisekedi numéro 20		X	
<b>26</b>	Felix est favori , president de la republique		X	
<b>26</b>	Wetu Fatshi 20		X	
<b>28</b>	Partout dans mon c'est le numéro 4 fayulu qui fait l'empire		X	
<b>29</b>	Il faut manifester ton choix aux urnes non sur Facebook	X		
<b>30</b>	Félix est déjà élu président de la république démocratique du Congo. nous sommes toujours derrière lui,le numéro 20		X	
<b>31</b>	Le vote aujourd'hui c'est compliqué avec d'autres sondages vraiment la réalité c'est Félix qui est élu même Dieu est témoin		X	
<b>32</b>	Martin Fayulu numéro 4 tout le monde avez voté pour lui		X	
<b>33</b>	Que demande le peuple ? Le changement et non la succession !	X		

34	Ns votons tous numero 4 point fini		X	
35	La dimension de la R.D.Congo depasse l'intelligence d'un Congolais...	X		
36	Fayulu président		X	
37	Vraiment Felix ou fayulu sont les fils du pays, l'autre étranger là, il m'intéresse pas. Un rwandais sauvage			X
38	Martin fayulu futur président du congo		X	
39	Pires qu'un aveugle c'est lui qui ne veut pas croire aux réalités de ses yeux FAYULU ou FELIX voila les deux candidats pour mériter la victoire Désolé pour l'autre la SHADARI parce que ce la continuera de KABILA		X	
40	Mafa is my président		X	
41	Fayulu the best		X	
42	Notre souci rien que le changement	X		
43	5 président de la rdc		X	
44	Ton nom t'accuse que tu es rwandais comme lui		X	
45	Et toi tu es pigme ? Tu n'a pas étudié l'histoire du congo		X	
	<b>Quantification par nature d'intervention</b>	6	36	3

### 3.3.2.2 Interprétation des résultats

Les 45 interventions ou des fils de discussions (entre les utilisateurs et face à la publication de RFI-Afrique/Facebook) et en référence à la grille d'analyse inspirée par Jean De Bonville et Julien Rueff, distillent 6 interventions cadrant avec la participation politique ou la gouvernance, 36 interventions relevant de la partisanerie et 3 interventions évoquant le néo-colonialisme. Dans cette publication, les intervenants s'expriment plus sur leur choix

entre les trois principaux candidats à la présidentielle : Emmanuel Ramazani Shadary (Front Commun pour le Congo/Camp du pouvoir en place), Félix Tshisekedi (Coalition pour la changement/Opposition 2) et Martin Fayulu Madidi (Coalition Lamuka/Opposition).

« Tout le monde cherche le changement. On ne peut pas voter pour le candidat de Kabila (Emmanuel Ramazani Shadary) », commente un intervenant dans le fil des discussions. Pratiquement, le pouvoir en place n'ayant pas pu améliorer les conditions de vie des populations congolaises, la plupart d'intervenants aux échanges pronostiquent en faveur d'un candidat de l'opposition : « Je serai d'accord avec le résultat si Martin Fayulu ou Félix Tshisekedi sera élu président l'un d'eux, en dehors de ces deux je contesterai le résultat », ajoute un autre utilisateur. Un autre intervenant renchérit en ces termes : « tout ce qu'on veut est le changement du régime, question de prouver notre démocratie au monde : Fayulu ou Tshisekedi »

Cependant, considérant la tendance selon laquelle en Afrique l'on n'organise pas l'élection présidentielle pour la perdre, une autre opinion affirme que le gagnant est connu avant les opérations de vote du 30 décembre 2018. À propos, un intervenant affirme que « les élections en Afrique n'est qu'une mascarade, celui que les Blancs ont choisis est celui qui gagnera... » Réagissant à cette publication de RFI, un intervenant aux discussions a écrit : « on déplore votre façon de traiter les différents candidats en RD Congo, votre prise de position est claire pour Fayulu ». Une façon de dénoncer la partialité de RFI, au profit du candidat ayant tacitement attiré la sympathie et l'attention des puissances occidentale en ayant soutenu l'Accord de Genève. Celui-ci avait concouru à la désignation d'un candidat commun à l'élection présidentielle pour le compte de l'opposition politique.

En définitive, dans cette publication, prônant majoritairement pour le changement radical et contre la succession ou la continuité, les intervenants pronostiquent sur la victoire de leurs candidats respectifs, notamment la victoire d'un candidat de l'opposition, sans manquer d'évoquer les marques d'ingérence des puissances occidentales dans la manipulation des résultats de vote.

### 3.3.3 Grille d'analyse des interventions sur la publications de RFI-Afrique /Facebook du 15 janvier 2019 et interpretation des résultats

#### 3.3.3.1 Grille d'analyse des interventions

<https://www.facebook.com/RFI.Afrique/posts/2109586312463361>

Titre : « Où se trouve la vérité des urnes ?

Publication du 15 janvier 2019 avec 435 émoticons, 166 commentaires, 339 partages

#### LÉGENDE

PP/G : participation politique/gouvernance

P : partisanerie

N : néo-colonialisme

		Nature de l'intervention		
No	Libellé de l'intervention	PP/G	P	N
01	Bokotuna ngulu (allez demande le porc )vous avez pas honte de vous laissez le congolais traite leur problème eux même/Vous allez déchanter....			X
02	Quelle leçon la RDC peut-elle bénéficier des élections du Kenya ?	X		
03	Occupez vous de gilets jaunes et laissez nous en paix. Ce qui vous intéressent ce n'est pas les résultats des élections. Nous savons que c'est notre richesse. Laissez nous régler seuls nos problème			X
04	Et qui avait réellement gagné en Guinée en 2010?			X
05	Vs aimez tellement vs ingéré dans les affaires des autres, occupez vs de vos gilets jaune svp			X
06	La France via ses médias ne cesse de se battre pour la victoire de son candidat! Mais le peuple congolais a déjà fait son choix, c'est Felix Tshisekedi			X
07	La vérité des urnes. FELIX n est pas présidé		X	

<b>08</b>	Fayulu peut bien remplacer Emmanuel Macron. Il résoudra mieux la crise des #Gilets_Jaunes et bien d'autres problèmes que connaissent les français			X
<b>09</b>	La rdc ne pas n'importe quel pays donc les occidentaux ont droit de contrôler sévèrement la victoire de fayulu			X
<b>10</b>	Nous demandons les peuples africaines des n'ais jamais élire un aventurier politique. La ceni a publier pourquoi la France aiment créé des la pagaille en Afrique pour leur intérêt égoïste ??? Les peuples Rdc ont compris			X
<b>11</b>	Vous TV5,France24,RFI ,vous êtes contres la démocratie en Afrique ! Il faut respecter les institutions africaines			X
<b>12</b>	Rfi, va t'occuper des gilets jaunes et de votre conférence nationale que vous appelez grand débat, ce que l'Afrique francophone a connu dans les années 1990			X
<b>13</b>	RFI, FRANCE24, TV5, RTBF etc, VOUS ALLEZ DEMANDER LE PORC!!! BOKOTUNA NGULU!!!!!!!!!!!! (Vous déchanterez)			X
<b>14</b>	Mais pourquoi la France a peur que Félix devient président du Congo pcq il connaît bien la gestion et ils ont peur il n'aura pas de business hein tellement il est très intelligent que eux les français donc ils ont peur qu'il gouverne bien le Congo beeh ce l'homme qu'il faut à la place de il fallait depuis la mort de Mobutu			X
<b>15</b>	Félix n'a jamais travailler dans sa vie ,c'est un fils à papa qui na même pas eu son baccalauréat. il est très inexpérimenté et très faible mentalement donc très malléable. Félix n'a pas gagner les élections ma soeur , nous ici nous connaissons la vérité des urnes .comment pouvez vous expliquer comment celui qui est sorti 3e à la présidentielle est devenu curieusement 1er aux législatives nationales et provinciales avec une majorité absolue. le président soit disant élu n'a que 46 députés sur 500 que compte l'Assemblée nationales.	X		
<b>16</b>	Pourquoi la France n'avait il pas défendue la victoire du général Mokoko contre leur préfet sassou ! Je dis Non au néocolonialisme			X

17	Félix bravo000 président France va chercher ailleurs surtout au Cameroun			X
18	Moi personnellement je suis d'accord du travail que bat la France puisque nous n'accepterons jamais ce logique qui veut voler le droit de tout un peuple. Pourquoi jusqu'à présent la connexion internet au Congo est bloquée quels sont les motifs , il y a des raisons très valable qui ont poussés ces médiocres de priver les congolais car la majorité vont manifester leur mécontentement aux résultats truqués ! Ils peuvent camoufler le feu mais pas la fumée ! Merci la France pour ta position... J			Y
19	La France est un escrot			X
20	Elle (la France) voulait nous imposer FUYULU			X
21	T'es parmi les africains sans dignité qui courent derrière la France pour traiter,même leur affaire familiale !! La RDC est un pays souverain et démocratique où le peuple choisit qui sera leur président et qui ne le sera pas et non la France !! Dommage pour toi en tout cas !  La France est capable de tout lorsque ses intérêts sont mis en jeu ... Paul biya a largement fraudé au Cameroun je ne vous ai pas entendu broncher... non mais pourquoi vous broncherez vu qu'il sert les intérêts de la France ! C'est pathétique et après vous allez vous plaindre de l'immigration !			X
22	Qui vous que sa aussi n'a pas été trafiqué , kabila n'est plus président c'est l'essentiel.. Félicitations a Félix Vos machin RFI ceco tv5 la ce n'est pas fait pour RDC			X
23	la france na plus honte .prenez fayulu et mettez le a lelysé chassé macron .et que la rdc vous demande a manger pkoï ce la france qui doit choisir un president pour les congolais ? tsisekhedi a gagné les elections et ce tout .vous etes laba pour voler et piller leur sous sol .depuis que kabila a changé le code minier sa fait mal a grencor au americains .aux français aix belges .restez loin de ce pays .bande des truants .faites commes les chinois et les russes .ils ont demandés de laisser les congolais gerer leurs probleme			X
24	Nous les congolais On veut la vérité des urnes		X	

25	<p>La France malheure de l'afrique. La France n voit pas Paul biya au cameroun? President algerien sur chaise roulante?president Zimbabwean?? Etc... La france s'attaque à la victoire de Felix pck leurs interets n sont pas garrantis?? Aujourd'hui les peuples congolais se trouver son president dans la democratie comme il n pas de l'union europeenne c pourquoi tt c combat. Où etait la France en 2006 2011????</p>			X
26	<p>La France vous n'avez rien a nous dire où enseigné allez y finir avec vos Gilets jaunes. On a pas besoin de vous en RDC, Félix tshisekedi président de la République démocratique du Congo point final</p> <p>Mais qu'elle ingérence aveugle et absurde au lieu de vous occuper des gilets jaunes incontrôlés, Mettez encore de l'huile afin de vendre vos armes encore et régler vos mouvements sociaux après avec cet argent....le cas de la Côte</p> <p>« Rfi est un media et la déclaration universelle des droits de l'homme est clair sur ce point ! L'homme est libre d'informer et de s'informer ! Maintenant si vous êtes contre le fait que Rfi nous informe je doute fortement que vous puissiez gérer correctement votre pays. J'aime 55 Répondre Christopher Malimbo Ulinzi donc il faut que l'Afrique reste dans la tricherie? qu'on ne denonce plus?</p>			X
27	<p>J'ose croire que tu es hors sujet et tu ne connais pas le niveau de la douleur que réssent le véritable congolais. Alors cèsses tes bêtises car ici c'est la nation Congo pour les congolais qui reflechissent. Nous avons assez et voulons rédressé nos fronts longtemps courbés par l'occupation et ce au 21ème siècle »</p>	X		
28	<p>Avec le fanatisme et l'idiotie de mes frères africains,je vois clair que notre cher continent n'a pas de chance!! Nous resterons toujours coincés entre le marteau et l'enclume des régimes dictatoriaux et prédateurs !! Moi je suis du côté de la vérité ! Ce n'est pas parce que je suis africain, mais du fait que je suis intègre et ne soutiens jamais mon soi-disant frère qui perd le bon sens et veut me faire avaler le fruit empoisonné!! J'aime 55 Répondre Tresor Kalenda WA Kadima La France tué plus que le sida en on dit non aux manipulations et intoxications on veut la paix aux Congo non aux impérialistes le Congo est souveraine on va plus vous laissez nous divise</p>			X

	Des-yles Merle Gangoue Vraiment je donne raison à certaines autorités quand elles arrivent à bloquer là rfi			
<b>29</b>	Rfi et tv5 laissez nous tranquille. Donnez un poste à votre candidat Fayulu en France			X
<b>30</b>	Que la volonté du peuple soit restituée. Non au coup d'État électoral palpable			X
<b>31</b>	<p>De tout le façon sadec,o.n.u ,UA et L'U.E ne font que confirmer la volonté du peuple, si cela ne se fait pas nous allons désobéir et chassé les parvenus et les usurpateurs. J'aime Tresors Lumu La rfi portera la responsabilité des ses insinuations .En ce moment rfi joue lw rôle de la radio de mille collines je prend l'opinion internationale en témoin</p> <p>Rfi defend une position curieuse,jusque ici personne n'est en mesure de prouver l'authencité de ces documents qui du reste n'ont pas d'entête.ces rebondissement à repetition depuis la proclamation des résultats de la presidentielle en rdc montre l'attitude surnoise et hypocrite de l'occident regardez autour de voisins de la de la rdc aucun n'a organisé un scrutin propre. Honte à vous Rfi instrument du néocolonialisme et de la françaafrique vous aimez avoir des presidents choisi par vous ces patins qui pillent l'afrique et appauvrissent le peuple . On a en ras-bol de votre attitude hypocrite de deux poids deux mesures laissez le congo tranquille on en marre.</p>			X
<b>32</b>	<p>Le Congo a déjà un président au nom de Félix tshilombo tshisekedi que les impérialistes nr nous impose pas une marionnette fabriqué par Katumbi</p> <p>France vous perdez votre temps unitilement. Quand vousez voter pour le marionette Macron, personne n'en a fait la une, nous avons Fatshi comme nouveau présiieldent, occupez-vous des gilets jaunes</p>			X
<b>33</b>	Ce qui est sûr la France et rfi avaient des vrais résultats de plusieurs élections qui se sont déroulées en Afrique mais ne faisaient pas le même bruit comme ils le font pour la RDC, louche quand-même			X
<b>34</b>	Mon ami RDC c'est la poule aux oeufs d'or...le contrôle les échappé avec Félix a la tête.... Cela veut dire que si Félix reste il y a des intérêts en jeu...les contrats vont être rediscuter.. et ce n'est pas bon pour les business			X

<b>35</b>	Félix est une marionnette un ennemi de la démocratie car o aucun ne peut pas accepter un tel deal		X	
<b>36</b>	<p>Mais vous les west africain je vous comprends pas si vous avez le problème avec la France se votre problème la vérité reste la vérité maintenant je comprends pourquoi l'homme noir n'est pas prise au sérieux vraiment je la réponse</p> <p>Hercule Ngimbi Mbi Pour cette problème la France a totalement raison même si je ne suis pas toujours d'accord quand les choses ne sont pas claire mais dans notre situation il est claire que Monsieur Félix n'a pas gagné les élections nous essayons d'être honnête se tous vous les autres West africain vous n'est comprenez pas le vrai problème de la RDC</p> <p>Lamine Ouedraogo Hummm!!! RFI va jamais changé, a peine deux poste sur la libération de Gbagbo. Mais on a temps pour enquêté sur les urne disparus en RDC. en tous cas soyez sûr martin ne sera pas président</p>			Y
	<b>Quantification par nature d'intervention</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>30</b>

### 3.3.3.2 Interprétation des résultats

Cette publication comprend 36 interventions dont 3 interventions sur la participation politique ou la gouvernance, 3 interventions de partisanerie et 30 interventions sur le néo-colonialisme dont deux intervention en faveur de celui-ci. Au fil de cette publication, les intervenants soutenant le candidat Félix Tshisekedi, confirmé vainqueur de l'élection présidentielle du 30 décembre 2018 par la Cour constitutionnelle après les résultats provisoires rendus par la Ceni, dénoncent l'ingérence des pays occidentaux dans les affaires internes de la RD Congo par les informations, analyses et commentaires de certaines autorités de la France et de l'Union européennes diffusées par RFI. Lesquelles informations et prises de position appuyaient le contentieux électoral soulevé par le candidat Martin Fayulu s'autoproclamant lui-aussi gagnant de cette élection présidentielle. Candidat de l'opposition issue de l'Accord de Genève, appuyé par des autorités occidentales et multinationales, Martin

Fayulu était considéré comme candidat de l'étranger face à Felix Tshisekedi, signataire d'abord et contestataire ensuite de l'Accord de Genève.

Sous les auspices de la Fondation Kofi Annan basée à Genève en Suisse et dirigé par Alan Doss, ancien représentant résident du secrétaire général des Nations-Unies en RD Congo, Martin Fayulu, Freddy Matungulu, Vital Kamerhe, Adolphe Muzito, Félix Tshisekedi, Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi étaient réunis en terre Genevoise, afin de désigner un candidat commun de l'opposition pour la présidentielle de décembre 2018. « Parmi eux, l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, l'ancien vice-président Jean-Pierre Bemba et l'ex-Premier ministre Adolphe Muzito, tous trois écartés du scrutin. Et les quatre opposants encore en lice : Martin Fayulu, Vital Kamerhe, Freddy Matungulu et Félix Tshisekedi », indique le journal Jeune Afrique, dans sa livraison du 20 novembre 2018, sous les signatures de Pierre Boisselet et Trésor Kibangula.<sup>46</sup>

De nombreuses interventions dans le fil de discussion laissent émerger la persistance de l'influence des puissances occidentales, des néo-colonialistes et soft-power dans les affaires politiques des pays africains dont la RD Congo. La rafale d'interventions des utilisateurs suivante est en majorité en rapport avec la situation politique prévalant en France : « Occupez-vous de gilets jaunes et laissez-nous en paix. », « Ce qui vous intéresse ce n'est pas les résultats des élections. Nous savons que c'est notre richesse. Laissez-nous régler seuls nos problèmes », « La France via ses médias ne cesse de se battre pour la victoire de son candidat ! Mais le peuple congolais a déjà fait son choix, c'est Felix Tshisekedi », « Martin Fayulu peut bien remplacer Emmanuel Macron. Il résoudra mieux la crise des Gilets Jaunes et bien d'autres problèmes que connaissent les Français », « Vous TV5, France24, RFI, vous êtes contre la démocratie en Afrique ! », « Il faut respecter les institutions africaines », « RFI va t'occuper des gilets jaunes et de votre conférence nationale que vous appelez grand débat, ce que l'Afrique francophone a connu dans les années 1990 », « Mais qu'elle ingérence aveugle et

---

<sup>46</sup> <https://www.jeuneafrique.com/mag/665388/politique/rdc-comment-lopposition-a-saborde-laccord-de-geneve-pour-un-candidat-commun/>

absurde, au lieu de vous occuper des Gilets jaunes incontrôlés... », « Rfi et TV5, laissez-nous tranquilles. Donnez un poste à votre candidat Fayulu en France. », « Le Congo a déjà un président au nom de Félix Tshilombo Tshisekedi que les impérialistes ne nous imposent pas une marionnette fabriquée par Katumbi (Martin Fayulu) ».

Un autre courant, moins envahissant sur l'espace populaire et soutenant l'opposant Martin Fayulu, exprime sa satisfaction sur cette publication de RFI et promet de réagir pour faire triompher la vérité des urnes en ces termes : « De toutes les façons la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe), l'ONU, l'UA, et L'U.E ne font que confirmer la volonté du peuple, si cela ne se fait pas, nous allons désobéir et chasser les parvenus et les usurpateurs » et « La rdc n'est pas n'importe quel pays. Donc, les occidentaux ont droit de contrôler sévèrement la victoire de Martin Fayulu ».

Datant du 22 janvier 2019, une publication de Top-Congo FM relayée sur sa page Facebook sous le titre « l'union européenne prend acte de la proclamation de Félix Tshisekedi » prouve éloquemment l'influence des puissances occidentales même dans des situations politiques relevant de la stricte souveraineté d'un peuple, notamment les élections.<sup>47</sup>

Somme toute, en dépit de nombreuses déclarations favorables à la démocratisation, les effets de l'impérialisme, de la colonisation et des soft powers sont encore une réalité en Afrique, notamment en RD Congo où, contrairement à certains congolais, d'autres y croient encore et s'y soumettent.

Pour conclure intégralement sur ces trois publications de RFI-Afrique/Facebook, leurs éléments d'information et de formation des fils de discussions ont effectivement rapport avec la participation citoyenne. C'est ici le lieu de répondre à notre seconde question de recherche : les interactions observations sur les pages Facebook de RFI-Afrique correspondent

---

<sup>47</sup> <http://mobile.topcongo.fm/article/lunion-europeenne-prend-acte-de-la-proclamation-de-felix-tshisekedi--3584>

essentiellement à la définition de la participation citoyenne telle qu'elle est mise en avant par la philosophie politique sur cette étude.

RFI-Afrique/Facebook est potentiellement très suivi et plus riche à étudier que Top Congo FM. Ainsi une réponse est donnée à notre première question spécifique de recherche : sur base de quels critères, la page Facebook RFI-Afrique permet-elle de mieux mesurer le degré de participation citoyenne des utilisateurs que la page Facebook de TOP Congo FM ?

3.4. Grille d'analyse des interventions sur Top Congo FM/Facebook et interprétation des résultats

3.4.1 Grille d'analyse des interventions sur la publication Top Congo FM/Facebook du 16 décembre 2018 et interprétation des résultats

3.4.1.1 Grille d'analyse des interventions

[https://www.facebook.com/profile/100064695426302/search/?q=felix %20tshisekedi %20decembre %202018](https://www.facebook.com/profile/100064695426302/search/?q=felix%20tshisekedi%20decembre%202018) / <http://mobile.topcongo.fm/article/apres-ludpsunc-la-coalition-lamuka-accepte-la-machine-a-voter-3510>

Titre : Après l'UDPS/UNC, la coalition lamuka accepte la machine à voter

184 émoticons, 145 commentaires, 87 partages

16 décembre 2018

## LÉGENDE

PP/G : participation politique/gouvernance

P : partisanerie

N : néo-colonialisme

		Nature de l'intervention		
No	Libellé de l'intervention	PP/G	P	N
01	Enfin. Vous revenez à la raison. Vous auriez dû le faire plus tôt. Ça vous aurait évité de perdre du terrain		X	
02	La honte Le FCC et le FCC bis même méthodes !		X	
03	Lamuka oui a accepté la machine, nous ne voulons pas leur donner raison en nous accusant de brûler les machines. Laisser ceux là aller aux élections contre un faiblard comme Félix et un inconstant comme KAMERHE serait laisser SHADARY gagner avec beaucoup d'aisance et de calme. Maintenant pourquoi c'est Fayulu le plus empêché ? Fongola misu et mona. Cach Cache-toi		X	
04	Mr mafa c'est juste un repondant des imperialistes voté pour n'4 c'est deshabiller saint pierre pour habiller saint paul			X
05	Pourquoi Lamuka a violé les accords de Geneve ? Ils ont eu combien des millions de dollars à la MP ?		X	
06	Moi je suis tout d'abors observateur et je comprends lamuka. 1. Le fcc veut endosser l'incendie a lamuka 2. Si lamuka a accepté la machine ce n'est pas qu'il est d'accord mais c'est juste par ce qu'elle sait que les elections n'auront plus lieux et il est unitile pour lui de se laisser soupçonner unitilement a cet incendie causé par la fcc. 3. Son combat a enfin abouti par ce quel'option la machine ne tiendra plus compte tenu du 23 decembre 4. S'il a accepté c'est juste pour humilier la fcc car il se fiait trop de cet organisation qui netait d'abord pas fiable. Bref lamuka est jusque la incorruptible ouvrez l'oeil congolais! Tous contre fcc et non contre nous meme		X	

07	Mecri lamuka car cest ca la vraie politique! Le fatshivit vous vous etes trompé de cible et la vrai cible cest le fcc!		X	
08	Je ne sais pas si nous comprenons le français en Rdcongo.Lamuka accepte d'aller aux élections avec la machine à voter,si et seulement si cette machine servirait d'imprimante.L'option qu'avait déjà le Royaume-Uni proposé à la Ceni.Lamuka ne suit que la constitution congolaise qui interdit le vote électronique donc si la machine à voter servirait seulement d'imprimante,Lamuka est partant...		X	
09	Lumuka vous été moins sérieux ...Après bcp discours vous accepté la machine.		X	
10	Lamuka camps de confusion prix nobel du comedie politique 2018 fayulu		X	
11	Vive LAMUKA. Ceux qui soutiennent FATSI ne sont pas différents de ceux qui avaient soutenu kabila en 2006 sous prétexte qu'il fera comme son père. Le père n'est pas le fils. Non au tribalisme que veut nous imposer les Lubas. Je suis de l'Est je vais voter pour Fayulu de l'ouest car il le mérite. Halte au régionalisme des Lubas		X	
12	Kiekiekirkiekiekiekie les # (Rires) lamukalala (Se réveiller puis se coucher) en mode na kendaka kaka election avec ou sans 🙄🙄🙄🙄🙄		X	
13	Congo mobimba eyibi ba vrai tribaliste eza ba luba. Félix ne veut pas ce discours tribal alors vous le nouveau de l'udps botika bongo. Po tangu biso tozalaka kozua masasi puis kolala libanda na limete pona udps ebele bazalaka na ba ndaku. Kovo ingila honorable témoins. Attaquant plus tôt shadary. Soyons intelligent		X	
14	Que font ila du fichier corrompu car leur mission n etait pas seuelement la MAV. Ils sont vraiment ridicules.	X		
15	Moi j'ai une seule question dites nous on vs a donné combien car c vous qui avaient dit à TT le monde Félix a été corrompu, boni kosakana na batou boyer		X	
16	Lamuka s'est engagée et a ancré sa campagne électorale sur fond de mensonges fondé sur l'extrémisme " pas		X	

	d'élections présidentielles avec MAV" pour changer vers la fin. C'est de l'escroquerie politique. Si c'est cela le changement escompté... Dommage.			
17	Plan B est en cours de téléchargement, C'est une bonne stratégie pour coincé encore la kabilie .		X	
18	Avant de faire une telle annonce un vrai plateforme doit avoir une culture d excuse devant c millitans ça montre que vous avez voulu divisé pour bien Reignier par conséquent un millitan conscient doit vous punir		X	
19	Les aventuriers de lamuka mawa kiekie nous peuples congolais nous allons voter fatshi20		X	
20	Votez pour shadary un point c'est tout.		X	
21	Voilà des gens multidiplomés et qui ont eu l'expérience de la gestion qui rejoignent enfin l'idée d'un type traité d'inexperimenter et sans diplôme. si je vais allusion aux déclarations de mr lutundula et muzito ds top presse, j'en déduis qu'il y a eu messe noire à Genève		X	
22	Ba demulu botika batu tranquille même la belgique ezali komona kaka fayulu comme opposant		X	
23	Ils ont juste changer de cap pour ne pas endosser la responsabilité de report les comédiens.		X	
24	Ils sont soumis à l'opprobre de la nation, mtn qu'ils disent combien Kabila les a donné pour accepter la machine à voté ?		X	
25	Pourquoi ce revirement dsns les dernieres minutes ye pe azui 3000,000\$ chez Kanambe.En plus ns avons de savoir c q contenait l'accord d Geneve dans sn intégralité avant l 23dec pour qu'on s positionne monsieur Pedro Lumbi##@			X
26	Que de tergiversations, des atermoiements, des indécsions, qui n'ont servi à rien. Nous vous avons à l'œel. Continuez vous connaissez déjà notre réponse à tous ça.	X		

27	Des sorciers ! La vérité a triomphé de vous!		X	
28	Vous êtes sensé informer et non désinformer, ils l'acceptent comme imprimante			
29	Allô Mukebayi et safu vous avez reçu combien. ? Kie Kie Kie Kie Kie Kie		X	
30	Bande des tintins et reveurs de la République.Et enfin entre vous et fatshi Qui disait mieux?.Merci felix l'homme adapté aux réalités du terrain et qui maitrise mieux la kabilie et ses jeux.La mav ou pas.On s'incline on n'a le choix		X	
31	Franchement c'est vrai que le ridicule ne tue pas au Congo, il devrait avoir honte ces gens pour qui ils nous prennent???		X	
32	Effectivement nous acceptons ces machines parce que les 8000 machines qui contenaient le nom de Shadary sont consumés pour la ville de Kinshasa	X		
33	Le leadership De Fatshi vient d'être confirmé! Bande d'apprentis politiques!! ....#Fatshi 20.		X	
34	Lamuka une structure de bololé		X	
35	Celui qui n'est pas avec lamuka est contre la population congolaise. 4		X	
36	Soni, confusion total c est katumbi et bemba les leaders ce pas fayulu qui décide dans lamuka		X	
37	Vous tous qui avez adhééré à ce secte satanique de lamuka venez voter massivement pour #Fatshi20, le president qui a l'amour de son pays et son peuple		X	
38	LAMUKA=SUTUKA confusion sur confusion. Ba comedians Saï-saï na edobe kutu bien		X	
39	Quand vous disons que nous ne faisons pas la politique seulement sur les réseaux sociaux, il faut l'admettre et vous devez savoir que, dans LAMUKA, nous avons encore des amis et des proches. L'annonce officielle que vous attendiez est là et elle n'est pas annoncé par le candidat		X	

	mais plutôt par l'œil de Katumbi dans LAMUKA. Ayez l'humilité de reconnaître que vous vous êtes trompés. Katumbi a reçu combien de Kabila pour accepter d'aller finalement aux élections avec la MAV? La politique n'est pas une fiction, elle est réelle et dynamique... ! Poté Bauli Bofunda!			
40	Felix avait perçu 3.000.000\$ pour accepter la machine à voter. Bango ba zwi combien de millions de \$ ? Udps une longueur d'avance.		X	
41	Le retour à la raison ...		X	
42	Où est le problème? Seuls les bulletins d vote imprimés qui seront comptabilisés! On a eu gain d cause!		X	
43	RDC: URGENT! Le soldat du peuple Martin Fayulu garde sa position au sujet de la Machine à Voter (pour la énième fois pour ceux qui n'ont toujours pas compris), il précise - Pas de boycott - Pas d'élection chaotique ni truquées - Il faut voté conformément a la loi électoral et au calendrier électoral - Ne pas boycotté le jour du vote, il faut allé voté, mais demandé le bulletin papier, qui est conformément a la loi électorale Qu'est ce qu'on va mettre dans l'URNE ? N'est ce pas un bulletin papier ? Qu'est ce qui sera déployer et compté ? N'est ce pas les bulletins de vote ? >> dixit Martin fayulu		X	
44	Or ils ont traité Fatshi de tous les mauvais noms pour sa position sur la machine à voter, voilà enfin. L'accord de Genève violé 😞		X	
45	Maintenant Fatshi 2.0 a raison? je me demande ils ont eu quelle envelope pour accepter la mav?		X	
46	Groupe théâtrale lamuka, Les jaloux d l'udp.		X	
47	Suivez le guide donc suivez # felix20 😄		X	
48	La voix et libre à Félix pour gagné les élections.		X	
49	Le grand leader ya Rdc c Felix le reste de lamuka sans vision politique		X	

50	Alors demander pardon a Félix si non la base on est là ;on va sanctionné .		X	
51	Félix le visionnaire toujours imiter mais jamais égalé		X	
52	LAMUKA prouve son amateurisme en tout ....		X	
53	<p>CHERS COMPATRIOTES CONGOLAIS, JE SUIS DU NORD,DU SUD,DE L'EST,DE L'OUEST,LE BEBE ET LA FEMME ET L'HOMME ET LE GARCON V IOLE, LE BEBE ET LA FEMME ET L'HOMME ET GARCON TUE,LA FEMME ET L'HOMME SANS TRAVAIL, LA FEMME ET L'HOMME IMPAYE, LA FEMME ET L'HOMME JOURNALIER,LE BEBE ET LA FEMME ET L'HOMME ET GARCON SANS SOINS MEDICAUX, LE BEBE ET LA FEMME ET L'HOMME ET GARCON SANS COURANT ELECTRIQUE, LE BEBE ET LA FEMME ET L'HOMME ET GARCON SANS EAU, LE BEBE ET LA FEMME ET L'HOMME ET GARCON SANS JUSTICE, LE BEBE ET LA FEMME ET L'HOMME ET GARCON SANS PAIX, LE BEBE ET LA FEMME ET L'HOMME ET GARCON MENDIANT SDF, LE BEBE ET LA FEMME ET L'HOMME ET GARCON NON A L'ECOLE.ETC.. MON MESSAGE CONTRE CONTINUITE: ENRICHISSEMENT INDIVIDUEL DES MEMBRES FCC, PRIVATISATION MINERAIS CONGO GECAMINE CUIVRE COLTAN ETC,ASSASSINAT COMME ETUDIANTS UNIKIN SHEBEYA ...ET EST BENI,ELECTRICITE,ROU~TES,TRANSPORT,JUSTIC~E DONC TOUT MEDIOCRE.CHOMAGE ET JOURNALIERS SNEL REGIDESO SNCC CONTRAT CHINOIS ,TRAVAILLEURS IMPAYES PRIVES ET DE L ETAT PAS DES DECOMPTE POUR RETRAITES,DETTE INTÉRIEURE IMPAYEE.ET ENCORE ET ENCORE.POUR LE CHANGEMENT VOTEZ POUR LA VRAIE OPPOSITION PRESIDENT,DEPUTES NATIONAUX ET PROVINCAUX. TOLOBI: A. FATSHI No 20 EN PRIMEUR POUR NON VIOLENT LA PAIX, , AVOIR EN PREMIER COMPRIS REALPOLITIQUE EN NEGOCIATION POLITIQUE ON NE OBTIENT PAS TOUT ...</p>		X	
54	<p>CORNEILLE NANGAA REpond A MARTIN FAYULU. LOKUTA YA MARTIN FAYULU EBIMI NA PWASA !BANA MEMBRES, LOKUTA EYAKI NA ASCENSEUR, VERITÉ EYAKI NA ESCALIER PE EKOMI NA MUR FACEBOOK YA GOUV Bruno Bienvenue Bula. CHERS COMPATRIOTES CONGOLAISES ET CONGOLAIS, BOTALA NDENGE "LAMUKA" ASUKI NA LOKUTA NAYE, NZOKA CORNEILLE NANGAA ASI ALAKISAKI NA MOKILI MOBIMBA QUE MACHINE A VOTER BAKO UTILISER YANGO COMME</p>		X	

	IMPRIMANTE. DEVOIR DE MEMOIRES+RAPPEL+INFO+VITESSE !			
	<b>Quantification par nature de l'intervention</b>	<b>3</b>	<b>49</b>	<b>2</b>

#### 3.4.1.2 Interprétation des résultats

Sur les 54 interventions retenues dans la dynamique des interventions ou des fils de discussions (entre les utilisateurs et face à la publication de Top Congo FM) et s'inspirant à la grille d'analyse inspirée par Jean De Bonville et Julien Rueff, 90% se rapportent à la partisanerie, 5,5% à la participation citoyenne ou à la gouvernance et 3,7% à la dénonciation du néo-colonialisme. À travers ces fils de discussions, les intervenants fustigent la versatilité de certains acteurs politiques, notamment en ce qui concerne l'utilisation de la machine à vote des élections du 30 décembre 2018. Ce dispositif informatique a été soupçonné de favoriser la fraude. Au départ, hormis les candidats du pouvoir organisant les élections, tous les acteurs de l'opposition avaient rejeté l'utilisation de la machine à voter. Curieusement, tous les candidats et leaders de l'opposition avaient progressivement accepté de prendre aux élections en utilisant cet outil informatique. Ainsi les candidats leaders de l'opposition s'attaquaient entre eux. Ce qui précède engendre la méfiance de la population vis-à-vis des acteurs politiques ou de la classe dirigeante.

En plus, comme souligné avant, les éléments des discussions traduisent la mise en doute de la partialité de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), chargée d'organiser des élections libres, démocratiques et transparentes. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, cette même centrale électorale est mise en place par les politiques, notamment par le détenteur du pouvoir que les utilisateurs accusent de préparer la fraude à grande échelle et de recourir aux moyens de l'État lors de la campagne électorale. Par avance, « la CENI est déclarée corrompue », déclarait un utilisateur désespéré.

### 3.4.2 Grille d'analyse des interventions sur la publication Top Congo FM/Facebook du 30 décembre 2018 et interprétations des résultats

<https://www.facebook.com/profile/100064695426302/search?q=shadari%20emmanuel/>  
<http://mobile.topcongo.fm/article/qui-de-shadary-fayulu-ou-tshisekedi-3535>

Titre : Qui de Shadary, Fayulu ou Tshisekedi ?

54 likes, 69 commentaires et 1 partage

30 décembre 2018

#### 3.4.2.1. Grille d'analyse des interventions

##### LÉGENDE

PP/G : participation politique/gouvernance

P : partisannerie

N : néo-colonialisme

		Nature de l'intervention		
No	Libellé de l'intervention	PP/G	P	N
01	Fayulu président de la République		X	
02	FUYULU remporte les elections partout		X	
03	Top congo pourquoi t'as ommit de mettre la photo de Fayulu ? ??? C'est pas juste, c'est lui la tête de la locomotive		X	
04	Shadari est un voleur ; tandis que fayulu est un homme droit. Donc 4 notre nouveau président.		X	
05	Fayulu, ILS savent par coeur que c'est bien lui le gagnant		X	
06	Top Congo radio proche du pouvoir.		X	
07	Fayulu: Ici à Mwene-ditu/Province de Lomami dans l'un des centres de votes " Collège de la Paix 2" délocalisé vers l'école Nsabwe Tshilonda tous les témoins de la		X	

	Dynamique de l'Opposition on leurs a ravis les macarons et leurs cartes d'électeurs par le chef de centre (que je ne veux pas citer le nom) sous prétexte que c'étaient des photocopies et je me demande si c'est les candidats qui auraient photocopié ces macarons ou c'est la CENI qui est le fournisseur de ces macarons			
<b>08</b>	Plus de temps pour les spéculations...Rdv le 06... Shadary président		X	
<b>09</b>	Une maman âgée de 75 a perdu connaissance parcequ on l a fait voter EMMANUEL RAMAZANY,elle voulait voter FAYULU le no 4		X	
<b>10</b>	Entre Félix et Martin, que le meilleur gagne !		X	
<b>11</b>	Nous à beni, c'est FAYULU!		X	
<b>12</b>	Élection chaotique	X		
	<b>Quantification par nature de l'intervention</b>	<b>1</b>	<b>11</b>	<b>0</b>

#### 3.4.2.2. Interprétation des résultats

Dans cette deuxième publication de Top Congo FM, seules 12 interventions ont été syntaxiquement ou grammaticalement compréhensibles . De ces interventions ou des fils de discussions (entre les utilisateurs et face à la publication de Top Congo FM /Facebook) et en référence à la grille d'analyse inspirée par Jean De Bonville et Julien Rueff, il a été relevé une intervention ayant trait à la participation citoyenne, 11 interventions complètement à caractère partisan et aucune intervention dénonçant le néo-colonialisme. À travers cette publication, les intervenants s'expriment pathétiquement leurs choix respectifs entre les trois principaux candidats à la présidentielle : Emmanuel Ramazani Shadary (Front Commun pour le Congo/Camp du pouvoir en place), Félix Tshisekedi (Coalition pour la changement/Opposition 2) et Martin Fayulu Madidi (Coalition Lamuka/Opposition).

« FUYULU remporte les elections partout », affirme un intervenant dans le fil des discussions. L'échec cuisant de la gouvernance du pouvoir en place traduit par la misère noire et l'extrême pauvreté fait que la grande majorité des intervenants aux échanges pronostiquent en faveur d'un candidat de l'opposition : « Entre Félix et Martin, que le meilleur gagne ! », écrit un autre utilisateur.

Somme toute, à travers cette publication, s'exprimant majoritairement pour le changement radical et contre la continuité du pouvoir en place, les intervenants prédisent la victoire d'un candidat de l'opposition, sans indexer l'ingérence des puissances occidentales dans la manipulation des résultats de vote.

3.4.3 Grille d'analyse des interventions sur la publication Top Congo FM/Facebok du 15 janvier 2019 et interprétation des résultats

3.4.3.1. Grille d'analyse

<https://www.facebook.com/profile/100064695426302/search/?q=Martin%20fayulu/>

<http://mobile.topcongo.fm/article/martin-fayulu-s-autoproclame-president-de-la-republique--3578>

Titre : Martin Fayulu s'autoproclame président de la République

141 émoticons, 112 commentaires, 29 partages

20 janvier 2019

## LÉGENDE

PP/G : participation politique/gouvernance

P : partisanerie

N : néo-colonialisme

		Nature de l'intervention		
No	Libellé de l'intervention	PP/G	P	N
01	Vraiment ns somme dans quel pays où on peut trouvez 2 president?juste une petite rappel des election 2011.		X	
02	Na ndenge ya TSHITSHI...Il s'entête, c pas bien. On va le prendre pour fou ou alors se dire qu'il avait qlq chose de caché, qu'il ne veut pas se le dire perdre ...Pole On ne vit pas que pour réussir.		X	
03	On a vu ça en 2011. Aucune nouveauté. Mais franchement ses avocats ont été nuls à la CC et l'ont encore plus traîner pr ridicule mais heureusement que le ridicule ne tue pas. Travaillles pr 2023		X	
04	Oza traître monene depuis 2006 toyebi yo bien/ vous êtes un grand depuis 2006, nous vous connaissons bien		X	
05	j'suis impatient de lui voir prêter serment..et l'il nous donne le jour de son prestation d serment,on attend impatiemment!!	X		
06	Il sera le président de sa famille, un opportuniste de mauvais goût, cet invique mérite la prison.		X	
07	Mais ce n'est pas difficile que, mr Martin laisse comme ça tandis-que les peuple avez voté lui mais tantine mandefu solo a fait pour qu'il n'est pas arrêté par #CPI		X	
08	L'histoire de 2011 avec Tshisekedi se répète		X	
09	Le combat que Martin et Félix ont mené depuis, était d'obtenir la passation du pouvoir entre Kabila et l'opposition ,aujourd'hui nous sommes là, alors pour quoi ne pas travailler ensemble pour l'intérêt du peuple au lieu de créer encore des divisions unutilles	X		

<b>10</b>	Tshisekedi le père l'avait fait en 2011 pour finir n'ayant commande sur aucune institution, qu'il attende aussi l'imperuim		X	
<b>11</b>	Frère du president elu felix de l'eglise. Ici chez ns, ns l'avons surnomé kalulu martin		X	
<b>12</b>	<p>Programme de Marche pacifique:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Demain Lundi 21.01.2019 journee ville morte</li> <li>-le 22.01 marche de protestation devant le Palais de la Nation</li> <li>- Du vendredi 25 au dimanche 27.01 Jeune de prière( ne pas manger ni boire ni avaler la salive de (05:00 à 23h)</li> <li>- Lundi 28.01 marche pacifique que chacun apporte sa carte d'électeur</li> <li>- Le 01.02 Journée d'action de Grace pour commémorer la mort du President élu et légitime Mr. Etienne Tshisekedi wa Mulumba</li> </ul> <p>La suite vous sera communiquée au moment opportun</p> <p>La Présidence légitime Martin Fayulu Madidi</p>		X	
<b>13</b>	Au service des imperialistes			X
<b>14</b>	Vous êtes dans l'euphorie, c'est normal mais sachiez-le bien que la kabilie est restée intacte		X	
<b>15</b>	Kanambe a blague avec les peuple congolais acomplicité avec felix. la vérite triomphera toujours les peuple gagne toujours mafa calme toi ce ne pas la fin du monde		X	
<b>16</b>	Tu feras la prison pour rien..Et le fugitif katumbi lui-même ne fera rien pour toi..quand on a été à la cour constitutionnelle, qui est la dernière haute instance, on évite ce théâtre..oza ya Tshitshi te po omeka magie..oza populaire te.. komi kosa te.. Etali yo		X	
<b>17</b>	Laamuka oyeee! mes condoléances à toutes les familles qui vont livrés leurs frères, sœurs, fils et filles pour s'opposer à cet pouvoir, ce qui est, reste dit! ya Fathi wumelaaaaaaaa! bango tembe biso nko!			

18	Moi je crois que c'est à Félix d'aller personnellement parler avec son frère. Nous notre crainte c'est de savoir qu'on aura la même voiture et on a changé seulement le conducteur donc la continuité. Nous voulons une nouvelle voiture et un nouveau conducteur. Félix doit nous rassurer que c'est lui le changement et l'état de droit veut dire aussi la justice.	X		
19	Il ne veut pas lâcher l'affaire !		X	
20	Qu'il aille prêter serment dans sa maison 🏠 faden housee, il va diriger la République de faden house		X	
21	De soldat du peuple au soldat des impérialistes. occidentaux et rwandais, il n'y a qu'un pas			X
22	Te un vrai malade va te Faire soigner en suisse nous nous voulons la paix mieux vaux un demon connu qu un ange inconnu		X	
23	Beaucoup de congolais t'ont fait confiance mais les autres en on décidé autrement. Préserve le sang de tes compatriotes et prends courage de tourner la page pour mieux préparer la prochaine présidentielle		X	
24	Le congolais ne sait pas partager sur des idées, mais plutôt viser les individus.	X		
25	Les gens pensent que la vérité, c'est rien que les paroles qui doit faire plaisir a nos oreilles, alors que c'est ne pas sa... Vous avez demandé la vérité des urnes et sa vous a été donné, que vous plaise ou pas... Le monde entier, satan et Dieu tous ont pris acte que Félix Antoine Tshisekedi Président de la R.D.Congo.		X	
26	Il n'est meme pas candidat malheureux mais tres jaloux hainieux tribal .		X	
27	Oui il a raison, c'est lui le vrai Président de la RDCongo. Sa victoire a été volés par les Médiocres occupants et les collabos rdcongolais. Dieu tout-puissant Va faire son travail en toute sincérité car le vrai juge c'est Dieu tout-puissant en Jésus-Christ de Nazareth.		X	

28	Nous ne voulons plus voir les sangs des Congolais couler pardon	X		
29	Président de toutes les stations pétrolière du congo / Nous attendons ta prestation du serment à Faden House !!!		X	
30	Lamuka est mort,muana na muana bendana kkkk...dans 5 ans,katumbi sera son propre candidat,ainsi que Bemba...Fayulu disparaîtra dans la nature..		X	
31	J'ai pitié de lui car on lui a volé sa victoire mais s'autoproclamer président est une démarche vaine si on ne peut pas accéder à l'appareil executif. Tshisekedi l'avait fait en 2011 et on connait comment ça fini		X	
32	Fayulu au Congo suite et fin 🤔🤔🤔🤔		X	
33	Il peut aussi preter serment a Faden House.un vrai eleve d Etienne Tshisekedi.il pourra aussi demander aux deutes de Lamuka de ne pas siéger a l assemblee nationale.le cocktail sera alors complet....🤔🤔🤔🤔		X	
34	Martin fayulu je suis dernier toi mais comme ils ont proclamé Felix laisse ce n'est pas la fin du monde .Weah a patienté et il est president aujrd8	X		
35	Un mauvais perdant, président des réseaux sociaux!		X	
36	C'est bien lui le véritable gagnant des élections du 30décembre 2018.La vérité reste la vérité.		X	
37	Oui il est president de son hotel Faden house#faux perdant celui-la ...kiekieke		X	
38	Qu'il arrête de nous faire des conneries fatshi déjà alongi bitumba (Félix Tshisekedi est déjà proclamé président)		X	
39	C'est votre co-équipié opposant, travaillez ensemble car l'union fait la force !	X		
	<b>Quantification par nature de l'intervention</b>	<b>7</b>	<b>30</b>	<b>2</b>

#### 3.4.3.2. Interprétation des résultats

Par cette publication comprenant 39 interventions syntaxiquement ou grammaticalement compréhensibles dont 7 interventions sur la participation politique ou la gouvernance, 30 interventions de partisanerie et 2 interventions sur le néo-colonialisme, il se dégage une baisse remarquable de la profondeur des interventions : plus de 75% des interventions sont partisans et moins de 20% abordent des aspects liés effectivement à la gouvernance de la RD Congo, à la participation politique ou citoyenne.

Tout au long de cette publication, les intervenants soutenant le candidat Félix Tshisekedi, confirmé vainqueur de l'élection présidentielle du 30 décembre 2018 par la Cour constitutionnelle à l'issue des résultats provisoires publiés par la Ceni, fustigent une pointe d'ingérence des pays occidentaux dans les affaires internes de la RD Congo par les informations et déclarations de certaines autorités de la France et de l'Union européennes relayées par RFI.

Bref, cette publication distille plus des propos partisans et moins d'interventions relevant de la participation citoyenne ou favorables à la démocratisation ou à la gouvernance, sans manquer de relever une pointe l'ingérence des puissances occidentales dans la manipulation des résultats de vote.

En définitive, les éléments d'information et de formation des fils de discussions de ces trois publications de Top Congo FM ont moins rapport avec la participation citoyenne ou politique ou encore à la gouvernance. Comparativement à cet constat, il appert que les interactions observées sur les pages Facebook de RFI-Afrique correspondent mieux à la définition de la participation citoyenne telle qu'elle est mise en avant dans cette étude, d'une part, et répondent également à notre seconde question de recherche.

Au regard de ce qui précède, les éléments des interventions dans les fils de discussions prouvent que RFI-Afrique/Facebook est potentiellement très suivi et plus riche à étudier que Top Congo FM. Ainsi une réponse est donnée à notre première question spécifique de recherche , en l'occurrence: sur base de quels critères, la page Facebook RFI-Afrique permet-elle de mieux mesurer le degré de participation citoyenne des utilisateurs que la page Facebook de TOP Congo FM ?

## CONCLUSION, LIMITE ET DIFFICULTÉS DE LA RECHERCHE

Il a été de bon aloi que cette étude s'ouvre sur le rôle traditionnellement dévolu aux médias dans les démocraties, en évoquant les liens historiques entre médias et démocratie en RD Congo, notamment la radio et la gouvernance démocratique. Par ricochet, les institutions et les organisations indépendantes d'appui à la démocratie, la problématique de l'autonomie des médias de la RD Congo ainsi que la situation socio-économique des professionnels de médias ont également été au centre de la réflexion.

En cette période contemporaine, l'on ne peut traiter du rôle et des fonctions des médias sans développer sur le tournant numérique à l'échelle mondiale et en RD Congo. Avec cette profonde mutation, les rôles des réseaux sociaux impactent profondément et diversement les opérations de collecte, de traitement, de diffusion et d'archivage des informations de tous les types de médias : c'est l'émergence de la radio en ligne. L'on est donc en pleine ère des médias socionumériques.

C'est évidemment grâce aux facteurs tels que l'augmentation constante de la pénétration du numérique, les changements technologiques à la portée de toutes les couches sociales du monde ainsi que le foisonnement des espaces publics virtuels que cette nouvelle radio a également évolué en RD Congo. Ainsi, le rôle des médias en ligne change de mieux en mieux proportionnellement aux débats, à la culture et à la participation citoyens.

Cependant, suite à de persistantes contraintes d'ordre socio-économique et politique, les ondes de RFI émettent plus longtemps sur 24 heures, plus loin à l'échelle planétaire, plus profondément que le fond d'un océan ou d'une mer et, surtout, de façon multiculturelle que les radios africaines dont les radios congolaises en ligne. Comme l'affirment quelques

passages de cette étude, dans ses émissions locales, régionales et internationales, RFI demeure une radio de proximité, du « réveil décisif » et du « coucher tranquille » des populations congolaises.

Vue à contre-jour, malheureusement, en Afrique comme en RD Congo, RFI symbolise le néo-colonialisme et constitue un vecteur déterminant du soft-power, de l'hégémonie occidentale, de l'aliénation aussi. RFI, c'est aussi la « vitrine » et le « porte-voix » du bourreau, auteur des plaies « incurables » de l'histoire de l'Afrique : la traite des Noirs et l'esclavage, dans leurs formes les plus primitives et les plus barbares.

Qu'à cela ne tienne, RFI impacte la vie politique, économique et socioculturelle de la RD Congo, notamment en période électorale. C'est le cas avec l'élection présidentielle du 30 décembre 2018. En observant attentivement son action, une hypothèse se dégage : RFI contribuerait tant soit peu à la participation citoyenne par sa page Facebook/Afrique. C'est la suite logique de la question de recherche de ce travail qui s'allie progressivement à la pertinence de la recherche, aux éléments du cadre théorique et conceptuel, sans manquer de recourir à une approche méthodologique bien adaptée : l'analyse du contenu.

La détermination d'un corpus principal et l'élaboration d'une grille d'analyse pratique ont permis d'aboutir à une interprétation des résultats objective, fiable et éclairée sur le degré de participation citoyenne de différents utilisateurs de RFI-Afrique/Facebook. Une approche comparative a été mobilisée pour justifier davantage le choix de RFI-Afrique/Facebook comme corpus premier parmi les médias en ligne de la RD Congo, notamment la radio Top Congo FM. Trois publications de celle-ci ont constitué notre corpus secondaire.

Inspiré des éléments de la grille d'analyse choisie, les termes d'interprétation des résultats de l'analyse du contenu répondent effectivement à notre question de recherche : les discussions autour de ces trois publications de RFI diffusées sur internet et reportées sur Facebook contribuent concrètement à l'information, à la formation et à la participation citoyenne de

leurs utilisateurs ou abonnés dont des sujets congolais. À travers les différents fils de discussions des publications analysées, les traits ou éléments de participation citoyenne ont été non seulement présents mais surtout récurrents. Au moyen de l'intégration des aspects théoriques sur la participation en ligne et l'ordre des interactions dans cette recherche, l'analyse du contenu a davantage permis de prouver que les contenus sélectionnés relèvent de la formation et de la participation citoyenne.

Par ailleurs, il convient de souligner que cette étude n'avait pas la prétention de confirmer ou de valider que RFI est un support de consolidation et de promotion de la démocratie en RD Congo. Cependant, elle a modestement tenté de repérer ou de recueillir un potentiel de participation citoyenne à prendre en compte, à travers les publications de RFI, d'une part, et les interactions afférentes sur Facebook, d'autre part. Ce qui constitue une réponse à notre troisième question de recherche : les interactions laissent-elles entrevoir un rôle particulier reconnu respectivement à RFI-Afrique s'agissant du processus démocratique et électoral en RD Congo ?

Au demeurant, après l'éradication de la crise sanitaire à la Covid-19 et les contraintes d'ordre temporel et matériel, qui ont limité notre recherche au niveau de l'analyse du contenu, il est possible d'approfondir cette étude sur les pratiques informationnelles en ligne en application d'autres approches méthodologiques, notamment la méthode qualitative, la méthode quantitative et la méthode mixte, selon les moyens disponibles au moment de la recherche.

Incontestablement, notre corpus principal (les publications de RFI) a, enfin, répondu à deux critères ou facteurs déterminants de cette recherche. Primo, le contenu de RFI (ou de Top Congo FM) a abordé la politique en RD Congo. Secundo, les publications de RFI ont suscité des réactions minimalement pertinentes, légitimes ou quelques fois argumentées, c'est-à-dire dépassant le seul emploi des emojis ou humeurs Facebook et développant une opinion, un point de vue, une prise de position ou une argumentation même minimale.

Malheureusement, la recherche en ligne sur les pratiques informationnelles à travers Facebook est devenue très difficile sur place au Canada. Du simple fait que le gouvernement canadien s'est retrouvé dans un bras de fer avec les géants du Web après l'adoption du projet de loi C-18, le 22 juin 2023 à la Chambre des communes. En vigueur depuis décembre 2023, la Loi sur les nouvelles en ligne a forcé les géants du Web, notamment Google et Meta, maison mère de Facebook et propriétaire d'Instagram, à indemniser les médias d'information canadiens pour le partage de leurs articles et de leurs reportages. S'opposant farouchement aux dispositions de la loi C-18 et aux principes qui les sous-tendent, le géant américain Meta, qui pilote les réseaux sociaux Facebook et Instagram, avait, en représailles, commencé à mettre fin à l'accès aux nouvelles au Canada, des mois avant l'entrée en vigueur de la Loi canadienne sur les nouvelles en ligne. Cette situation a sérieusement compliqué l'accomplissement de cette recherche axée sur l'analyse du contenu des publications de RFI-Afrique et Top-Congo FM sur Facebook. Pour besoin d'exactitude et de fiabilité des informations, une personne résidant à l'étranger a été chargée de procéder à la vérification du contenu de toutes les publications de RFI et Top-Congo FM sélectionnées sur leurs pages respectives. Finalement, c'est Alexandre Coutant, directeur de ce travail qui a permis de décanter complètement la situation d'inaccessibilité aux informations diffusées sur la page RFI-Afrique/Facebook

## RÉFÉRENCES

- 7.35.5.-Loi-du-22-juin-1996\_Liberte-de-presse\_modalite-de-l-exercice.pdf. (s. d.).  
Récupéré le 11 octobre 2021 de [https://www.droitcongolais.info/files/7.35.5.-Loi-du-22-juin-1996\\_Liberte-de-presse\\_modalite-de-l-exercice.pdf](https://www.droitcongolais.info/files/7.35.5.-Loi-du-22-juin-1996_Liberte-de-presse_modalite-de-l-exercice.pdf)
- 09426.pdf. (s. d.). Récupéré le 4 octobre 2021 de <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/africa-media/09426.pdf>
- Abba, S. (2016). Marie-Soleil Frère. Journalismes d’Afrique. *Afrique contemporaine*, 259(3), 186-189.
- afr620111993fr.pdf. (s. d.). Récupéré le 4 octobre 2021 de <https://www.amnesty.org/fr/wp-content/uploads/sites/8/2021/06/afr620111993fr.pdf>
- Atenga, T. (2015). Étienne Damome, Radios et religions en Afrique subsaharienne. Dynamisme, concurrence, action sociale. *Questions de communication*, (28), 354-356.
- Augustin, B. L. N. (2013). *Missions catholiques et protestantes face au colonialisme et aux aspirations du peuple autochtone à l’autonomie et à l’indépendance politique au Congo Belge...* Gregorian Biblical BookShop.
- Badouard, R. & Girard, C. (2021). Internet en mal de démocratie: Introduction. *Esprit*, 479, 33-37. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.3917/espri.2111.0033>
- Balle, F. (2010). Introduction. *Que sais-je?*, 5(3694), 3-6.
- Bardin, L. (2013). *L’analyse de contenu*. Presses Universitaires de France. <https://www.cairn.info/l-analyse-de-contenu--9782130627906.htm>
- Bastin, G. et Tubaro, P. (2018). Le moment big data des sciences sociales. *Revue française de sociologie*, 59(3), 375-394. <https://doi.org/10.3917/rfs.593.0375>
- Becker, H. S. (2002). *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*. La Découverte. <https://www.cairn.info/les-ficelles-du-metier--9782707133700.htm>
- Becker, H. S. (2020). *Faire preuve. Des faits aux théories*. La Découverte. <https://www.cairn.info/faire-preuve--9782348037672.htm>

- Birkner, N. et Mix, Y. (2014). « Qu'est-ce que l'espace public ? Histoire du mot et du concept », *Dix-huitième siècle*, vol. 46, no. 1, pp. 285-307
- Bilan 1999 de la société RFO - CSA - Conseil supérieur de l'audiovisuel*. (s. d.). <https://www.csa.fr/Informer/Espace-presse/Communiques-de-presse/Bilan-1999-de-la-societe-RFO>
- Bilan de la société Radio France internationale pour l'exercice 1999 - CSA - Conseil supérieur de l'audiovisuel*. (s. d.). <https://www.csa.fr/Informer/Espace-presse/Communiques-de-presse/Bilan-de-la-societe-Radio-France-internationale-pour-l-exercice-1999>
- Bissière, M. et Farmer, Y. (s. d.). *la communication sur les réseaux sociaux numériques*, 32.
- Blet, C., (2010) « Les médias, un instrument de diplomatie publique ? », *Revue internationale et stratégique*, vol. 78, no. 2, pp. 119-126.
- Blondiaux, L. (2008). Démocratie délibérative vs. démocratie agonistique ? Le statut du conflit dans les théories et les pratiques de participation contemporaines. *Raisons politiques*, 30(2), 131-147. <https://doi.org/10.3917/rai.030.0131>
- Blondiaux, L. et Traïni, C. (2018). Introduction : les émotions, angle mort et dimension essentielle de la participation politique. Cairn.info. Dans *La démocratie des émotions* (p. 7-43). Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.blond.2018.01.0007>
- Boullier, D. (2020). *Comment sortir de l'emprise des réseaux sociaux*. Paris: le Passer éditeur.
- Bousquet, F. et al., (2017) « Pratiques de médiation informationnelle sur Facebook : l'appropriation politique de la presse quotidienne régionale lors de la campagne présidentielle de 2017 », *Mots. Les langages du politique*, vol. 123, no. 2, 2020, pp. 81-102
- Boyer, P. (1987). *Claude Lefort, Essais sur le politique, XIXe-XXe siècles*, Paris, Seuil, coll. Esprit, 1986, 332 p. *Politique*, (11), 185-189. <https://doi.org/10.7202/040558ar>
- Cardon, D. (2019a). *Culture numérique*. Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/culture-numerique--9782724623659.htm>
- Cardon, D. (2019b). Les médias face à la révolution numérique. Cairn.info. Dans *Culture numérique* (p. 247-260). Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/culture-numerique--9782724623659-p-247.htm>

- Cardon, D. (2019). « *Les médias face à la révolution numérique* », dans :, Culture numérique. sous la direction de Cardon Dominique. Paris, Presses de Sciences Po, « Hors collection » - Recherche Google. (s. d.).
- Cardon, D. (2013). « La participation en ligne ». Réseau Canopé 173 (n.d) : 33-42.
- Cardon, D. (2010). *La démocratie Internet: promesses et limites*. Paris: Seuil.
- Chantepie, P. et Le Diberder, A. (2010). *Révolution numérique et industries culturelles*. La Découverte. <https://www.cairn.info/revolution-numerique-et-industries-culturelles--9782707165053.htm>
- Citton, Y., Puaud, D. & Rebeyrolle, M. (2019). La construction de la réalité en médiarchie: Entretien avec Yves Citton réalisé par David Puaud et Marie Rebeyrolle. *Journal des anthropologues*, 156-157, 261-274. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.4000/jda.8347>
- Clément, J. (2010). Une influence plutôt indirecte sur la politique. *Revue internationale et stratégique*, 78(2), 75-79. <https://doi.org/10.3917/ris.078.0075>
- congo-report-carter-center-nov-2017-french.pdf*. (s. d.). Récupéré le 12 octobre 2021 de [https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/peace\\_publications/democracy/ccongo-report-carter-center-nov-2017-french.pdf](https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/peace_publications/democracy/ccongo-report-carter-center-nov-2017-french.pdf)
- Coutant, A. (2015). Chapitre 6. Les jeunes et les réseaux socio-numérique : questions d'identités. Cairn.info. Dans *Digital natives* (p. 149-184). EMS Editions. <https://doi.org/10.3917/ems.steng.2015.01.0149>
- Coutant, A. et Stenger, T. (2010). Processus identitaire et ordre de l'interaction sur les réseaux socio-numériques. *Les Enjeux de l'information et de la communication, Volume 2010(1)*, 45-64.
- Coutant, A. et Stenger, T. (s. d.). *Pratiques et temporalités des réseaux socio-numériques : logique de flux et logique d'archive*, 12.
- Crespel, É. (2012). Armand MATTELART (2009), Histoire de la société de l'information (4e édition). *Communication. Information médias théories pratiques*, (Vol. 29/2). <https://journals.openedition.org/communication/2630>
- CRG. (s. d.). RDC : les victimes oubliées de la corruption de Dan Gertler. *Congo Research Group | Groupe d'Etude Sur le Congo*. <https://congoresearchgroup.org/rdc-les-victimes-oubliees-de-la-corruption-de-dan-gertler/?lang=fr>
- CRICIS\_CAHIERS\_2014-2.pdf*. (s. d.-a). Récupéré le 4 octobre 2021 de [http://www.cricis.uqam.ca/wp-content/uploads/2014/12/CRICIS\\_CAHIERS\\_2014-2.pdf](http://www.cricis.uqam.ca/wp-content/uploads/2014/12/CRICIS_CAHIERS_2014-2.pdf)

- CRICIS\_CAHIERS\_2014-2.pdf*. (s. d.-b). Récupéré le 4 octobre 2021 de [http://www.cricis.uqam.ca/wp-content/uploads/2014/12/CRICIS\\_CAHIERS\\_2014-2.pdf](http://www.cricis.uqam.ca/wp-content/uploads/2014/12/CRICIS_CAHIERS_2014-2.pdf)
- Dahlgren, P. (2012). « Web et participation politique : quelles promesses et quels pièges ? », *Questions de communication*, vol. 21, no. 1, pp. 13-24
- Dahlgren, P. (2015). *The Internet as a Civic Space*. Dans Coleman, S. et Freelon, D. (dir.). *Handbook of Digital Politics* (p. 17-34). Washington : Edward Elgar Publishing.
- Dan Gertler : les diamants sont éternels – Jeune Afrique*. (s. d.). JeuneAfrique.com. <https://www.jeuneafrique.com/31807/economie/dan-gertler-les-diamants-sont-ternels/>
- De la société du savoir à l'empire de l'ignorance*. (s. d.). Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/568218/de-la-societe-du-savoir-a-l-empire-de-l-ignorance>
- Deiss Jérôme. (2015). *L'art de faire des recherches et de partager l'information: pratiques et techniques de veille et de curation sur Internet / [Jérôme Deiss]*. Fyp éditions.
- De Maeyer, J. (2010). Être journaliste dans un environnement 2.0. Les médias belges face aux innovations technologiques. *Les Cahiers du numérique*, 6(1), 157-177.
- Denouël, J., Granjon, F. et Aurélie Aubert, A. (2014). *Médias numériques et participation: entre engagement citoyen et production de soi*, Paris France, Éditions Mare & Martin.
- Desrosières, A. et Kott, S. (2005). Quantifier. *Genèses*, 58(1), 2-3. <https://doi.org/10.3917/gen.058.0002>
- digital, social media, mobile et e-commerce en 2018*. (2018, 29 janvier). We Are Social France. <https://wearesocial.com/fr/blog/2018/01/global-digital-report-2018/>
- Domenget, J.-C. (2017). Thomas Stenger et Alexandre Coutant, Ces réseaux numériques dits sociaux, Hermès, n° 59, CNRS éditions, 2011. *Interfaces numériques*, 1(1), 221-221.
- drc-2018-election-report-final-en.pdf*. (s. d.). Récupéré le 13 octobre 2021 de [https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/peace\\_publications/election\\_reports/drc-2018-election-report-final-en.pdf](https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/peace_publications/election_reports/drc-2018-election-report-final-en.pdf)
- Emile Lambert Owenga Odinga, « Le respect de la vie privée et les inforoutes »*. (s. d.). [https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/9343/articles\\_162.htm?sequence=1&isAllowed=y](https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/9343/articles_162.htm?sequence=1&isAllowed=y)

- Flichy, P. (2003). 2. Déterminisme technique/déterminisme social. Cairn.info. Dans *L'innovation technique* (p. 39-71). La Découverte. <https://www.cairn.info/l-innovation-technique--9782707140005-p-39.htm>
- Fofana, H., (2015) « L'espace public » : un concept opératoire en contexte africain ? », *Participations*, vol. 12, no. 2, pp. 245-256.
- France Médias Monde*. (s. d.). France Médias Monde. <https://www.francemediasmonde.com/fr/>
- Fréquence monde : du poste colonial à R.F.I.* (s. d.). cultura.com. <https://www.cultura.com/frequence-monde-du-poste-colonial-a-r-f-i-tea-9782014615869.html>
- Frère, M.-S. (1998). Médias et idéologies en Afrique francophone. *Civilisations*, 45(1-2), 15-54.
- Frère, M.-S. (2005a). République démocratique du Congo : les médias en transition. *Politique africaine*, 97(1), 49-65. <https://doi.org/10.3917/polaf.097.0049>
- Frère, M.-S. (2005b). République démocratique du Congo : les médias en transition. *Politique africaine*, N° 97(1), 49-65.
- Frère, M.-S. (2015) « Les médias, « chiens de garde » des élections au Burundi et en RDC ? Une critique de l'assistance internationale aux médias », *Afrique contemporaine*, vol. 256, no. 4, pp. 119-138)
- Gertler gagne des milliards alors que les transactions minières laissent le Congo le plus pauvre - Bloomberg*. (s. d.). <https://www.bloomberg.com/news/articles/2012-12-05/gertler-earns-billions-as-mine-deals-leave-congo-poorest>
- Giry, J. Hardy, A., Huneman P., Kreis, E., Lamy, J., et al. Panique morale à l'Elysée ! sur le rapport de la commission Bronner. 2022, pp
- Grabli, C. (2019). La ville des auditeurs : radio, rumba congolaise et droit à la ville dans la cité indigène de Léopoldville (1949-1960). *Cahiers d'études africaines*, 233(1), 9-45. <https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.25229>
- Granjon, F. (2014). Du (dé)contrôle de l'exposition de soi sur les sites de réseaux sociaux. *Les Cahiers du numérique*, 10(1), 19-44. <https://doi.org/10.3166/lcn.10.1.19-44>
- Granjon, F. (2017). Mobilisations numériques. Politiques du conflit et technologies médiatiques. Paris : Presses des Mines.
- Granjon, F. (2018). Mouvements sociaux, espaces publics et usages d'internet. *Pouvoirs*, 164(1), 31-47. <https://doi.org/10.3917/pouv.164.0031>
- Granjon, F. (s. d.). *De la participation médiatique à la participation politique*, 13.

- Greffet, F. et Wojcik, S. (2018). Une participation politique renouvelée. L'invention de modes individualisés et critiques d'engagement numérique en campagne électorale. *Quaderni. Communication, technologies, pouvoir*, 97 (n.d) : 107-131.
- Grosbois, P. de. (2018). *Les batailles d'Internet: assauts et résistances à l'ère du capitalisme numérique*. Montréal, Québec: Éditions Écosociété.
- GSMA\_MobileEconomy2020\_SSA\_Fre.pdf*. (s. d.). Récupéré le 13 octobre 2021 de [https://www.gsma.com/mobileeconomy/wp-content/uploads/2020/09/GSMA\\_MobileEconomy2020\\_SSA\\_Fre.pdf](https://www.gsma.com/mobileeconomy/wp-content/uploads/2020/09/GSMA_MobileEconomy2020_SSA_Fre.pdf)
- Hargittai, E. et Walejko, G. (2008). THE PARTICIPATION DIVIDE: Content creation and sharing in the digital age. *Information, Communication & Society*, 11(2), 239-256. <https://doi.org/10.1080/13691180801946150>
- Heaton, L., Proulx, S. et Garcia, J. L. diréd. (2014). *La contribution en ligne: pratiques participatives à l'ère du capitalisme informationnel*, Québec, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Heinderyckx, F. (2014). Reclaiming the High Ground in the Age of Onlinement. *Journal of Communication*, 64(6), 999-1014. <https://doi.org/10.1111/jcom.12130>
- Heinderyckx, F. (2015). Le tournant numérique. *Hermès, La Revue*, 71(1), 87-91. <https://doi.org/10.3917/herm.071.0087>
- Héran, F. (1984). L'assise statistique de la sociologie. *Economie et Statistique*, 168(1), 23-35. <https://doi.org/10.3406/estat.1984.4881>
- Hermès, La Revue 2011/1 (n° 59)*. (s. d.). <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2011-1.htm>
- Huot, R. (1999). *Méthodes quantitatives pour les sciences humaines*. Les Presses de l'université.
- idéologie - Définitions, synonymes, conjugaison, exemples | Dico en ligne Le Robert*. (s. d.). <https://dictionnaire.lerobert.com/definition/ideologie>
- Jouët, J. (1993). Pratiques de communication et figures de la médiation. *Réseaux. Communication - Technologie - Société*, 11(60), 99-120. <https://doi.org/10.3406/reso.1993.2369>
- Jouët, J. et Le Caroff, C. (2013). Chapitre 7 - L'observation ethnographique en ligne. Cairn.info. Dans *Manuel d'analyse du web en Sciences Humaines et Sociales* (p. 147-165). Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.barat.2013.01.0147>
- Kahi, H. (2018). Participation politique en ligne et transformation des pratiques journalistiques en Afrique subsaharienne à l'ère des espaces socionumériques. *Communication. Information médias théories pratiques*, (vol. 35/2). <https://doi.org/10.4000/communication.8464>

- Kiyindou, A. (2010). Les médias africains à l'heure du numérique, Annie Lenoble-Bart et Annie Chéneau-Loquay (dir.), *Netsuds*, n°5. L'Harmattan, Netsuds, n° 5, septembre 2010, 133 p. ISBN 978-2-296-12584-1. *Communication & Organisation*, 37(1), 183-184.  
<https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.1339>
- La liberté de presse en République Démocratique du Congo: Plaidoyer pour une dépenalisation des délits de presse - Légavox.* (s. d.).  
<http://www.legavox.fr/blog/maitre-edmond-mbokolo-elima/liberte-presse-republique-democratique-congo-28948.htm>
- La révolution numérique en Afrique.* (s. d.). Vie publique.fr. <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/38534-la-revolution-numerique-en-afrique>
- Labrecque, E. (2013, avril). *Politique, démocratie et technologies de l'information et des communications (TIC)* [Mémoire accepté]. Université du Québec à Montréal.  
<https://archipel.uqam.ca/5423/>
- Lamont, M. et Swidler, A. (2014). Methodological Pluralism and the Possibilities and Limits of Interviewing. *Qualitative Sociology*, 37(2), 153-171.  
<https://doi.org/10.1007/s11133-014-9274-z>
- l'analyse de contenu.* (s. d.). <http://www.europsy.org/marc-alain/analysecontenu.html>
- Larousse, É. (s. d.-a). *Définitions : corpus - Dictionnaire de français Larousse.*  
<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/corpus/19410>
- Larousse, É. (s. d.-b). *Définitions : média - Dictionnaire de français Larousse.*  
<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/m%C3%A9dia/50085>
- Latzko-Toth, G. (2017). Études de cas en STS. Dans F. Bouchard, P. Doray et J. Prud'homme (dir.), *Sciences, technologies et sociétés de A à Z* (p. 94-96). Presses de l'Université de Montréal. <http://books.openedition.org/pum/4300>
- Latzko-Toth, G. et Proulx, S. (2013). Chapitre 2 - Enjeux éthiques de la recherche sur le Web. Cairn.info. Dans *Manuel d'analyse du web en Sciences Humaines et Sociales* (p. 32-52). Armand Colin.  
<https://doi.org/10.3917/arco.barat.2013.01.0032>
- Lavarde, A.-M. (2008). Chapitre 13. Vers l'analyse, l'interprétation des données et la discussion des résultats. Cairn.info. Dans *Guide méthodologique de la recherche en psychologie* (p. 197-204). De Boeck Supérieur. <https://www.cairn.info/guide-methodologique-de-la-recherche-en-psychologi--9782804159047-p-197.htm>
- Lenoble-Bart, A., (2010). Alain Kiyindou (dir.), *Cultures, technologies et mondialisation*, coll. Mouvements économiques et sociaux: L'Harmattan, coll. Mouvements économiques et sociaux, 178 p.)

- Le Caroff, C., (2015) Coralie. « Le genre et la prise de parole politique sur Facebook », *Participations*, vol. 12, no. 2, pp. 109-137)
- Le Hay, V., Vedel, T. et Chanvril, F. (2011). Usages des médias et politique : une écologie des pratiques informationnelles. *Uses of the media and politics : an ecology of information practices. Réseaux*, 170(6), 45-73.  
<https://doi.org/10.3917/res.170.0045>
- Le Québec : portrait d'un paysage médiatique concentré.* (s. d.). La Revue des Médias. <http://larevuedesmedias.ina.fr/le-quebec-portrait-dun-paysage-mediatique-concentre>
- Le Temps des médias 2013/2 (n° 21).* (s. d.). <http://www.cairn.info/revue-le-temps-des-medias-2013-2.htm>
- LE WEB 2.0 EN PERSPECTIVE, Franck Rebillard - livre, ebook, epub.* (s. d.).  
[https://www.editions-harmattan.fr/index\\_harmattan.asp?navig=catalogue&obj=livre&razSqlClone=1&n o=24750](https://www.editions-harmattan.fr/index_harmattan.asp?navig=catalogue&obj=livre&razSqlClone=1&n o=24750)
- Lefort, C. (1986). *Essais sur le politique: XIXe-XXe siècles.* Seuil.
- Lefrançois, R. (1992). *Stratégies de recherche en sciences sociales: applications à la gérontologie.* Presses de l'Université de Montréal.
- Les chiffres clés de RFI.* (2014, 16 janvier). RFI § com.  
<https://www.rfi.fr/fr/entreprise/chiffres-cles>
- Les Objectifs de développement durable – Développement durable.* (s. d.).  
<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>
- Leteinturier, C. (2012). Thomas STENGER et Thomas COUTANT (dir.) (2011), « Ces réseaux numériques dits sociaux ». *Communication. Information médias théories pratiques*, (Vol. 30/2).  
<https://journals.openedition.org/communication/3645>
- L'Idéologie ou la pensée embarquée - Isabelle Garo - SensCritique.* (s. d.).  
[https://www.senscritique.com/livre/L\\_Ideologie\\_ou\\_la\\_pensee\\_embarquee/371460](https://www.senscritique.com/livre/L_Ideologie_ou_la_pensee_embarquee/371460)
- L'instabilité en République Démocratique du Congo : entre conflit ouvert, corruption et ingérence économique - Irénées.* (s. d.). [https://www.irenees.net/bdf\\_fiche-analyse-1036\\_fr.html](https://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1036_fr.html)

- Livingstone, S., Mascheroni, G. et Murru, M. F. (2011). Utilisation des réseaux sociaux numériques par les jeunes européens. Nouveaux résultats sur la vie privée, l'identité et les connexions sociales. *Hermès, La Revue*, 59(1), 89-97.  
<https://doi.org/10.3917/herm.059.0087>
- Maeyer, J. de. (2010). Être journaliste dans un environnement 2.0. *Les Cahiers du numérique, Vol. 6*(1), 157-177.
- Médias sociaux : usage par région du monde 2019*. (s. d.). Statista.  
<https://fr.statista.com/statistiques/570671/media-sociaux-taux-de-penetration-globale-en--par-region/>
- Médias et disparités géographiques en Afrique subsaharienne- fdi:010029308-Horizon*. (s. d.). <https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010029308>
- Médias numériques et participation ; entre engagement citoyen et production de soi - Julie Denouël, Fabien Granjon, Aurélie Aubert - Mare & Martin - Grand format - Le Hall du Livre NANCY*. (s. d.). <https://halldulivre.com/livre/9782849341391-medias-numeriques-et-participation-entre-engagement-citoyen-et-production-de-soi-julie-denouel-fabien-granjon-aurelie-aubert/>
- Mercanti-Guérin, M., (2010) Maria. « Facebook, un nouvel outil de campagne : Analyse des réseaux sociaux et marketing politique », *La Revue des Sciences de Gestion*, vol. 242, no. 2, pp. 17-28).
- Mercklé, P. (2016) . VI. Un nouveau paradigme sociologique ? La sociologie des réseaux sociaux. ( p. 95 -104 ). *La Découverte*
- Miller, D. et Venkatraman, S. (2018). Interactions Facebook : une perspective ethnographique. *Social Media + Society*, 4(3), 2056305118784776.  
<https://doi.org/10.1177/2056305118784776>
- Millerand, F. (2011). Le partage des données scientifiques à l'ère de l'e-science : l'instrumentation des pratiques au sein d'un collectif multidisciplinaire. *Terrains & travaux*, 18(1), 215-237. <https://doi.org/10.3917/tt.018.0215>
- Minkala-Ntadi, P. (2012). La presse congolaise dans la tourmente politique : l'illustration d'une tension entre liberté d'expression et responsabilité sociale. *Quaderni. Communication, technologies, pouvoir*, (77), 113-120.  
<https://doi.org/10.4000/quaderni.569>
- Minkala-Ntadi, P. (2013). Resumen. *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 141(1), 5-18.
- Miyet, B., (2021) « La France et le soft power », *Revue Défense Nationale*, vol. 844, no. 9, pp. 100-107

- Mondada, L. (2021). Organisation multimodale de la participation au sein du couple : corporéité, matérialité et sensorialité dans l'interaction sociale. *Langage et société*, 173, 25-55.
- Monnoyer-Smith, L. (2011). « La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques ? ». *Participations* 1 (n.d) : 156-185
- Monnoyer-Smith, L. et Wojcik, S. (2014). La participation politique en ligne. Vers un renouvellement des problématiques? *Participations*, 8, 5.  
<https://doi.org/10.3917/parti.008.0005>
- Moreira Cesar, C. & Fernandes Dos Santos, N. (2020). Quelle place pour les communicants politiques à l'ère des campagnes WhatsApp au Brésil ?
- Mubangi Bet'ukany, G. (2007). Le parcours de la presse congolaise et le rôle de l'oralité comme relais de l'information en Afrique. *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2007(1), 51-62. <https://doi.org/10.3917/enic.007.0051>
- Muhlmann, G. (2006). Le gros mot de contre-pouvoir. *Pouvoirs*, 119(4), 55-70.  
<https://doi.org/10.3917/pouv.119.0055>
- Mumbunda, P. (2018). Les institutions d'appui à la démocratie : les délaissées des politiques (p. 121-142).
- Noirault, P. (2014). Pour une culture sans frontières : Radio France internationale et ses émissions littéraires. *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 40(2), 127-140.  
<https://doi.org/10.3917/bipr.040.0127>
- Nouma, Z. R. (1990). *Radio france internationale : instrument de la presence francaise dans le monde* [thesis, Lille 2]. <http://www.theses.fr>.  
<http://www.theses.fr/1990LIL20012>
- Offerlé, M. (2012). Qu'est-ce qu'un parti politique ?. Dans : Michel Offerlé éd., *Les partis politiques* (pp. 9-19). Paris cedex 14: Presses Universitaires de France.
- Paillé, P. et Mucchielli, A. (2021). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (vol. 5e éd.). Armand Colin. <https://www.cairn.info/l-analyse-qualitative-en-sciences-humaines--9782200624019.htm>
- Payette, D. et Brunelle, d'Anne-M. (2007). *Le journalisme radiophonique*. Presses de l'Université de Montréal. <https://www.jstor.org/stable/j.ctv69t775>
- Perriault, J. (2009). Traces numériques personnelles, incertitude et lien social. *Hermès, La Revue*, n° 53(1), 13-20.
- Picard, D. (1992). De la communication à l'interaction : l'évolution des modèles. *Communication & Langages*, 93(1), 69-83.  
<https://doi.org/10.3406/colan.1992.2380>

- Pierre Minkala-Ntadi. (s. d.). Cairn.info. <http://www.cairn.info/publications-de-Pierre-Minkala-Ntadi--95073.htm>
- Pilote, A.-M. et Hübner, L. (2019). Femmes autochtones et militantisme en ligne : usages de Facebook et Twitter pour contrer les violences sexuelles dans la foulée du scandale policier de Val-d'Or. *Recherches féministes*, 32(2), 167-196. <https://doi.org/10.7202/1068345ar>
- Proulx, S., Rueff, J. et Centre d'études sur les médias. (2018). *Actualité des méthodes de recherche en sciences sociales sur les pratiques informationnelles*. [http://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/300/univ\\_laval/centre\\_etudes\\_medias/CEM-ActualiteMethode.pdf](http://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/300/univ_laval/centre_etudes_medias/CEM-ActualiteMethode.pdf)
- Pype, K., (2021). « Le politique (en ligne) par le bas en Afrique subsaharienne », *Politique africaine*, vol. 161-162, no. 1-2, pp. 71-97
- Rapport sur l'exécution du cahier des charges de France Médias Monde (RFI, France 24, MCD, France Médias Monde) - Année 2014 - CSA - Conseil supérieur de l'audiovisuel*. (s. d.). <https://www.csa.fr/Informer/Collections-du-CSA/Bilans/Bilans-medias/Les-chaines-de-televvisions-publiques-privées/Rapport-sur-l-execution-du-cahier-des-charges-de-France-Medias-Monde-RFI-France-24-MCD-France-Medias-Monde-Annee-2014>
- Réinventer la démocratie: pour une démocratie participative sans partis politiques et sans élections*. (s. d.). Démocratie & participation - Groupement d'Intérêt Scientifique. <https://www.participation-et-democratie.fr/reinventer-la-democratie-pour-une-democratie-participative-sans-partis-politiques-et-sans-elections>
- Rémy, É. et Robert-Demontrond, P. (2014). *Regards croisés sur la consommation. Tome 1 – Du fait social à la question du sujet*. EMS Editions. <https://www.cairn.info/regards-croises-sur-la-consommation--9782847696677.htm>
- Renard, Y. (2008). Des médias entre prolifération anarchique, impunité et pauvreté : le défi de la reconstruction du champ médiatique en RDC. *Afrique contemporaine*, 227(3), 135-152. <https://doi.org/10.3917/afco.227.0135>
- RFI et ses auditeurs, « chers émetteurs ... »*. (s. d.). [https://scholar.google.com/citations?view\\_op=view\\_citation&hl=fr&user=75f-PCQAAAAJ&citation\\_for\\_view=75f-PCQAAAAJ:TFP\\_iSt0sucC](https://scholar.google.com/citations?view_op=view_citation&hl=fr&user=75f-PCQAAAAJ&citation_for_view=75f-PCQAAAAJ:TFP_iSt0sucC)
- RFI\_Dossier\_de\_Presse\_201406.pdf*. (s. d.). Récupéré le 14 octobre 2021 de [http://static.rfi.fr/presse/RFI\\_Dossier\\_de\\_Presse\\_201406.pdf](http://static.rfi.fr/presse/RFI_Dossier_de_Presse_201406.pdf)
- Ricaud, P. et Smati, N. (2017). Numérisation de la radio : effets sur les pratiques des professionnels de l'information et la participation des publics. *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 18/2(2), 33-46. <https://doi.org/10.3917/enic.023.0033>

- Robert-Demontrond, P. (2004). De l'analyse du discours à son évaluation : le genre scientifique. Dans *L'analyse de discours* (p. 117). Apogée. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00081797>
- Rueff, J. (2017). Penser politiquement les activités politiques en ligne: Esquisse d'une problématisation gramscienne des rapports entre Internet et la politique. *Réseaux*, 204, 161-193. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.3917/res.204.0159>
- SARL, T. (2015, 21 septembre). *RDC : 84% des Congolais accèdent à Internet sur support mobile, selon une étude de Target*. Target SARL. <https://www.target-sarl.cd/fr/content/rdc-84-des-congolais-accedent-internet-sur-support-mobile-selon-une-etude-de-target>
- SARL, T. (2018, 9 mai). *Audience des medias en RDC (édition 2018)*. Target SARL. <https://www.target-sarl.cd/fr/content/audience-des-medias-en-rdc-edition-2018>
- Savoirs CDI: Harold Dwight Lasswell (1902-1978)*. (s. d.). <https://www.reseau-canope.fr/savoirscdi/societe-de-linformation/le-monde-du-livre-et-de-la-presse/histoire-du-livre-et-de-la-documentation/biographies/harold-dwight-lasswell-1902-1978.html>
- Simonin, J. (2006). Géraldine MUHLMANN (2004), Du journalisme en démocratie. *Communication. Information médias théories pratiques*, (Vol. 24/2), 208-213.
- Soudures, J. et Laffey, M. (2004). Réflexions méthodologiques sur l'analyse du discours. *Méthodes qualitatives*, 2 (1), 28-30.
- Stenger T. et Coutant, A. (2011). « Ces réseaux numériques dits sociaux », *Hermès*, n°59.
- Stenger, T. et Coutant, A. (2013). Médias sociaux : clarification et cartographie Pour une approche sociotechnique. *Décisions Marketing*, (70), 107-117.
- SwissLeaks en Afrique : des diamantaires en fuite*. (s. d.). [https://www.lemonde.fr/evasion-fiscale/article/2015/02/13/swissleaks-en-afrique-des-diamantaires-en-fuite\\_4576127\\_4862750.html](https://www.lemonde.fr/evasion-fiscale/article/2015/02/13/swissleaks-en-afrique-des-diamantaires-en-fuite_4576127_4862750.html)
- Tchunte, D., Baptiste-Jessel, N. et Canut, M.-F. (2011). Accès à l'information dans les réseaux socionumériques. *Hermès, La Revue*, 59(1), 59-64. <https://doi.org/10.3917/herm.059.0059>
- Theviot, A., (2018) « Facebook, Twitter, Youtube. Vers une « révolution » de la participation et de l'engagement politique en ligne ? », *Idées économiques et sociales*, vol. 194, no. 4, 2018, pp. 24-33.)

- Thoër, C. et Millerand, F. (2016). Chapitre 8. Internet comme terrain d'investigation et mode de collecte des données qualitatives en santé. Cairn.info. Dans *Les recherches qualitatives en santé* (p. 151-164). Armand Colin.  
<https://doi.org/10.3917/arco.kivit.2016.01.0151>
- Toppé, G. (2014). Renaud de la Brosse, Médias et démocratie en Afrique : l'enjeu de la régulation. Brussels, Bruylant, coll. Médias, sociétés et relations internationales, 2013, 392 pages. *Questions de communication*, 26(2), 414-416.  
<https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9468>
- Tremblay, J.-M. (2005a, 2 février). *Les classiques des sciences sociales: Alexis de Tocqueville, De la démocratie en Amérique I (1835)* [Text]. texte.  
[http://classiques.uqac.ca/classiques/De\\_tocqueville\\_alexis/democratie\\_1/democratie\\_tome1.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/De_tocqueville_alexis/democratie_1/democratie_tome1.html)
- Tremblay, J.-M. (2005b, 2 février). *Montesquieu, 1668-1755, De l'esprit des lois (1758), sixième partie: livres XXVII à XXXI* [Text]. texte.  
[http://classiques.uqac.ca/classiques/montesquieu/de\\_esprit\\_des\\_lois/partie\\_6/de\\_esprit\\_des\\_lois\\_6.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/montesquieu/de_esprit_des_lois/partie_6/de_esprit_des_lois_6.html)
- Tremblay, S. (s. d.). DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COMMUNICATION : VERS UN ESPACE OUVERT FONDÉ SUR LA PARTICIPATION CITOYENNE, L'ÉTHIQUE DU DIALOGUE ET L'INTERINFLUENCE. *Le développement durable*, 17.
- Tubaro, P. (2012). Ces réseaux numériques dits sociaux. *Sociologie*.  
<https://journals.openedition.org/sociologie/1118>
- Une filiale de Glencore dans le viseur de la Bourse canadienne. (s. d.). *24 heures*.  
<https://www.24heures.ch/monde/filiale-glencore-viseur-bourse-canadienne/story/15282824>
- UNPC : Kasonga Tshilunde fait le point de l'an 1 de son mandat | *adiac-congo.com : toute l'actualité du Bassin du Congo*. (s. d.). <https://www.adiac-congo.com/content/unpc-kasonga-tshilunde-fait-le-point-de-lan-1-de-son-mandat-37611>
- Villarubias, M., (2021) Marc. « Pourquoi nous devons inscrire Facebook à la liste des Héritages de l'Unesco », *Nectart*, vol. 13, no. 2, pp. 114-123
- Vovou, I. (2015). Henry Jenkins, La Culture de la convergence. Des médias au transmédia. trad. de l'anglais par C. Jaquet, Paris, A. Colin/Ina Éd., coll. Médiacultures, 2013 [2006], 336 pages. *Questions de communication*, 28(2), 363-364. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10262>

- Wamé, B., (2018). « Réseaux sociaux numériques et minorité. Stratégies médiatiques et lutte pour la visibilité des anglophones du Cameroun », *Les Cahiers du numérique*, vol. 14, no. 3-4, pp. 107-127.)
- Yahya Jammeh et Dan Gertler visés par des sanctions du Trésor américain – Jeune Afrique.* (s. d.). JeuneAfrique.com.  
<https://www.jeuneafrique.com/504597/politique/yahya-jammeh-et-dan-gertler-vises-par-des-sanctions-du-tresor-americain/>
- Yates, S. et Arbour, M. (2013). L’usage des médias socionumériques par les organismes publics : le cas du Québec. *Communiquer. Revue de communication sociale et publique*, (9), 55-76. <https://doi.org/10.4000/communiquer.136>
- Yigong, G. U. O. (s. d.). Comment définir les mots-clés du mémoire : un entraînement [Billet]. *art, langage, apprentissage*.  
<https://arlap.hypotheses.org/4512>
- Zask, J. (s. d.). *Participer — Essai sur les formes démocratiques de la participation (2011)*.  
[https://www.academia.edu/33608849/Participer\\_Essai\\_sur\\_les\\_formes\\_d%C3%A9mocratiques\\_de\\_la\\_participation\\_2011\\_](https://www.academia.edu/33608849/Participer_Essai_sur_les_formes_d%C3%A9mocratiques_de_la_participation_2011_)
- (2014). Les médias : un quatrième pouvoir ?. Cairn.info (vol. 8e éd., p. 94-98). Presses Universitaires de France. <https://www.cairn.info/les-medias--9782130631347-p-94.htm>
- (2019, 5 janvier). RD Congo: Les élections ont été entachées de violences et de restrictions du droit de vote. *Human Rights Watch*.  
<https://www.hrw.org/fr/news/2019/01/05/rd-congo-les-elections-ont-ete-entachees-de-violences-et-de-restrictions-du-droit>
- (2020, 1<sup>er</sup> juin). L’exercice de la liberté de presse en République Démocratique du Congo: Plaidoyer pour une dépenalisation des délits de presse. *Leganews*.  
<https://leganews.cd/index.php/analyses/2005-l-exercice-de-la-liberte-de-presse-en-republique-democratique-du-congo-plaidoyer-pour-une-depenalisation-des-delits-de-presse/>
- (S. d.). Afrique Contemporaine Marie-Soleil Frère. Élections et médias en Afrique centrale. Voie des urnes, voix de la paix ? - Afrique Contemporaine.  
<http://www.afrique-contemporaine.info/articles/2010-3-marie-soleil-frere-elections-et-medias-en-afrique-centrale-voie-des-urnes-voix-de-la-paix/>
- (S. d.). Aperçu Historique. *UNPC*. <https://unpc.cd/index.php/historique/>
- (S. d.). Chiffres Facebook pour l’Afrique en 2018 – Community Managers d’Afrique. <https://cmdafrique.net/2018/01/03/chiffres-facebook-lafrique-2018/>

- (S. d.). <https://lafabrique.fr/lideologie-ou-la-pensee-embarquee/>.  
<https://lafabrique.fr/lideologie-ou-la-pensee-embarquee/>
- (S. d.). Journée de la presse : Kabala fustige les conditions précaires du journaliste RD-congolais. *AfricaNews RDC*. <https://www.africanewsrdc.net/societe/journee-de-la-presse-kabala-fustige-les-conditions-precaires-du-journaliste-rd-congolais/>
- (S. d.). Les Afriques médiatiques Archives. *Afrique Contemporaine*.  
[http://www.afrique-contemporaine.info/numero\\_revue/2011-4-les-afriques-mediatiques/](http://www.afrique-contemporaine.info/numero_revue/2011-4-les-afriques-mediatiques/)
- (S. d.). Publications – Lena Hübner. <https://lenahubner.net/publications/>

## ANNEXE

### PUBLICATIONS SECONDAIRES SÉLECTIONNÉES SUR RFI-AFRIQUE/FACEBOOK

1. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180628-elections-rdc-organisme-evoquent-problematique-binationaux>

Elections en RDC: un organisme évoque la problématique des binationaux

2. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190110-direct-rdc-suivez-reactions-election-felix-tshisekedi>

RDC: retour sur l'annonce de la victoire de Félix Tshisekedi à la présidentielle

3. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190101-rdc-internet-coupe-reactions-aubin-minaku-eve-bazaiba>

Elections en RDC: la coupure d'Internet crée un climat de suspicion

4. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181230-elections-presidentielles-rdc-reécoutez-nos-éditions-speciales>

Élections en RDC: réécoutez nos éditions spéciales

5. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190106-rdc-elections-attente-resultats-reunion-pleniere-corneille-nangaa>

Elections en RDC: pas de nouvelle date pour l'annonce des résultats

6. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181229-rdc-avant-elections-groupe-experts-onu-rapport>

RDC: avant les élections, un groupe d'experts de l'ONU rend son rapport

7. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20171105-rdc-elections-fixees-23-decembre-2018-annonce-ceni>

RDC: les élections fixées au 23 décembre 2018, annonce la Céni

8. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190115-elections-rdc-trouve-verite-urnes>

Elections en RDC: où se trouve la vérité des urnes?

9. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181220-elections-rdc-ceni-reporte-officiellement-le-scrutin-30-decembre-nangaa-corneille>

Elections en RDC: la Céni reporte officiellement le scrutin au 30 décembre

10. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181228-elections-rdc-nombreux-dysfonctionnements-cote-logistique>

Elections en RDC: de nombreux dysfonctionnements du côté de la logistique

11. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190120-elections-rdc-ua-annule-visite-prevue-lundi-kinshasa>

Elections en RDC: report « sine die » de la visite de l'UA à Kinshasa

12. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190104-elections-rdc-pourquoi-silence-onu-autour-dysfonctionnements>

Elections en RDC: pourquoi ce silence de l'ONU autour des dysfonctionnements?

13. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181207-rd-congo-campagne-electorale-fayulu-harangue-le-kivu-shadary-jeunes>

RD Congo: en campagne électorale, Fayulu harangue le Kivu, Shadary, les jeunes

14. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190119-rdc-elections-position-union-africaine-differe-position-onu>

Elections en RDC: l'ONU réagit à la demande des chefs d'Etat africains

15. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181112-rcd-elections-udps-jean-marc-kabund-refuse-candidat-unique-fayulu-accord-geneve>

Elections en RDC: Tshisekedi et Kamerhe se retirent de l'accord de Genève

16. <https://www.rfi.fr/fr/emission/20190104-futurs-dirigeants-congo-kinshasa-offre-relance-economique>

Les futurs dirigeants du Congo-Kinshasa et l'offre de relance économique

17. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181229-rdc-elections-preparatifs-bureaux-vote-veille-scrutin-kinshasa-lubumbashi>

Elections en RDC: appel des religieux à des élections non violentes

18. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181217-rdc-elections-etats-unis-evacuation-personnel-non-essentiel>

Présidentielle en RDC: les Etats-Unis ont évacué leur personnel non-essentiel

19. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180621-machine-voter-rdc-collectif-americain-met-garde-contre-le-piratage>

Machine à voter en RDC: un collectif américain met en garde contre le piratage

20. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180908-kinshasa-opposition-congo-rdc-promesse-calendrier-action-commune>

A Kinshasa, l'opposition congolaise promet un calendrier d'action commune

21. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190119-rdc-ressembler-delegation-ua-attendue-kinshasa-lundi>

Quelle mission pour la délégation de l'UA attendue lundi en RDC?

22. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190111-rdc-bataille-onu-entre-cenco-ceni-nangaa>

RDC: bataille à l'ONU entre la Cenco et la Ceni

23. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190117-elections-rdc-coeur-une-reunion-inter-africaine-addis-abeba>

RDC: l'UA demande « la suspension de la proclamation définitive » des résultats

24. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181026-opposition-congolaise-engage-pas-boycotter-election-presidentielle>

L'opposition congolaise s'engage à ne pas boycotter l'élection présidentielle

25. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180908-kinshasa-opposition-congo-rdc-promesse-calendrier-action-commune>

A Kinshasa, l'opposition congolaise promet un calendrier d'action commune

26. <https://www.rfi.fr/fr/emission/20190104-une-rdc-attente>

A la Une: la RDC en attente

27. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180601-rdc-opposition-mefie-machines-voter>

RDC: les machines à voter font peur, la Monusco veut rassurer

28. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180327-ue-rdc-risque-boycotter-conference-donateurs>

UE: la RDC risque de boycotter la conférence des donateurs

29. <https://www.rfi.fr/fr/emission/20181114-rdc-le-soutien-bemba-katumbi-fayulu-peut-etre-candidat-farouche>

RDC: « Avec le soutien de Bemba et Katumbi, Fayulu peut être un candidat farouche »

30. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190110-presidentielle-rdc-france-met-doute-resultats>

Présidentielle en RDC: la France met en doute les résultats

31. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180713-rdc-onu-guterres-ponts-sont-pas-coupees-kinshasa>

RDC: l'ONU assure que les ponts ne sont pas coupés avec Kinshasa

32. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190113-rdc-pro-kabila-gardent-mainmise-appareil-legislatif>

RDC: les pro-Kabila gardent la mainmise sur l'appareil législatif

33. <https://www.rfi.fr/fr/emission/20190117-une-rdc-plus-doutes-victoire-tshisekedi>

A la Une: de plus en plus de doutes sur la victoire de Tshisekedi en RDC

34. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190115-elections-rdc-trouve-verite-urnes>

Elections en RDC: où se trouve la vérité des urnes?

35. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180728-rdc-eligibilite-ineligibilite-jean-pierre-bemba-majorite-mlc-alain-andre-atundu>

RDC: la majorité remet en cause l'éligibilité de Jean-Pierre Bemba

36. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180702-rdc-fcc-charte-presidentielle-kabila-mp-tshibala>

Présidentielle en RDC: une charte du parti au pouvoir pour une candidature unique

37. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181009-rdc-reactions-politiques-apres-visite-conseil-securite-onu>

RDC: réactions politiques après la visite du Conseil de sécurité de l'ONU

38. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180805-rdc-vital-kamerhe-presente-candidature-election-presidentielle>

Présidentielle en RDC: Vital Kamerhe investi candidat pour l'UNC

39. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180807-presidentielle-rdc-kabila-va-s-exprimer-candidature-plateforme>

Présidentielle en RDC: Kabila va s'exprimer sur la candidature de sa plateforme

40. <https://www.rfi.fr/fr/emission/20180920-une-21-candidats-succeder-kabila>

A la Une: 21 candidats pour succéder à Kabila

41. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190110-rdc-une-journee-emaillee-nombreux-incidents>

RDC: un jeudi émaillé de nombreux incidents

42. <https://www.rfi.fr/fr/emission/20180809-une-fin-long-suspense-rdc-congo-liberation-simone-gbagbo>

A la Une: la fin d'un long suspense en République démocratique du Congo

43. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180806-rdc-depot-candidatures>

Présidentielle en RDC: l'heure du choix pour Joseph Kabila

44. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180731-presidentielle-rdc-sondage-donne-opposition-tete-intentions-vote>

Présidentielle en RDC: un sondage donne l'opposition en tête des intentions de vote

45. <https://www.rfi.fr/fr/emission/20181220-presidentielle-rdc-ndukuma-ramazani-tshisekedi-fayulu>

Présidentielle en RDC: Dr. K. Ndukuma (Ramazani)-Félix Tshisékédi-Martin Fayulu

46. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181230-principaux-candidats-presidence-congolaise-shadary-fayulu-tshisekedi>

Les trois principaux candidats à la présidence congolaise

47. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190115-elections-rdc-trouve-verite-urnes>

Élections en RDC: où se trouve la vérité des urnes?

**Publications secondaires sélectionnées sur Top-Congo FM/Facebook**

<http://mobile.topcongo.fm/article/si-moise-katumbi-cree-une-plate-forme-ce-sera-dans-le-rassemblement-ewanga-2947>

5 janvier 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/felix-tshisekedi-candidat-president-de-ludps-porte-parole-3048>

19 février 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/la-liste-des-electeurs-sera-affichee-le-6-avril-2018-ceni--3062>

21 février 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/accord-udps-unc-mlc-jean-marc-kabund-oppose-a-felix-tshisekedi-3113>

16 mars 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/les-partis-politiques-4-udps-pas-densemble-le-regroupement-zaire-journal-officiel-3194>

12 mai 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/jean-pierre-bemba-candidat-du-mlc-a-lelection-presidentielle--3274>

13 juillet 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/le-rassemblement-ne-participera-pas-a-une-parodie-d-elections--3286>

19 juillet 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/martin-fayulu-candidat-commun-de-lopposition--3402>

11 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/adam-bombole-contre-la-designation-de-martin-fayulu--3404>

11 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/augustin-kabuya-udps-en-colere-contre-la-designation-de-martin-fayulu--3405>

11 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/martin-fayulu-invite-de-la-redaction-de-top-congo-fm-ce-lundi-12-novembre-3406>

11 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/entre-satisfaction-et-colere-a-lunc-3407>

11 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/martin-fayulu-un-president-de-transition-vers-de-vraies-elections-muzito-3409>

12 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/felix-et-vital-ont-48h-pour-se-designer-un-candidat-commun-declaration--3410>

12 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/ludps-donne-48h-a-felix-pour-retirer-sa-signature-declaration-3411>

12 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/felix-tshisekedi-revient-sur-sa-signature-3412>

12 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/vital-kamerhe-retire-aussi-sa-signature-de-laccord-de-geneve-3413>

12 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/adolphe-muzito-regrette-le-revirement-de-ludps-3414>

12 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/martin-fayulu-appelle-vital-kamerhe-et-felix-tshisekedi-a-la-raison--3417>

13 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/felix-tshisekedi-et-vital-kamerhe-repondent-a-martin-fayulu--3419>

14 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/lunc-decide-d-aller-seul-aux-elections--3420>

14 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/katumbi-bemba-fayulu-et-muzito-en-reunion-a-bruxelles--3421>

15 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/-martin-fayulu-desormais-adversaire-politique-de-felix-tshisekedi-udps-3425>

16 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/machine-a-voter-lunc-sexprimera-2-semaines-avant-les-elections-makelele-3432>

20 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/le-programme-de-ramazani-shadary-est-realiste-et-realizable-mukoko-samba-3433>

20 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/les-resultats-au-soir-de-noel-nangaa--3438>

20 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/martin-fayulu-a-le-soutien-de-chefs-detat-des-pays-voisins-katumbi-3439>

21 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/-nous-ne-sommes-pas-en-mesure-de-battre-campagne-seth-kikuni-3450>

23 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/des-elections-credibles-pour-une-veritable-alternance-democratique-cenco-3452>

23 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/qui-de-fayulu-ou-de-tshisekedi-le-dilemme-de-lopposition-3461>

26 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/felix-tshisekedi-toujours-ouvert-au-camp-lamuka-3465>

26 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/-episode-geneve-clos-place-a-la-campagne-tshisekedi--3469>

27 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/-jean-pierre-bemba-pourrait-ne-pas-venir-en-rdc-battre-campagne-pour-martin-fayulu-mlc-3470>

27 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/reconciliation-tshisekedi-fayulu-c-est-trop-tard-ewanga-3471>

28 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/aucune-demande-d-atterrissage-de-l-avion-de-martin-fayulu-makila-3479>

29 novembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/126-milliards-de-dollars-sur-5-ans-budget-du-candidat-fayulu-3484>

1er décembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/sesanga-et-lubaya-appellent-a-voter-pour-felix-tshisekedi--3496>

10 décembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/martin-fayulu-va-donner-dautres-consignes-de-vote-porte-parole--3497>

10 décembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/apres-lubumbashi-martin-fayulu-face-aux-forces-de-lordre-a-kalemie-3500>

12 décembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/letat-congolais-doit-securiser-tous-les-candidats-fayulu-3501>

12 décembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/apres-le-rendez-vous-manque-de-butembo-felix-tshisekedi-en-route-pour-mbuji-mayi-3506>

12 décembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/pierre-lumbi-rejette-les-accusations-de-felix-tshisekedi-et-appelle-a-lunion-3508>

12 décembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/apres-ludpsunc-la-coalition-lamuka-accepte-la-machine-a-voter-3510>

16 décembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/elections-reportees-au-30-decembre-2018-nangaa--3518>

20 décembre

<http://mobile.topcongo.fm/article/-fermer-tous-les-cachots-ou-on-nous-enferme-injustement-tshisekedi-3520>

22 décembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/le-nom-du-futur-president-sera-connu-le-6-janvier-3522>

26 décembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/martin-fayulu-met-en-garde-la-ceni-3523>

26 décembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/les-5-emissions-les-plus-regardees-sur-la-chaine-youtube-top-congo-pendant-la-campagne-3526>

27 décembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/-il-netait-pas-question-de-reporter-les-elections-kamerhe-3530>

28 décembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/appel-a-des-elections-honnetes-justes-et-apaisees-cime-3532>

29 décembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/elections-2018-les-bureaux-ne-fermeront-que-lorsquilyn-aura-plus-delecteurs-ceni-3533>

30 décembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/qui-de-shadary-fayulu-ou-tshisekedi-3535>

30 décembre 2018

<http://mobile.topcongo.fm/article/la-ceni-rappelle-a-lordre-la-cenco-3541>

4 janvier 2019

<http://mobile.topcongo.fm/article/53-de-donnees-centralisees-mais-toujours-pas-de-tendances-nangaa-3546>

6 janvier 2019

<http://mobile.topcongo.fm/article/ludps-prone-la-reconciliation-nationale-kabund-3549>

8 janvier 2019

<http://mobile.topcongo.fm/article/martin-fayulu-exclut-toute-idee-dun-echec-et-appelle-a-la-la-verite-des-urnes--3552>

9 janvier 2019

<http://mobile.topcongo.fm/article/martin-fayulu-ira-ce-samedi-a-la-cour-constitutionnelle--3564>

11 janvier 2019

<http://mobile.topcongo.fm/article/martin-fayulu-felix-tshisekedi-la-cour-constitutionnelle-en-audience--3571>

15 janvier 2019

<http://mobile.topcongo.fm/article/la-cour-constitutionnelle-saisie-en-annulation-des-elections-3572>

15 janvier 2019

<http://mobile.topcongo.fm/article/-respecter-la-souverainete-de-la-rdc-sadc-3573>

17 janvier 2019

<http://mobile.topcongo.fm/article/la-cour-constitutionnelle-annoncera-ce-samedi-le-nom-du-president-elu-3576>

19 janvier 2019

<http://mobile.topcongo.fm/article/martin-fayulu-s-autoproclame-president-de-la-republique--3578>

20 janvier 2019

<http://mobile.topcongo.fm/article/martin-fayulu-empeche-de-s-adresser-a-ses-militants-mlc-3580>

21 janvier 2019

<http://mobile.topcongo.fm/article/3-candidats-presidents-prets-a-travailler-avec-felix-tshisekedi--3581>

21 janvier 2019

<http://mobile.topcongo.fm/article/lunion-europeenne-prend-acte-de-la-proclamation-de-felix-tshisekedi--3584>

22 janvier 2019

<http://mobile.topcongo.fm/article/martin-fayulu-saisit-la-cour-africaine-des-droits-de-l-homme-babala-3620>

6 février 2019